



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens - Novembre 2025

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 1 629 482,60 \$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 27 janvier 2026

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

**Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Novembre 2025

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le deuxième cycle de la troisième année de la présente étude comptait en tout douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus) qui ont été menés entre le 4 novembre 2025 et le 25 novembre 2025.

This publication is also available in English under the title: Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - November 2025

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca, ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4F-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9379

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22 :

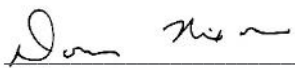
CP12-4E-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9360

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque ainsi que dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent aucune information portant sur les intentions de vote électorales, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date: 27 janvier 2026

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Sommaire	6
Introduction	6
Méthodologie.....	7
Principales constatations.....	9
Le Gouvernement du Canada dans l'actualité (Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la région de l'Estrie [Québec], résidents de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu).....	9
Performance et priorités du gouvernement du Canada (résidents de la Colombie-Britannique à faible et moyen revenu).....	9
L'économie (Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de plus de 50 ans, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, résidents de Montréal et de Laval âgés de 18 à 49 ans, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu).....	10
Budget 2025 – (Ontariens et Canadiens de l'Atlantique de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver)	12
Grands projets d'infrastructure (Résidents du Canada Atlantique, de l'Alberta, de la région de l'Estrie [Québec], de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu)	16
Relations Canada - États-Unis (Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador).....	19
Prévention de la criminalité (résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité).....	20
Immigration (immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu).....	21
Efficacité énergétique résidentielle (résidents du Canada atlantique et de l'Alberta)	23
Mot-Symbole du gouvernement du Canada (résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la région de l'Estrie [Québec]).....	25
Campagne de publicité - grands projets (résidents du Canada atlantique, de l'Alberta et de la région de l'Estrie [Québec])	27
Résultats détaillés.....	29

Le gouvernement du Canada dans l'actualité – (Ontariens et Canadiens de l'Atlantique de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la région de l'Estrie [Québec], résidents de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu)	33
Performance et priorités du gouvernement du Canada (Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu)	34
L'économie (Ontariens et résidents du Canada atlantique âgés de plus de 50 ans, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, résidents de Montréal et de Laval âgés de 18 à 49 ans, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu)	35
Budget 2025 (Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver)	38
Réactions initiales (Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador)	39
Mesures particulières (Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan)	40
Opinions générales (résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents résidant dans la région métropolitaine de Vancouver)	44
Grands projets d'infrastructure (résidents du Canada Atlantique, de l'Alberta, de la région de l'Estrie [Québec], de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu)	49
Relations Canada–États-Unis (Ontariens et Canadiens âgés de 50 ans et plus résidant au Canada atlantique, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador)	57
Prévention de la criminalité (résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité)	59
Immigration (immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu)	61
Efficacité énergétique résidentielle (résidents du Canada atlantique et de l'Alberta)	66



Mot-Symbole du gouvernement du Canada (résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la région de l'Estrie [Québec])	71
Campagne de publicité - grands projets (résidents du Canada atlantique, de l'Alberta et de la région de l'Estrie [Québec])	73
Annexes	77
Annexe A - Questionnaires de recrutement	78
Questionnaire de recrutement français	79
Questionnaire de recrutement anglais	87
Annexe B – Guides de discussion	98
Guide du modérateur français	99
Guide du modérateur anglais	120
Annexe C – Concepts Publicitaires	138
Grands projets d'infrastructure	139
Mot-Symbole du gouvernement du Canada	143
Campagne de publicité - grands projets	144

Sommaire

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener auprès de membres du public dans l'ensemble du pays, des cycles continus de recherche par groupe de discussion portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté ; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral ; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser aux points de vue des Canadiennes et des Canadiens et à leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent claires et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze (12) groupes de discussion en ligne menés entre le 4 novembre 2025 et le 28 novembre 2025, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

La recherche menée au cours de ce cycle s'est principalement centrée sur les réactions des participants au budget 2025 du gouvernement du Canada ainsi que sur leurs opinions concernant les grands projets d'intérêt national récemment annoncés et l'état de l'économie canadienne dans son ensemble. Les participants d'un certain nombre de groupes ont également discuté de ce qu'ils avaient récemment vu, lu ou entendu à propos du gouvernement fédéral dans l'actualité, ainsi que de sa performance dans un certain nombre de domaines prioritaires auxquels les Canadiens accordent une grande importance.

Au nombre des autres sujets abordés figuraient les relations Canada - États-Unis, l'immigration, les efforts déployés par le gouvernement fédéral pour lutter contre la criminalité au sein des collectivités canadiennes, ainsi que les attitudes des participants concernant l'efficacité énergétique résidentielle. Les participants de certains groupes ont fait part de leurs points de vue concernant le mot-symbole du gouvernement du Canada, tandis que d'autres ont évalué une vidéo publicitaire conçue dans le but de promouvoir l'importance accrue qu'accorde le gouvernement fédéral à la réalisation de projets d'infrastructure d'intérêt national.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Groupe cible

- Résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont principalement été répartis en fonction de la situation géographique.
- Les participants de certains groupes se sont focalisés sur des cohortes particulières de la population, dont des particuliers âgés de 50 ans et plus, des particuliers âgés de 18 à 49 ans, des hommes âgés de moins de 50 ans, des particuliers préoccupés par la criminalité, des immigrants récents vivant au Canada depuis moins de dix ans ainsi que des particuliers à faible et moyen revenu.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont été menés dans diverses régions du Canada.
- Six groupes ont été menés parmi des membres de la population générale résidant à Terre-Neuve-et-Labrador, au Canada atlantique, en Alberta, dans des centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, dans la région de l'Estrie (Québec), ainsi qu'à Québec et dans les régions environnantes.
- Les autres groupes de discussion ont été menés parmi des sous-groupes clés de la population composés de :
 - Particuliers âgés de 50 ans et plus résidant en Ontario et au Canada atlantique;
 - Particuliers âgés de 18 à 49 ans résidant en Colombie-Britannique (C.-B.);
 - Hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval;
 - Particuliers résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) et préoccupés par la criminalité;
 - Immigrants récents résidant dans la région métropolitaine de Vancouver et vivant au Canada depuis moins de dix (10) ans;
 - Particuliers à faible et moyen revenu résidant en C.-B.
- Les groupes de discussion organisés au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe pour ce cycle se sont tenues en ligne.
- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit participants.
- Dans tous les lieux, 90 participants au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.

- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Résidents de l'Ontario et du Canada atlantique	1	ANGLAIS	Mardi 4 novembre	18 h à 20 h	Personnes âgées de 50 ans et plus	8
Colombie-Britannique	2	ANGLAIS	Mardi 4 novembre	21 h à 23 h	Personnes âgées de 18 à 49 ans	8
Résidents de Montréal et de Laval	3	FRANÇAIS	Mercredi 5 novembre	18 h à 20 h	Hommes âgés de moins de 50 ans	8
Centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan	4	ANGLAIS	Mercredi 5 novembre	19 h à 21 h	Membres de la population générale	8
Terre-Neuve-et-Labrador	5	ANGLAIS	Lundi 10 novembre	16 h 30 à 18 h 30	Membres de la population générale	6
Région du Grand Toronto	6	ANGLAIS	Mercredi 22 novembre	18 h à 20 h	Personnes préoccupées par la criminalité	8
Région métropolitaine de Vancouver	7	ANGLAIS	Jeudi 13 novembre	21 h à 23 h	Immigrants récents arrivés il y a moins de 10 ans	8
Canada atlantique	8	ANGLAIS	Mardi 18 novembre	17 h à 19 h	Membres de la population générale	8
Alberta	9	ANGLAIS	Mercredi 19 novembre	20 h à 22 h	Membres de la population générale	6
Région de l'Estrie	10	FRANÇAIS	Jeudi 20 novembre	18 h à 20 h	Membres de la population générale	7
Résidents de Québec et des environs	11	FRANÇAIS	Mardi 25 novembre	18 h à 20 h	Membres de la population générale	7
Colombie-Britannique	12	ANGLAIS	Mardi 25 novembre	21 h à 23 h	Résidents à faible et moyen revenu	8
Nombre total de participants						90

Principales constatations

Le Gouvernement du Canada dans l'actualité (Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la région de l'Estrie [Québec], résidents de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu)

Les participants de dix groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Une série d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, dont le dépôt du budget annuel du gouvernement du Canada, sa réponse continue aux tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur un large éventail d'importations canadiennes, ainsi que l'annonce, faite par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), de son Plan des niveaux d'immigration 2026-2028.

Les participants se souvenaient également d'avoir entendu dire que le gouvernement augmenterait les investissements qu'il consacre aux Forces armées canadiennes (FAC), en accordant une importance particulière au renforcement de la sécurité dans le Nord canadien. Relatant ce qu'ils avaient entendu au sujet des activités du gouvernement du Canada sur la scène internationale, les participants ont rappelé la participation du premier ministre et d'autres responsables fédéraux au sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) à Gyeongju (Corée du Sud). Lors de ce sommet, plusieurs participants étaient portés à croire que les représentants fédéraux avaient tenu des discussions d'ordre économique avec les représentants de nombreux pays d'Asie de l'Est, et notamment ceux du gouvernement chinois, dans le but de consolider les relations commerciales du Canada dans la région.

Performance et priorités du gouvernement du Canada (résidents de la Colombie-Britannique à faible et moyen revenu)

Les participants du groupe composé de résidents de la Colombie-Britannique (C.-B.) s'étant déclarés à faible ou moyen revenu ont tenu une brève discussion portant sur ce qu'ils considéraient comme étant les principaux enjeux auxquels font face les Canadiens, ainsi que sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités.

Invités à cerner les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance actuelle du gouvernement canadien, plusieurs participants étaient d'avis que ce dernier avait fait preuve d'efficacité en offrant un large éventail de programmes et de prestations aux personnes en situation de vulnérabilité, certains mentionnant spécifiquement les mesures de soutien mises en place pour les personnes en situation de handicap. Quelques-uns d'entre eux ont tenu des propos positifs au sujet de ce qu'ils percevaient comme étant la relative facilité avec laquelle ils avaient pu accéder à des services

du gouvernement fédéral et présenter des documents importants, dont des déclarations de revenus et des demandes de subvention.

Discutant des domaines dans lesquels ils considéraient que le gouvernement du Canada pouvait encore s'améliorer, un grand nombre de participants étaient d'avis qu'il devait en faire davantage pour remédier aux problèmes liés à l'immigration, plusieurs d'entre eux estimant que le taux d'immigration avait été trop élevé ces dernières années. On était également d'avis que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour améliorer la prestation des soins de santé au Canada, notamment en consacrant des investissements à la réduction des temps d'attente avant de pouvoir obtenir des soins primaires ou d'urgence, ainsi qu'en appuyant le recrutement et la formation d'un plus grand nombre de médecins et de membres du personnel infirmier afin de répondre aux besoins de la population canadienne croissante. Les participants estimaient également que des mesures devaient être prises pour améliorer l'accessibilité aux services du gouvernement fédéral dans le Nord canadien, et que le gouvernement du Canada devait poursuivre ses efforts en matière de réconciliation avec les peuples autochtones.

Décrivant ce qu'ils considéraient comme étant les principaux enjeux auxquels le gouvernement devrait accorder la priorité, plusieurs participants ont mentionné l'abordabilité du logement ainsi que ce qu'ils percevaient comme étant la prévalence croissante de l'itinérance au sein de leurs collectivités respectives. Au nombre des autres mesures prioritaires cernées par les participants, citons la stabilisation du taux d'immigration, l'augmentation de la capacité des systèmes de santé fédéral et provinciaux, la construction et la remise en état de certaines infrastructures essentielles et notamment d'autoroutes et de chemins de fer, ainsi que l'élimination des barrières commerciales entre provinces et territoires du Canada.

L'économie (Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de plus de 50 ans, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, résidents de Montréal et de Laval âgés de 18 à 49 ans, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu)

Les participants de six groupes ont tenu des discussions sur l'économie canadienne et ont fait part de leurs prévisions quant à sa performance au cours de l'année à venir. Avant d'entamer ces discussions, les participants (à l'exception de ceux du groupe composé de résidents de la Colombie-Britannique [C.-B.]) s'étant déclarés à faible ou moyen revenu) se sont prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu inviter à sélectionner un mot pour décrire leur sentiment actuel à l'égard de l'économie. La quasi-totalité d'entre eux a choisi des mots à connotation négative comme « difficile », « fragile », « inquiétante », « stressante » et « incertaine », plusieurs participants estimant que l'économie canadienne était actuellement confrontée à des difficultés considérables, dont celles liées à l'impact continu des tarifs douaniers américains.

Discutant de certains des enjeux économiques qui les préoccupaient le plus, un grand nombre de participants du groupe susmentionné ont évoqué le coût actuellement élevé de la vie, certains d'entre eux mentionnant les difficultés liées aux prix élevés de biens essentiels comme les produits d'épicerie, le logement et l'essence. Plusieurs d'entre eux ont également mentionné que l'imposition généralisée

de tarifs douaniers américains sur des importations canadiennes constituait un problème particulièrement préoccupant, certains participants estimant que ces mesures avaient créé un climat d'incertitude économique considérable pour les travailleurs et les entreprises dans les secteurs touchés.

Les participants de tous les groupes se sont vu poser la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que l'économie canadienne s'améliore, se détériore ou demeure à peu près la même au cours des douze prochains mois. Dans l'ensemble, les participants étant d'avis que l'économie se détériorerait étaient plus nombreux que ceux qui s'attendaient à ce qu'elle s'améliore ou demeure inchangée. À la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que leur propre situation financière s'améliore, empire ou demeure à peu près la même au cours des douze prochains mois, la plupart des participants étaient d'avis qu'elle demeurerait relativement stable, un plus petit nombre d'entre eux s'attendant à ce qu'elle s'améliore et très peu d'entre eux croyant qu'elle empirerait.

Les participants du groupe composé de résidents de la C.-B. ayant déclaré être à faible et moyen revenu se sont vu poser quelques questions complémentaires concernant la performance du gouvernement du Canada quant à sa gestion des enjeux économiques. Discutant de la question de savoir comment ils qualifieraient la performance globale actuelle de l'économie, plusieurs d'entre eux estimaient qu'elle était confrontée à des difficultés et qu'un nombre croissant de Canadiens peinaient à joindre les deux bouts en raison du coût élevé de la vie. Quelques participants avaient toutefois un point de vue différent, estimant que l'économie canadienne s'était relativement bien comportée ces dernières années par rapport à celle d'autres pays et que le Canada faisait toujours meilleure figure que nombre de ses pairs dans le monde.

Lorsqu'on leur a demandé comment ils qualifieraient la performance du Canada quant à sa gestion des enjeux économiques, les participants de ce groupe étaient plus nombreux à estimer qu'il était sur la bonne voie à cet égard, par rapport à ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi ceux qui estimaient que la gestion économique du gouvernement canadien avait été efficace, plusieurs ont cité ce qu'ils considéraient comme étant l'efficacité avec laquelle il avait réagi aux perturbations commerciales causées par les tarifs douaniers américains, estimant que sa réponse à ces enjeux avait été mesurée et adaptable. Quelques-uns ont également mentionné les récentes annonces concernant de nouveaux projets d'intérêt national qui contribueraient à la croissance économique comme étant un autre facteur qui les avait amenés à avoir une opinion positive de la performance du gouvernement fédéral dans ce domaine. Parmi ceux qui estimaient que la gestion économique du gouvernement fédéral pouvait être améliorée, plusieurs ont mentionné les difficultés personnelles qu'ils avaient rencontrées en raison du coût élevé de la vie et estimaient que les mesures prises pour rendre la vie du Canadien moyen plus abordable et l'aider à progresser étaient insuffisantes.

Discutant de ce qu'ils souhaiteraient que le gouvernement du Canada fasse de plus en matière d'économie, plusieurs participants estimaient que des mesures supplémentaires devaient être prises pour aider les Canadiens à couvrir leurs besoins essentiels en matière d'alimentation et de logement. Plusieurs participants étaient d'avis que le logement en particulier était devenu de plus en plus inabordable (tant à l'achat qu'à la location) pour les ménages à faible et moyen revenu dans de nombreuses régions du pays.



Budget 2025 – (Ontariens et Canadiens de l’Atlantique de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver)

Les participants de sept groupes ont tenu des discussions portant sur le prochain budget annuel du gouvernement du Canada qui a été déposé le 4 novembre 2025. Le contenu de ces discussions a varié d’un groupe à l’autre, certains groupes se focalisant sur les réactions initiales des participants au budget et leurs impressions concernant les mesures qui avaient été annoncées, tandis que d’autres ont été invités à faire part de leur point de vue général sur le budget et les priorités qu’il avait définies.

Réactions initiales (Ontariens et Canadiens de l’Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador)

Les participants des cinq groupes invités à faire part de leurs réactions initiales au budget se sont d’abord vu poser la question de savoir s’ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet de l’économie au cours des derniers jours, soit dans l’actualité ou par le biais d’annonces du gouvernement du Canada. Sans qu’on le leur ait demandé, plusieurs d’entre eux ont spontanément mentionné avoir entendu parler du dépôt du budget, un certain nombre de participants ayant le sentiment qu’il avait accordé une importance particulière à la réalisation de projets d’infrastructure nationaux, au renforcement de l’économie, et à l’augmentation des investissements destinés aux Forces armées canadiennes (CAF).

Faisant part de leur point de vue général sur le budget, les participants ont pour la plupart exprimé des opinions neutres, bon nombre d’entre eux estimant qu’il était trop tôt pour pouvoir déterminer si les mesures qui avaient été annoncées porteraient leurs fruits. Si plusieurs d’entre eux estimaient que bon nombre des mesures comprises dans le budget (notamment celles liées à la réalisation de grands projets d’infrastructure, au renforcement de l’économie ainsi que les initiatives visant à rendre la vie des Canadiens plus abordable) auraient des retombées positives, la totalité des participants était d’avis que l’efficacité de ces mesures dépendrait à terme de l’efficacité avec laquelle elles seraient appliquées par le gouvernement du Canada dans les années à venir.

Discutant des mesures énoncées dans le budget dont ils avaient entendu parler et auxquelles ils étaient favorables, plusieurs participants ont à nouveau mentionné les investissements fédéraux consacrés à des projets d’infrastructure d’intérêt national à plusieurs endroits au Canada et notamment aux FAC. Un certain nombre d’entre eux ont également loué les initiatives visant à rendre le logement plus abordable dans l’intérêt des Canadiens, à augmenter l’exploitation des ressources naturelles du Canada, à réduire la taille de la fonction publique fédérale, à stabiliser le taux d’immigration ainsi qu’à fournir des soutiens financiers supplémentaires aux personnes vivant avec un handicap.

Les participants de tous les groupes, à l’exception de celui composé de résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, ont été invités à décrire ce qui, à leur avis, constituait le principal fil conducteur du budget 2025. De l’avis de plusieurs participants, le budget 2025 avait accordé une importance

essentielle au renforcement du Canada, notamment en consacrant des investissements à des projets visant à dynamiser l'économie canadienne sur le long terme et à accroître la capacité militaire du Canada afin de garantir la sécurité des Canadiens et de protéger la souveraineté territoriale du pays. Un certain nombre de participants étaient également d'avis qu'il avait été indiqué dans le budget que le gouvernement fédéral s'attacherait désormais davantage à prendre des décisions pragmatiques et responsables en matière de dépenses, notamment en cherchant des moyens de réduire autant que possible les dépenses consacrées au fonctionnement de l'appareil gouvernemental.

Mesures particulières (Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan)

Les participants de quatre groupes ont fait part de leur point de vue concernant certaines mesures particulières qui avaient été annoncées dans le budget 2025. Après s'être vu présenter une liste d'initiatives figurant dans le budget, les participants se sont prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu inviter à choisir deux mesures qui auraient, à leur avis, les répercussions les plus positives dans la vie des Canadiens.

Tout compte fait, l'initiative visant à mettre en place une politique « Achetez canadien » qui prioriserait l'embauche de fournisseurs et l'emploi de produits canadiens pour la réalisation de projets du gouvernement du Canada a reçu le plus haut niveau d'appui parmi les participants. Un grand nombre d'entre eux prévoyaient qu'en adoptant ce type de politique, le gouvernement fédéral permettrait à bon nombre d'entreprises et de secteurs d'activité d'augmenter substantiellement leurs revenus et contribuerait à stimuler les économies locales et régionales là où ces projets seraient réalisés. Plusieurs d'entre eux estimaient également que ce type de politique contribuerait à créer un plus grand nombre d'emplois destinés aux Canadiens ainsi qu'à renforcer l'économie dans son ensemble, car une plus grosse partie de l'argent, qui serait sans quoi dépensé pour importer des produits et des matériaux achetés sur des marchés internationaux, demeurerait au Canada.

Les mesures visant à investir 5 milliards de dollars pour aider les provinces et territoires à construire et à réparer des infrastructures liées aux soins de santé, ainsi que 5 milliards de dollars pour la construction d'infrastructures (telles que des ports et des voies ferrées) qui contribueraient à transférer des produits canadiens vers des marchés mondiaux, ont également reçu un soutien important de la part des participants. Parmi ceux qui avaient choisi l'initiative visant à aider les provinces et territoires à construire et à réparer des infrastructures liées aux soins de santé, plusieurs étaient d'avis que les temps d'attente avant de pouvoir obtenir des soins primaires et d'urgence étaient devenus de plus en plus longs et problématiques au sein de leurs collectivités respectives et estimaient que ces investissements pourraient contribuer à accroître la capacité d'accueil des établissements de soins de santé. Un certain nombre de participants ayant sélectionné l'initiative visant à consacrer 5 milliards de dollars à la construction d'infrastructures telles que des ports et des chemins de fer estimaient qu'il s'agissait d'une mesure nécessaire pour atteindre l'objectif consistant à augmenter les exportations de produits canadiens vers des marchés mondiaux et étaient d'avis qu'il était important que le gouvernement fédéral effectue ces investissements dès maintenant afin de favoriser une expansion du commerce international à l'avenir.

Les participants se sont également exprimés en faveur des mesures visant à créer un fonds de 17 milliards de dollars afin d'aider les provinces et territoires à répondre à certaines priorités, dont le logement et les infrastructures sanitaires et prévoyant que le gouvernement mette en place un ensemble d'incitatifs fiscaux qui aideraient les entreprises à investir dans des domaines tels que ceux de la machinerie et des technologies. Plusieurs d'entre eux ont également sélectionné l'initiative du gouvernement du Canada visant à consacrer deux milliards de dollars à des investissements stratégiques destinés à financer des projets et des entreprises liées aux minéraux critiques, estimant que cette approche aurait un impact positif sur l'économie canadienne et que, dans les années à venir, ce type d'investissements contribuerait à positionner le Canada en tant que leader mondial dans le secteur des minéraux critiques.

Seul un nombre restreint de participants a sélectionné les initiatives prévoyant l'octroi de 82 milliards de dollars (sur cinq ans) à réinvestir pour restructurer et réarmer les FAC, plafonner le nombre de résidents temporaires à moins de 5 % de la population et pour aider les entreprises, les secteurs et les régions touchés par les tarifs douaniers à s'adapter, à se diversifier et à croître. Un nombre relativement peu élevé d'entre eux a choisi les mesures visant à réduire les effectifs de la fonction publique fédérale et à ramener les dépenses de fonctionnement et les recettes à l'équilibre d'ici l'exercice 2028-2029, tandis qu'un très petit nombre de participants ont désigné, comme priorités absolues, les initiatives visant à investir dans la sécurité des frontières canadiennes et à embaucher 1 000 nouveaux agents de sécurité frontalière, à plafonner le nombre de nouveaux résidents permanents à moins de 1 % de la population canadienne et à consacrer un investissement de 150 millions de dollars en 2025-2026 à la Société Radio-Canada/CBC. Aucun des participants n'a choisi la mesure visant à consacrer 1 milliard de dollars à de grands projets de transport dans l'Arctique.

Lorsqu'on leur a demandé s'il y avait des initiatives qui, selon eux, ne devraient pas être prises par le gouvernement du Canada, plusieurs participants étaient d'avis qu'il devrait se garder de prioriser l'investissement de 150 millions de dollars en 2025-2026 consacré à la CBC/Radio-Canada, estimant qu'il y avait des domaines plus importants sur lesquels il devrait se concentrer à l'heure actuelle. Quelques participants ont également exprimé des inquiétudes concernant les initiatives visant à réduire les effectifs de la fonction publique fédérale, certains craignant que cela n'entraîne une diminution du nombre d'emplois offerts aux travailleurs canadiens ainsi qu'une diminution des services fournis par les ministères et organismes touchés par ces réductions d'effectifs.

À la question de savoir si, selon eux, l'une ou l'autre de ces mesures les aiderait (ou aiderait l'ensemble des Canadiens) à progresser, plusieurs participants ont mentionné les investissements visant à renforcer le système de santé canadien (notamment en construisant et en réparant des infrastructures sanitaires) et estimaient que cette initiative entraînerait des répercussions positives dans la vie de nombreux Canadiens ayant actuellement de la difficulté à accéder à des services de santé dans leur région. Un certain nombre d'entre eux préoyaient également que les mesures visant à mettre en œuvre une stratégie « Achetez canadien », les investissements consacrés à la construction d'infrastructures commerciales (p. ex., ports et voies ferrées) ainsi que les initiatives visant à soutenir les entreprises et les travailleurs touchés par des tarifs douaniers auraient toutes un impact positif sur l'économie dans son ensemble et amélioreraient probablement la situation financière personnelle d'un grand nombre de ménages canadiens dans les années à venir.

Opinions générales (résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents résidant dans la région métropolitaine de Vancouver)

Les participants de trois groupes ont fait part de leur point de vue sur les mesures et les domaines d'intervention prioritaires annoncés dans le cadre du budget, ainsi que de leurs opinions concernant les répercussions futures que des investissements dans ces domaines pourraient avoir dans la vie des Canadiens.

Après s'être vu présenter une liste des différentes mesures et domaines d'intervention prioritaires énoncés dans le budget 2025, les participants se sont vu poser la question de savoir si l'une ou l'autre de ces initiatives avaient particulièrement retenu leur attention. Dans l'ensemble, un grand nombre d'entre eux ont mentionné, comme initiative qui, selon eux, aurait des retombées positives, l'adoption, par le gouvernement du Canada, d'une stratégie « Achetez canadien », tandis que d'autres ont également mentionné la mesure visant à investir 5 milliards de dollars dans la construction et la réparation d'infrastructures sanitaires à l'échelle nationale. Au nombre des autres initiatives mentionnées, citons l'annonce d'un investissement de 5 milliards de dollars pour la construction d'infrastructures (dont des ports et des chemins de fer), l'octroi de 2 milliards de dollars destinés à des investissements stratégiques dans des projets et entreprises liés aux minéraux critiques, et l'élaboration d'une Stratégie de compétitivité climatique qui contribueraient à orienter les efforts déployés par le gouvernement fédéral pour réaliser un équilibre entre la croissance économique et d'autres priorités importantes comme la protection de l'environnement et la réduction des effets du changement climatique.

Discutant de la question de savoir s'il y avait, selon eux, d'autres enjeux auxquels le budget devrait accorder davantage d'importance, plusieurs participants estimaient que le gouvernement fédéral devait davantage s'attacher à réduire le coût de la vie et à rendre plus abordables certains produits de première nécessité, dont les produits d'épicerie. On estimait également que le gouvernement fédéral devait faire plus pour rendre le logement plus abordable (tant à l'achat qu'à la location) au sein des collectivités canadiennes, plusieurs participants étant d'avis que dans de nombreux coins du pays, il était devenu difficile pour des particuliers de trouver un logement sûr et abordable dans leurs régions respectives.

En abordant plus particulièrement l'initiative visant à accroître les dépenses fédérales en matière de défense, notamment en consacrant 82 milliards de dollars (sur cinq ans) à réinvestir dans la restructuration, et le réarmement des FAC, les participants se sont vu poser la question de savoir ce qu'ils pensaient de ces investissements du gouvernement du Canada. Dans l'ensemble, les participants ayant exprimé une opinion favorable à cette initiative étaient plus nombreux que ceux qui étaient d'un autre avis. Plusieurs d'entre eux jugeaient important que le gouvernement consacre des investissements à la défense nationale, estimant que des mesures comme celles-ci, visant à renforcer les capacités des FAC, contribueraient à protéger les Canadiens contre d'éventuelles menaces extérieures dans les années à venir. On était d'avis que, compte tenu de la multiplication de diverses menaces de nature économique et géopolitique, il était important que le Canada devienne désormais plus autonome quant à sa capacité à se défendre et à protéger sa souveraineté.

Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait priorisé des investissements consacrés aux infrastructures, notamment pour la construction ou l'agrandissement de ports et de voies ferrées, ainsi que pour la construction et la réparation d'infrastructures liées aux soins de santé, les participants ont exprimé un soutien massif à cette approche. À la question de savoir ce qu'ils choisiraient entre investir dans des infrastructures portuaires et ferroviaires ou dans des infrastructures liées aux soins de santé, la quasi-totalité des participants était d'avis que les soins de santé constituaient le secteur le plus important dans lequel le gouvernement fédéral devait investir. Bon nombre d'entre eux estimaient que, même si ces deux domaines devaient être prioritaires, les investissements visant à améliorer et à développer les capacités des systèmes de santé provinciaux et territoriaux entraîneraient probablement des répercussions positives dans la vie et quant au bien-être général des Canadiens partout au pays, et étaient par conséquent d'avis qu'il s'agissait là d'une priorité plus importante sur laquelle le gouvernement fédéral devait se focaliser.

Invités à faire part de leurs impressions initiales concernant la Stratégie de compétitivité climatique mise en place par le gouvernement du Canada et axée sur la construction durable en privilégiant les énergies, les transports, le logement ainsi que la fabrication à faibles émissions, bon nombre de participants estimaient que cette mesure constituait un pas dans la bonne direction. Un certain nombre d'entre eux étaient toutefois d'avis que de l'information plus détaillée concernant les mesures que le gouvernement fédéral prendrait dans le cadre de cette stratégie serait nécessaire avant de pouvoir déterminer si, pour protéger l'environnement et limiter les effets du changement climatique, cette approche serait efficace.

Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait en outre indiqué qu'il envisagerait également de consacrer des investissements à la construction de gazoducs et d'oléoducs, notamment d'un nouvel oléoduc pour acheminer du pétrole de l'Alberta jusqu'à la côte ouest, les participants se sont vu poser la question de savoir ce qu'ils pensaient de cette approche. Tout compte fait, les participants s'étant prononcés en faveur de la construction de nouveaux oléoducs et gazoducs étaient plus nombreux que ceux ayant exprimé une opinion différente, et plusieurs d'entre eux estimaient que ce type d'initiative aurait un impact positif à long terme sur la vigueur de l'économie canadienne. Un certain nombre de participants étaient d'avis qu'outre la construction de pipelines supplémentaires, le gouvernement fédéral devait prendre des mesures pour accroître la capacité du Canada à raffiner son pétrole au pays. Parmi ces participants, on estimait que l'adoption de cette mesure contribuerait à l'avenir à consolider la position du Canada en tant que leader sur le marché mondial de l'énergie et à réduire les coûts énergétiques dans l'intérêt des Canadiens.

Grands projets d'infrastructure (Résidents du Canada Atlantique, de l'Alberta, de la région de l'Estrie [Québec], de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu)

Les participants de cinq groupes ont pris part à des discussions portant sur de nombreux grands projets d'infrastructure qu'avait récemment annoncés le gouvernement fédéral. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du gouvernement fédéral en lien avec de grands projets d'infrastructure, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative, un certain

nombre d'entre eux disant croire que le gouvernement avait annoncé une panoplie de nouveaux projets d'infrastructure dans le cadre du budget annuel qu'il avait déposé le 4 novembre 2025.

Après s'être vu présenter de l'information au sujet de cinq grands projets d'infrastructure envisagés par le gouvernement du Canada pour aider à transformer l'économie canadienne, presque tous ont réagi positivement, bon nombre d'entre eux estimant que ces projets contribueraient à renforcer l'économie tout en créant des emplois dans de nombreuses régions du pays dans l'intérêt des travailleurs canadiens. L'importance accrue qu'accorde actuellement le gouvernement canadien à l'exploitation de ressources naturelles, et notamment de minéraux essentiels, a particulièrement été applaudie par un certain nombre de participants estimant que le développement de ce secteur pourrait entraîner une croissance significative de l'économie canadienne à long terme. Quelques-uns d'entre eux étaient en outre d'avis que tout investissement consacré au développement accru d'énergie nucléaire, comme celui dont fait l'objet le nouveau projet nucléaire de Darlington, à Clarington (Ontario), constituait un pas dans la bonne direction, estimant que le nucléaire constituait une source d'énergie propre et renouvelable qui, dans l'intérêt de nombreux ménages canadiens, contribuerait à rendre l'électricité plus abordable.

Lorsqu'on leur a demandé si de quelconques aspects de ces projets ou de cette approche leur déplaisaient, plusieurs d'entre eux ont exprimé des préoccupations quant à savoir si le fait de rationaliser la réalisation de ces grands projets, notamment en créant un Bureau des grands projets chargé d'en orienter la mise en œuvre, aurait pour effet de diminuer l'importance accordée à d'autres enjeux qu'ils jugeaient importants, dont l'impact de ces projets sur les milieux et écosystèmes environnants et la question de savoir si des consultations avaient été menées auprès d'autres intervenants importants, dont les peuples autochtones.

Les participants se sont ensuite vu informer qu'outre les projets mis en exergue ci-dessus, le gouvernement du Canada avait également annoncé six autres grands projets d'infrastructure qu'il avait récemment soumis à examen. Après s'être vu présenter de l'information au sujet de ces projets, les participants ont pour la plupart réagi de manière positive, bon nombre d'entre eux estimant que ces projets contribueraient à accroître l'activité économique dans de nombreuses régions du pays au cours des prochaines années. Plusieurs d'entre eux ont salué la diversité des différentes ressources à l'étude, incluant des projets liés au gaz naturel liquéfié (GNL), à l'hydroélectricité et à l'exploitation de minéraux tels que le nickel, le graphite et le tungstène. Un grand nombre d'entre eux ont également salué le fait que plusieurs des initiatives figurant sur cette liste comprenaient un engagement à produire des émissions en quantité réduite ou nette négatives, certains estimant que cela indiquait que la protection de l'environnement demeurerait une préoccupation importante pour le gouvernement du Canada dans les années à venir.

Se focalisant sur des projets en particulier, plusieurs participants ont tenu des propos favorables concernant le projet hydroélectrique Iqaluit Nukkiqsautiit, à Iqaluit (Nunavut), un certain nombre d'entre eux louant tout particulièrement le fait que ce projet appartienne entièrement à des Inuits du Nunavut. Les participants du groupe composé de résidents de la C.-B. se sont également dit favorables à la construction de la Ligne de transport d'électricité de la côte nord (LTECN) (C.-B.), un certain nombre d'entre eux s'attendant à ce que ce projet contribue à fournir de l'électricité propre et

abordable et à améliorer les communications dans de nombreuses collectivités rurales et isolées de la province. En discutant des questions ou préoccupations qu'ils avaient au sujet de cette série de projets, certains participants ont exprimé des inquiétudes quant aux dommages environnementaux que pourraient causer des projets comme celui de la mine Matawinie de Nouveau Monde Graphite à Saint-Michel-des-Saints (Québec), plusieurs d'entre eux estimant que des pratiques comme l'exploitation minière à ciel ouvert pourraient avoir un impact négatif considérable sur l'environnement et les écosystèmes environnants.

À l'exception de ceux du groupe composé de résidents de la Colombie-Britannique, les participants se sont vu poser la question de savoir ce qu'ils pensaient de cette combinaison de projets (c.-à-d. de la réunion de projets liés à l'exploitation minière, à l'hydroélectricité et au GNL) et s'ils estimaient que ces projets constituaient des investissements appropriés de la part du gouvernement du Canada. La quasi-totalité d'entre eux s'est déclarée en faveur cette approche, bon nombre d'entre eux estimant que ces projets présentaient un large éventail d'occasions et de voies potentielles permettant de renforcer l'économie canadienne. Discutant de la question de savoir s'il manquait, à leur avis, un type quelconque de projet à cette liste, les participants ont mentionné des projets dans un large éventail de domaines notamment liés au développement de sources d'énergies renouvelables comme l'énergie solaire et l'énergie éolienne ainsi que dans des secteurs comme ceux de l'acier, de la foresterie, des pêches et de la technologie informatique (incluant des initiatives liées à la cybersécurité).

Les participants de tous les groupes se sont vu poser la question de savoir si un nouveau projet de pipeline aurait dû faire partie des initiatives énumérées ci-dessus. Dans l'ensemble, les participants ont exprimé des opinions partagées, la plupart de ceux résidant en Alberta et un petit nombre de ceux résidant au Canada atlantique étant favorables à ce type de projet, alors que relativement peu de participants du Québec et de la Colombie-Britannique étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait investir dans un nouveau pipeline. Parmi ceux qui étaient favorables à ce que le gouvernement fédéral inclue un nouveau pipeline dans sa liste de grands projets d'infrastructure, on était d'avis que le Canada disposait d'importantes ressources pétrolières et gazières qu'il pouvait extraire et vendre à ses partenaires commerciaux internationaux, et bon nombre d'entre eux estimaient que ces ressources étaient actuellement sous-exploitées. Parmi les participants n'étant pas d'avis qu'un nouveau pipeline était le type de projet dans lequel le gouvernement du Canada devait investir, plusieurs se disaient préoccupés par les répercussions négatives qu'un pipeline pourrait avoir sur l'environnement ainsi que par l'augmentation des émissions qui, selon eux, résulterait probablement de l'exploitation accrue de ressources pétrolifères et gazières.

Discutant de la question de savoir si l'ensemble de ses projets contribueraient à atteindre l'objectif de renforcer la sécurité économique du Canada, la quasi-totalité des participants a répondu par l'affirmative, bon nombre d'entre eux réitérant que ses projets contribueraient à stimuler l'activité économique dans plusieurs régions du pays, à créer des emplois, et à accroître l'autosuffisance économique globale du Canada dans les années à venir. On estimait que, bien que bon nombre de ces projets mettraient probablement plusieurs années à voir le jour et à devenir opérationnels, en investissant dès maintenant dans des domaines tels que les minéraux critiques, l'hydroélectricité, le nucléaire et le GNL (entre autres), le gouvernement fédéral prenait des mesures essentielles pour

permettre à l'économie canadienne de connaître une croissance significative dans les années et les décennies à venir.

Relations Canada - États-Unis (Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador)

Les participants de cinq groupes ont pris part à des discussions portant sur les relations entre le Canada et les États-Unis et sur la réponse du gouvernement fédéral à la vaste gamme de tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur des importations canadiennes. À la question de savoir ce qu'ils avaient récemment vu, lu ou entendu au sujet des tarifs douaniers imposés par le gouvernement américain sur des marchandises transitant du Canada vers les États-Unis, bon nombre de participants ont répondu avoir l'impression que ces mesures avaient nui aux entreprises et aux travailleurs canadiens dans de nombreux secteurs, dont ceux du bois d'œuvre, de l'acier, de l'aluminium, de la construction automobile et de la production cinématographique, entre autres. Un grand nombre d'entre eux estimaient que les tarifs douaniers avaient créé un climat d'incertitude considérable dans de nombreux secteurs dont les activités dépendaient auparavant d'échanges commerciaux étroits et intégrés avec les fabricants américains, et que cela avait d'ores et déjà entraîné le licenciement ou la réduction des horaires de travail d'un grand nombre de travailleurs canadiens.

À la question de savoir comment ils qualifieraient la gestion du gouvernement canadien quant à la situation commerciale avec les États-Unis, et si ce dernier était, selon eux, sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie, les participants étaient à peu près aussi nombreux à estimer que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie que ceux qui se disaient d'un autre avis, tandis que quelques autres d'entre eux avaient une opinion plus incertaine ou neutre.

Parmi ceux qui étaient d'avis que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie quant à sa gestion des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis, les participants estimaient que, jusqu'ici, il avait fait preuve d'efficacité en demeurant flexible et adaptable dans sa réponse aux tarifs douaniers américains et qu'il avait maintenu des relations cordiales avec les É.-U. tout en cherchant à diversifier les relations commerciales du Canada avec d'autres partenaires mondiaux.

Un certain nombre de participants, parmi ceux qui estimaient que le gouvernement du Canada faisait fausse route quant à sa gestion de la situation commerciale avec les É.-U., ont mentionné ce qu'ils percevaient comme étant des progrès insuffisants dans ses négociations avec le gouvernement américain pour que ces tarifs soient réduits ou supprimés. Parmi ces participants, on estimait que, compte tenu des défis économiques importants que les tarifs douaniers comportaient, selon eux, aux entreprises et aux travailleurs canadiens, les responsables fédéraux devaient en faire plus pour trouver un moyen de collaborer avec les États-Unis et parvenir à un accord qui permettrait à terme de lever ces tarifs douaniers. D'autres avaient une opinion différente, estimant que, compte tenu de ce qu'ils percevaient comme étant le refus du gouvernement américain de supprimer ses tarifs douaniers, le gouvernement du Canada consacrait trop de temps à négocier avec les É.-U., et qu'il devait plutôt s'attacher à parvenir à de nouveaux accords commerciaux ou à l'élargissement d'accords existants.



Discutant de la question de savoir s'ils estimaient possible que le gouvernement fédéral parvienne à un accord avec les États-Unis prévoyant la suppression totale de tous les tarifs récemment imposés, ou s'ils s'attendaient à ce qu'au moins certains tarifs demeurent en vigueur, peu de participants étaient d'avis qu'un tel accord puisse être conclu. De l'avis de la plupart des participants, les tarifs douaniers constituaient un élément important de la politique économique étrangère du gouvernement américain et, quelles que soient les mesures prises par le gouvernement canadien, il était peu probable que ces tarifs soient complètement levés dans un avenir prévisible.

Prévention de la criminalité (résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité)

Les participants du groupe composé de résidents de la région du Grand Toronto (RGT) s'étant déclarés préoccupés par la criminalité ont fait part de leurs points de vue sur la sécurité communautaire ainsi que sur les mesures récemment prises par le gouvernement fédéral pour réduire la criminalité au Canada.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient des préoccupations concernant leur sécurité personnelle et celle de leur collectivité, plusieurs participants ont décrit ce qu'ils percevaient comme étant des problèmes croissants liés aux cambriolages et aux vols, à la consommation de plus en plus affichée de substances illicites dans des espaces publics et notamment dans les parcs, aux vols de voitures et à la sécurité en baisse dans les transports en commun, et notamment dans les autobus et les métros. Discutant de la question de savoir si la criminalité constituait, selon eux, un problème majeur, un problème mineur ou ne constituait pas vraiment un problème, plusieurs participants estimaient qu'il s'agissait d'un problème majeur, tandis qu'un nombre plus restreint d'entre eux considéraient qu'il s'agissait pour l'instant d'un problème de moindre importance.

Discutant de la question de savoir s'ils étaient au courant des mesures prises par le gouvernement canadien ces dernières années en matière de contrôle des armes à feu, quelques participants ont mentionné des initiatives telles que l'interdiction de nombreux modèles d'armes à feu de type arme d'assaut ainsi que la mise en place d'un programme fédéral de rachat d'armes à feu. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler de mesures visant à étendre l'interdiction actuelle d'armes à feu de type armes d'assaut, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, et quelques-uns avaient l'impression que des mesures supplémentaires étaient prises pour interdire un plus large éventail d'armes à feu de type armes d'assaut à l'avenir.

Après s'être vu fournir de l'information sur les mesures prises par le gouvernement canadien pour interdire plus de 2 500 marques et modèles d'armes à feu de type arme d'assaut, les participants se sont vu poser la question de savoir si ces mesures contribueraient, selon eux, à réduire la criminalité au Canada. Dans l'ensemble, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative, plusieurs participants estimant que la plupart des crimes commis à l'aide d'armes à feu au Canada l'étaient par des individus qui s'étaient procuré ces armes illégalement. Par conséquent, on n'était pas d'avis que l'imposition de restrictions supplémentaires aux détenteurs d'armes à feu respectueux de la loi contribue à réduire la criminalité de manière efficace.

Après s'être vu informer que, dans le récent budget fédéral de 2025, le gouvernement du Canada avait présenté les mesures qu'il entendait prendre pour lutter contre la criminalité au Canada, les participants se sont vu présenter de l'information concernant un certain nombre d'initiatives qui avaient été annoncées et se sont vu inviter à choisir celles qui, selon eux, auraient l'impact le plus positif sur les Canadiens. L'initiative visant à resserrer les lois sur la mise en liberté sous caution et à durcir les peines infligées aux récidivistes et aux auteurs d'infractions violentes a recueilli le plus haut niveau d'appui parmi les participants, tandis qu'un nombre moins important d'entre eux a choisi les mesures visant à renforcer la protection des frontières du Canada (notamment en réprimant la contrebande transfrontalière d'armes à feu et de substances illégales telles que le fentanyl) et à mettre en œuvre un Programme pour la sécurité communautaire du Canada afin de protéger les lieux de culte, les écoles ainsi que les centres communautaires.

En se concentrant plus particulièrement sur l'initiative prévoyant le lancement d'une stratégie de réforme visant à rendre les lois sur la mise en liberté sous caution plus strictes et les peines plus sévères pour les récidivistes et les auteurs de crimes violents, les participants ont été informés que, si, de l'avis de certains, les règles au Canada ne sont pas assez strictes et qu'il est trop facile pour les individus ayant déjà commis des crimes violents d'obtenir une mise en liberté sous caution, d'autres pourraient dire que le fait de rendre les règles plus strictes ne ferait qu'augmenter la population carcérale, alors que de nombreuses prisons sont déjà en surcapacité, et qu'une autre solution est donc nécessaire. À la question de savoir quelle opinion correspondait le plus à leur propre point de vue, tous les participants estimaient que les règlements actuels n'étaient pas assez stricts et que des mesures supplémentaires devaient être prises pour alourdir les sanctions imposées aux récidivistes.

Immigration (immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu)

Les participants de trois groupes ont tenu des discussions portant sur le système d'immigration canadien et le Plan des niveaux d'immigration 2026-2028 récemment annoncé. À la question de savoir ce qu'ils avaient récemment vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement canadien en matière d'immigration, bon nombre d'entre eux avaient l'impression qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté (IRCC) avait annoncé une réduction du nombre de permis d'études qui seraient délivrés à des étudiants étrangers et de visas délivrés à des travailleurs étrangers temporaires (TET) au cours des prochaines années.

À la question de savoir comment ils décriraient l'état général actuel du système d'immigration canadien, un grand nombre de participants estimaient qu'il était surchargé, certains d'entre eux étant d'avis qu'il y avait un retard accumulé dans le traitement des demandes et que les ressources offertes pour venir en aide aux nouveaux arrivants et aux immigrants potentiels étaient insuffisantes. Plusieurs participants du groupe composé d'immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver ont indiqué avoir constaté l'excessive lourdeur administrative qui entravait le système d'immigration canadien et qu'il était difficile de s'y retrouver, un certain nombre d'entre eux se souvenant avoir connu de longs temps d'attente avant que leur propre demande d'immigration ne soit traitée.

Après s'être vu fournir de l'information sur les mesures que le gouvernement du Canada avait annoncées en matière d'immigration, les participants ont exprimé des opinions diverses et variées, un plus grand nombre d'entre eux réagissant positivement à ces mesures par rapport à ceux qui étaient d'un autre avis. Plusieurs d'entre eux estimaient que ces mesures du gouvernement fédéral visant à stabiliser le taux d'immigration constituaient un pas dans la bonne direction, et un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que le taux d'immigration anormalement élevé des récentes années avaient exercé une pression accrue sur le marché de l'emploi ainsi que dans d'importants secteurs, dont ceux des soins de santé et de l'éducation. Parmi le plus petit nombre de participants ayant exprimé des opinions plus négatives ou incertaines à l'égard de ce plan d'immigration, certains s'inquiétaient de l'impact que ces mesures pourraient avoir sur les personnes entreprenant actuellement des démarches pour immigrer au Canada. Plusieurs membres du groupe, composé d'immigrants récents dans la région métropolitaine de Vancouver, ont en outre exprimé des préoccupations quant aux répercussions que ces mesures pourraient avoir sur leur propre demande de résidence permanente ou de citoyenneté canadienne.

En centrant plus particulièrement la discussion sur les résidents permanents, on a demandé aux participants si le nombre de 380 000 nouvelles demandes de résidence permanente (RP) par année fixé par le gouvernement fédéral leur semblait trop élevé, pas assez élevé ou à peu près convenable. Tout compte fait, les participants jugeant ce nombre trop élevé étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui étaient d'avis que le nombre de 380 000 nouvelles demandes de RP constituait un montant à peu près convenable. Très peu d'entre eux étaient d'avis que ce nombre était trop faible. Discutant de ce qu'ils pensaient du plan du gouvernement du Canada consistant à augmenter la proportion d'immigrants économiques de 59 % à 64 % dans le cadre de cet objectif global pour les admissions à la résidence permanente, la plupart des participants l'ont favorablement accueilli, estimant qu'un virage vers un objectif davantage centré sur la migration économique pourrait contribuer à renforcer l'économie canadienne. Un certain nombre d'entre eux estimaient toutefois nécessaire de fournir des précisions quant aux critères sur lesquels on se base pour déterminer qu'une personne a le statut de « migrant économique » et en quoi les voies d'accès à la résidence permanente différaient des autres voies possibles en raison de ce statut.

À la question de savoir ce qu'ils pensaient du projet du gouvernement fédéral visant à réduire le nombre total de résidents temporaires vivant au Canada, notamment en fixant un objectif de 385 000 nouvelles admissions de résidents temporaires en 2026 (contre 673 650 en 2025), avec une nouvelle réduction à 370 000 admissions par an en 2027 et 2028, les réactions des participants ont pour la plupart été positives. Bon nombre d'entre eux estimaient que l'adoption de cette mesure était signe que le gouvernement du Canada accordait désormais davantage d'importance à l'accueil de personnes susceptibles de contribuer à l'économie du pays, d'y investir à long terme et désireuses de s'y installer durablement, plutôt qu'à l'accueil de personnes cherchant à venir au Canada pour étudier ou travailler pendant une période limitée.

Les participants se sont ensuite vu fournir de l'information détaillée sur les autres mesures prises par le gouvernement du Canada dans le cadre de son Plan des niveaux d'immigration 2026-2028. En discutant de la question de savoir si certaines de ces mesures avaient retenu leur attention, un grand nombre d'entre eux ont mentionné l'initiative du gouvernement du Canada visant à collaborer avec les

provinces et les territoires afin d'améliorer et d'accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers. Plusieurs participants étaient d'avis qu'en instaurant cette mesure, le gouvernement aiderait les nouveaux immigrants à se trouver plus rapidement de l'emploi dans leur domaine d'expertise après leur arrivée, certains d'entre eux estimant que cela pourrait s'avérer très utile pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre perçue comme étant généralisée dans des secteurs clés comme ceux des soins de santé et de la construction. Un certain nombre d'entre eux se sont également exprimés en faveur de la Stratégie d'attraction des talents internationaux élaborée par le gouvernement fédéral, estimant que cette approche contribuerait à attirer un plus grand nombre de personnes qualifiées pouvant contribuer à l'économie du Canada et à stimuler l'innovation et la croissance partout dans le pays.

Les réactions des participants à la mesure unique, annoncée par le gouvernement du Canada, visant à accélérer la transition d'un maximum de 33 000 détenteurs de permis de travail vers la résidence permanente en 2026 et 2027 ont pour la plupart été positives. Bien que généralement favorables à l'initiative visant à reconnaître les personnes protégées admissibles vivant au Canada comme étant des résidents permanents au cours des deux prochaines années, plusieurs participants se demandaient quelle était la définition du terme « personnes protégées » et à qui cette désignation s'appliquerait. Parmi ces participants, on estimait que davantage de précisions étaient nécessaires de la part du gouvernement fédéral à cet égard avant qu'ils puissent déterminer s'il s'agissait, pour ce dernier, de la bonne mesure à prendre.

À la question de savoir si l'une ou l'autre de ces mesures contribuerait de manière tangible à relever les défis économiques actuels du Canada, la quasi-totalité des participants a répondu par l'affirmative, plusieurs d'entre eux jugeant que, considérées dans leur globalité, ces mesures témoignaient d'une orientation judicieuse de la part du gouvernement fédéral en matière d'immigration.

Efficacité énergétique résidentielle (résidents du Canada atlantique et de l'Alberta)

Les participants de deux groupes ont tenu des discussions portant sur l'efficacité énergétique résidentielle et les systèmes selon lesquels les cotes d'efficacité énergétique résidentielle sont calculées et communiquées aux propriétaires. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient familiarisés avec le programme résidentiel ÉnerGuide du gouvernement fédéral, seul un petit nombre de participants a répondu par l'affirmative. Parmi ces derniers, on estimait que l'initiative ÉnerGuide fournissait de l'information aux propriétaires concernant l'efficacité énergétique de leur résidence et de leurs appareils ménagers ainsi que des recommandations pour rendre leur consommation d'énergie plus efficace à l'avenir.

Après s'être vu fournir de l'information au sujet du programme ÉnerGuide du gouvernement fédéral, les participants se sont vu poser la question de savoir quels types d'habitations obtiendraient, à leur avis, une cote énergétique résidentielle satisfaisante. Bon nombre de participants estimaient que les habitations de construction plus récente obtiendraient probablement de meilleures cotes énergétiques que des habitations plus anciennes, plusieurs d'entre eux ayant le sentiment que toutes les habitations récemment construites au Canada étaient tenues de se conformer à une norme d'efficacité énergétique de base qui n'était pas en vigueur dans le passé. On estimait également que les

habitations comportant des murs mitoyens, notamment les condominiums et les habitations en rangées, seraient probablement plus écoénergétiques que des habitations individuelles.

Décrivant les types d'habitations qui, selon eux, seraient susceptibles d'obtenir des cotes énergétiques résidentielles insatisfaisantes, plusieurs participants ont mentionné les habitations plus anciennes, les habitations préfabriquées ainsi que les habitations mobiles. On s'attendait également à ce que les habitations dont les systèmes de chauffage étaient plus anciens et moins efficaces et dans lesquelles des appareils électroménagers démodés étaient utilisés obtiennent des cotes énergétiques moins satisfaisantes que d'autres habitations plus modernes à ces égards.

Discutant des facteurs qui leur semblaient les plus importants à prendre en compte pour déterminer la cote énergétique d'une habitation, un grand nombre d'entre eux estimaient que la capacité d'une habitation à limiter les déperditions thermiques (par exemple grâce à une isolation suffisante et à des vitrages résistants) était essentielle à son efficacité énergétique globale. Plusieurs participants s'attendaient également à ce que l'efficacité énergétique des appareils électroménagers, l'âge de l'habitation et le type de système de chauffage et de climatisation utilisés constituent des facteurs importants qu'il convient de prendre en compte au moment de calculer la cote énergétique d'une habitation. Les participants étaient également d'avis que la taille d'une habitation constituait un facteur important dans le calcul de l'efficacité énergétique résidentielle, un certain nombre d'entre eux s'attendant à ce qu'une plus grande quantité d'énergie soit requise pour chauffer ou climatiser des habitations plus spacieuses que pour des propriétés de plus petite taille.

À la question de savoir ce qu'ils souhaiteraient qu'une évaluation énergétique et une cote d'efficacité énergétique leur apprennent sur leur propre demeure, les participants ont fourni toute une gamme de réponses, notamment le niveau actuel d'efficacité énergétique de leur habitation, les moyens de la moderniser ou de la rénover pour en améliorer l'efficacité énergétique, ainsi que les économies qu'ils pourraient espérer réaliser (tant sur le plan de la consommation d'énergie que des coûts financiers) en procédant à ces améliorations. Quelques-uns d'entre eux estimaient qu'il serait utile que la cote énergétique résidentielle leur permette de comparer le rendement énergétique de leur habitation à celui d'autres habitations dans leurs régions respectives ayant la même superficie et le même âge.

Après s'être vu fournir de l'information au sujet des différents moyens de présenter une cote énergétique résidentielle et notamment une mesure de la consommation d'énergie annuelle exprimée soit en kilowattheures par mètre carré, en gigajoules, au moyen d'une note sur 10 ou sur 100 ou d'une cote alphabétique de A à F, les participants se sont vu poser la question de savoir lequel de ces formats de cotation leur serait le plus utile ou serait le plus convivial. Dans l'ensemble, l'idée d'obtenir une mesure de la consommation d'énergie annuelle exprimée soit en kilowattheures ou en gigajoules a plu à bon nombre de participants. Plusieurs d'entre eux estimaient que ce type d'approche leur fournirait un moyen simple et facile à comprendre de mesurer l'efficacité énergétique de leur habitation et de la comparer à celle d'autres habitations. Plusieurs participants se sont également déclarés favorables à l'idée d'attribuer une note sur 100, estimant qu'il s'agissait d'un système simple et convivial, compréhensible par une grande majorité de propriétaires. Seuls quelques-uns d'entre eux ont positivement réagi à l'idée d'obtenir une cotation alphabétique de A à F, plusieurs participants

estimant qu'une échelle de ce type serait trop vague et subjective pour qu'elle soit utile à la plupart des propriétaires.

Les participants se sont également vu informer que la cote énergétique d'une habitation pouvait servir à comparer son rendement énergétique à celui de différentes habitations environnantes et à différentes habitations partout au Canada et qu'elle pouvait aider les propriétaires à décider d'investir ou non pour améliorer l'efficacité énergétique de leurs propriétés. Lorsqu'on leur a demandé lequel de ces aspects, le cas échéant, leur semblait le plus pertinent, bon nombre de participants ont indiqué qu'ils seraient désireux de se servir d'une cote énergétique résidentielle pour les aider à déterminer s'ils devraient ou non investir dans des améliorations écoénergétiques et pour mieux comprendre quelles améliorations contribueraient le plus à accroître l'efficacité énergétique de leur habitation. Un nombre plus restreint d'entre eux ont affirmé qu'ils seraient désireux d'avoir plus de détails sur le rendement énergétique de leur habitation par rapport à celui d'autres habitations dans leur région ou dans l'ensemble du Canada.

Les participants se sont ensuite vu inviter à envisager différents types de comparatifs qui pourraient figurer sur une étiquette d'efficacité énergétique dans le but de fournir un cadre de référence aux propriétaires pour comprendre la cote d'efficacité énergétique de leur habitation. Le premier comparatif présenté aux participants évaluerait le rendement énergétique actuel de leur habitation par rapport à celui auquel ils pourraient s'attendre si leur habitation avait été construite aujourd'hui avec les mêmes matériaux isolants, le même système de chauffage et la même fenestration que ceux utilisés par les constructeurs pour des habitations de construction récente. Un autre comparatif potentiel pourrait consister en une comparaison de l'efficacité énergétique de leur habitation actuelle par rapport à l'efficacité énergétique moyenne d'habitations de superficie et d'âge semblables dans leurs régions respectives. Lorsqu'on leur a demandé lequel de ces deux types de comparatifs était le plus facile à comprendre ou le plus utile à leurs yeux, presque tous les participants ont choisi les comparatifs portant sur des habitations neuves. En développant leurs points de vues, plusieurs d'entre eux ont réitéré qu'étant donné leur impression selon laquelle les habitations nouvellement construites étaient probablement tenues de respecter des normes modernes en matière de construction et d'efficacité énergétique, ce type de comparatif permettrait probablement aux propriétaires de mieux comprendre les éléments les moins efficaces de leur habitation sur le plan énergétique par rapport à des constructions plus récentes, ainsi que les améliorations potentielles pouvant être apportées pour améliorer la cote énergétique de leur demeure à l'avenir.

Mot-Symbole du gouvernement du Canada (résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la région de l'Estrie [Québec])

Les participants de quatre groupes ont participé à des discussions portant sur les symboles visuels et les signatures sonores utilisés par le gouvernement fédéral pour s'identifier. À la question de savoir comment ils s'y prenaient en général pour savoir qu'une information (fournie en ligne, à la télévision, sur papier, sur un panneau publicitaire ou ailleurs) provient du gouvernement du Canada, bon nombre de participants ont mentionné se fier à un symbole comportant le mot « Canada » ainsi qu'au drapeau

canadien qui, selon eux, accompagne fréquemment les communications fédérales. Si la plupart d'entre eux estimaient qu'il était habituellement facile de reconnaître qu'une information provient du gouvernement du Canada, un certain nombre de participants ont déclaré qu'ils compareraient probablement toute information de source gouvernementale à d'autres sources d'information fiables afin d'en vérifier l'exactitude et de s'assurer qu'elle provient véritablement du gouvernement du Canada.

Discutant de la question de savoir comment ils s'y prendraient pour déterminer qu'un message (publié à la radio ou à la télévision) provient du gouvernement du Canada, plusieurs participants ont indiqué qu'ils se fieraient à une brève signature musicale entendue à la fin de chaque communication ainsi qu'à une phrase d'accroche indiquant que le message leur avait été communiqué par le gouvernement du Canada.

Après s'être vu présenter une image du mot-symbole du gouvernement du Canada, les participants se sont vu poser la question de savoir s'ils l'avaient déjà vu. Presque tous les participants ont répondu par l'affirmative, bon nombre d'entre eux indiquant l'avoir vu à divers endroits, notamment en ligne, à la télévision, sur des édifices, dans des communications provenant de ministères et d'organismes tels que l'Agence du revenu du Canada (ARC) ou Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), dans des publicités pour les FAC ainsi qu'aux postes de contrôle de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) au moment d'entrer au pays.

En expliquant ce que ce symbole signifiait pour eux en général, plusieurs d'entre eux étaient portés à croire que les informations ou les communications associées à ce mot-symbole suscitaient habituellement en eux un sentiment de confiance et leur donnaient l'assurance que les informations fournies étaient fiables et provenaient d'une source officielle. Discutant de la signification que revêtait pour eux ce symbole personnellement, plusieurs participants ont déclaré que ce mot-symbole suscitait en eux un sentiment d'appartenance et de fierté nationale.

À la question de savoir pourquoi le gouvernement du Canada se servait, selon eux, de ce symbole dans le cadre de ses communications, la plupart des participants ont répondu qu'il s'agissait d'un indicateur visuel facilement reconnaissable signifiant aux Canadiens que l'information qu'il accompagnait provenait du gouvernement du Canada, était digne de confiance et importante. Lorsqu'on leur a demandé s'ils faisaient généralement confiance aux contenus accompagnés du mot-symbole et s'ils les considéraient comme étant fiables, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois mentionné que même en présence du mot-symbole, ils vérifieraient la source de l'information (surtout si elle était publiée en ligne) afin de s'assurer que le message provient véritablement du gouvernement du Canada.

On a ensuite fait écouter un enregistrement de la signature sonore du gouvernement du Canada aux participants. Lorsqu'on leur a demandé s'ils l'avaient déjà entendue, un grand nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, la plupart des participants déclarant l'avoir entendue sur des plateformes radiophoniques et télévisuelles. Discutant de la question de savoir pourquoi le gouvernement se servait, selon eux, de cette signature musicale dans ces communications, plusieurs participants étaient d'avis que c'était pour capter l'attention du public et lui fournir une signature musicale reconnaissable

confirmant que le message entendu provient d'une source officielle et pourrait avoir une importance à leurs yeux.

Campagne de publicité - grands projets (résidents du Canada atlantique, de l'Alberta et de la région de l'Estrie [Québec])

Les participants de trois groupes ont fait part de leurs points de vue concernant une publicité vidéo qui avait été conçue par le gouvernement du Canada pour mettre en lumière les mesures qu'il entendait prendre pour mener à bien des projets d'infrastructure d'intérêt national au cours des prochaines années.

Après l'avoir visionnée deux fois de suite, les participants ont positivement réagi à cette publicité, bon nombre d'entre eux louant son positif, optimiste et rassembleur de la vidéo. On estimait que cette publicité et l'importance qu'elle accordait à la réalisation de grands projets d'infrastructure et à la création de nouveaux emplois dans l'intérêt des Canadiens trouveraient un écho auprès d'un large public dans tout le pays. Plusieurs participants ont salué l'importance que la publicité accordait à l'histoire du Canada et aux initiatives d'intérêt national menées avec succès par le passé (telles que la construction de la Voie maritime du Saint-Laurent), estimant que cela encouragerait les Canadiens et leur donnerait l'assurance que le Canada serait à nouveau capable de mener à bien des projets d'envergure comme ceux-là à l'avenir.

Décrivant ce qu'ils considéraient comme étant le message principal de cette publicité, bon nombre de participants étaient d'avis qu'elle visait à faire savoir aux Canadiens qu'au cours des prochaines années, le gouvernement fédéral prendrait des mesures déterminantes pour mener à bien de grands projets, accroître la résilience de l'économie canadienne et créer un grand nombre de nouveaux emplois dans l'intérêt de travailleurs partout au pays. Un certain nombre d'entre eux étaient également d'avis que cette vidéo cherchait à faire savoir que le gouvernement fédéral se donnait pour priorité d'accroître l'autonomie économique du Canada et qu'à l'avenir, une plus grande importance serait accordée à la capacité du pays à subvenir à ses propres besoins économiques plutôt que de dépendre de pays comme les États-Unis.

À la question de savoir si, en voyant cette publicité sur un site Web, sur les réseaux sociaux ou à la télévision, elle retiendrait leur attention, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Un grand nombre d'entre eux ont affirmé qu'ils seraient immédiatement captivés par les images saisissantes illustrant des réalités passées et présentes du Canada, plusieurs affirmant également que l'efficacité de la narration et de la musique les inciteraient à porter attention à la publicité. Plusieurs ont émis des commentaires positifs concernant le ton de la publicité qu'ils ont qualifié d'inspirant et motivant, un certain nombre d'entre eux déclarant qu'après avoir vu cette publicité, ils seraient désireux de savoir comment s'impliquer personnellement pour bâtir un Canada plus fort.

Discutant de la question de savoir si une publicité comme celle-là les inciterait à consulter le site Web pour en savoir plus, un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux ont indiqué qu'ils seraient désireux d'obtenir plus de renseignements concernant les mesures que prenait le gouvernement du Canada pour renforcer l'économie, et un certain nombre d'entre eux étaient



d'avis qu'ils seraient particulièrement désireux d'en savoir plus sur les répercussions que pourraient avoir ces initiatives dans leur propre vie.

Discutant des modifications qui pourraient être apportées à cette publicité pour la rendre plus efficace, un certain nombre de participants estimaient qu'en complément de projets d'importance historique comme la Voie maritime du Saint-Laurent, des réalisations plus récentes devraient également être mises en valeur dans cette vidéo. On estimait que cela contribuerait à rendre la publicité plus percutante et mieux connue d'un plus grand nombre de Canadiens, dont ceux qui ne connaissaient peut-être pas grand-chose à la Voie maritime du Saint-Laurent et au rôle historique qu'elle a joué au Canada. On était également d'avis qu'il fallait davantage veiller à ce que toutes les grandes régions du pays soient représentées dans cette vidéo, certains estimant que cela contribuerait à susciter l'intérêt d'un plus grand nombre de Canadiens pour cette publicité.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 1 629 482,60 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en novembre 2025

Afin de mieux situer les discussions de groupe dans le contexte des principaux événements survenus au cours du cycle d'établissement de rapports, nous vous présentons ci-après un bref résumé pour le mois de novembre 2025.

- Du 1 au 7 novembre
 - Le 1er novembre. Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Japon publient la Déclaration commune sur la coopération dans le secteur des ressources énergétiques, qui témoigne de l'engagement des deux pays à travailler de concert dans le secteur énergétique, notamment en ce qui concerne le développement du gaz naturel liquéfié (GNL), du nucléaire et de la chaîne de valeur des batteries.
 - Le 3 novembre. Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Pakistan publient une déclaration commune réitérant les liens solides et durables unissant le Canada et le Pakistan et annonçant la conclusion d'un accord visant à faciliter l'exportation libre de canola canadien vers le Pakistan.
 - Le 4 novembre. Le gouvernement du Canada dépose son budget annuel présentant son plan visant à bâtir à protéger et à renforcer le Canada.
 - [Groupe de discussion avec des particuliers âgés de 50 ans et plus résidant en Ontario et au Canada atlantique \(4 novembre\).](#)
 - [Groupe de discussion avec des particuliers âgés de 18 à 49 ans résidant en Colombie-Britannique \(C.-B.\) \(4 novembre\).](#)
 - [Groupe de discussion avec des hommes de 50 ans et moins résidant à Montréal et à Laval \(5 novembre\).](#)
 - [Groupe de discussion avec des particuliers résidant dans des centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan \(5 novembre\).](#)
 - Le 6 novembre. Le ministre des Finances et du Revenu national présente plusieurs mesures clés visant à encourager la concurrence et à rendre le coût de la vie plus abordable partout au Canada. Au nombre de ces mesures, citons les initiatives visant à stimuler la concurrence dans le secteur des télécommunications afin de réduire les coûts dans l'intérêt des Canadiens, les efforts déployés pour favoriser une concurrence, une innovation et une efficacité accrues dans le secteur financier canadien, les mesures visant à davantage habiliter les Canadiens à changer d'institution bancaire sans avoir à payer de frais élevés ou à suivre de longues procédures, ainsi que la mise en place d'un projet de loi visant à réglementer l'émission de cryptomonnaies stables adossées à une devise au Canada.
- Du 8 au 14 novembre
 - Le 8 novembre. Le gouvernement du Canada souligne la création du Fonds pour bâtir des collectivités fortes, une nouvelle initiative prévoyant un investissement de 51 milliards de dollars sur 10 ans, suivi de 3 milliards de dollars par an par la suite pour revitaliser des

infrastructures locales au sein des collectivités canadiennes, notamment des hôpitaux, des universités et des collèges, des routes et des ponts, ainsi que des réseaux d'aqueduc et de transports en commun essentiels aux populations locales.

- Le 9 novembre. Le gouvernement fédéral met en lumière sa Stratégie de compétitivité climatique, une initiative misant sur les avantages concurrentiels du Canada et sur la position qu'il occupe sur la scène internationale en tant que superpuissance en matière d'énergies propres. Au nombre des priorités annoncées dans le cadre de cette stratégie, citons des mesures visant à stimuler le développement d'énergies propres au Canada au moyen de crédits d'impôt, à soutenir des projets liés aux minéraux critiques, à mobiliser des capitaux à l'appui de la transition vers la carboneutralité, à améliorer l'efficacité de la tarification du carbone et à clarifier la réglementation visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.
- Le 10 novembre. Dans le cadre de sa nouvelle politique « Achetez canadien », le gouvernement du Canada présente un nouveau financement visant à accroître la capacité de production et la concurrence au pays, et à fournir un meilleur soutien aux petites et moyennes entreprises canadiennes afin de leur permettre de saisir plus facilement les possibilités qui s'offrent à elles.
- Le 10 novembre. Le gouvernement du Canada participe à la 30e Conférence de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur les changements climatiques (COP30) qui s'est tenue du 10 au 21 novembre 2025 à Belém (Brésil).
- [Groupe de discussion avec des résidents de Terre-Neuve-et-Labrador \(10 novembre\).](#)
- Le 11 novembre. Le gouvernement du Canada organise la Réunion des ministres des Affaires étrangères du Groupe des Sept (G7), qui s'est tenue le 11 et 12 novembre 2025 dans la région de Niagara (Ontario).
- Le 12 novembre. La ministre des Affaires étrangères annonce qu'en vertu du Règlement sur les mesures économiques spéciales visant la Russie, le Canada imposera des sanctions supplémentaires portant sur treize (13) personnes et 11 entités, augmentant ainsi encore davantage les coûts économiques imposés à la Russie à la suite de son invasion non provoquée et injustifiée de l'Ukraine.
- Le 12 novembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il accordera un financement supplémentaire de plus de 2,5 millions de dollars en appui à l'aide humanitaire apportée en Jamaïque, à Cuba et en Haïti à la suite du passage de l'ouragan Mélissa.
- Le 12 novembre. Le gouvernement du Canada annonce qu'il s'associe à dix organisations dans tout le Canada et investit plus de 22,5 millions de dollars pour soutenir des initiatives visant à prévenir et à réduire l'itinérance chez les vétérans au sein des collectivités canadiennes.
- [Groupe de discussion avec des résidents de la région du Grand Toronto \(RGT\) ayant déclaré être préoccupés par la criminalité \(12 novembre\).](#)
- Le 13 novembre. Le gouvernement du Canada annonce une deuxième série de projets d'intérêt national qui avaient été portés à l'attention du Bureau des grands projets aux fins d'examen. Au nombre de ces projets, citons la Ligne de transport d'électricité de la côte nord (LTECN), le terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) Ksi Lisims, le projet nickélicifère

Crawford de la société Canada Nickel, le Projet hydroélectrique de la Nunavut Nukkiqsautiit Corporation à Iqaluit, ainsi que la mine Matawinie de Nouveau Monde Graphite.

- Groupe de discussion avec des particuliers résidant dans la région métropolitaine de Vancouver ayant immigré au Canada au cours des 10 dernières années (13 novembre).
- Du 15 au 21 novembre
 - Le 18 novembre. Le ministre de l'Industrie annonce que le gouvernement du Canada augmentera de 258,5 millions de dollars ses investissements consacrés au financement des programmes de l'Agence spatiale européenne dans l'objectif de faire progresser la recherche-développement dans le domaine des technologies spatiales et de défense de fabrication canadienne.
 - Groupe de discussion avec des particuliers résidant au Canada atlantique (18 novembre).
 - Groupe de discussion avec des résidents de Terre-Neuve-et-Labrador (19 novembre).
 - Groupe de discussion avec des résidents de la région de l'Estrie (Québec) (20 novembre).
 - Le 21 novembre. Le ministre des Transports et le ministre du Commerce international annoncent la création de deux nouveaux fonds destinés à renforcer les infrastructures canadiennes liées au commerce et aux transports. Il s'agit notamment du Fonds pour la diversification des corridors commerciaux qui se chiffre à 5 milliards de dollars et du Fonds d'infrastructure pour l'Arctique qui se chiffre à 1 milliard de dollars.
 - Le 21 novembre. Le gouvernement du Canada organise la Réunion des ministres de l'Intérieur et de la Sécurité du G7 qui s'est tenue du 21 au 23 novembre à Ottawa.
- Du 22 au 30 novembre
 - Le 25 novembre. Le gouvernement du Canada annonce l'octroi d'un financement de plus de 3,7 millions de dollars dans le cadre de l'Initiative de sensibilisation aux dispositions « drapeau rouge » visant à réduire la violence liée aux armes à feu en sensibilisant les personnes susceptibles d'être victimes de préjudices liés aux armes à feu, dont les femmes, les populations autochtones, les membres de communautés racialisées ainsi que les personnes souffrant de troubles de santé mentale.
 - Groupe de discussion avec des particuliers résidant dans des centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan (25 novembre).
 - Groupe de discussion avec des personnes à faible et moyen revenu résidant en C.-B. (25 novembre).
 - Le 28 novembre. Le gouvernement fédéral annonce un nouvel investissement fédéral pouvant atteindre 210 millions de dollars dans le cadre du Fonds de réponse stratégique destiné à un projet de 662 millions de dollars visant à améliorer les capacités de conditionnement et de commercialisation de semi-conducteurs à l'installation d'IBM Canada à Bromont ainsi qu'au Centre de Collaboration MiQro Innovation (C2MI), l'un des centres de premier plan du Canada pour la recherche et l'innovation dans le domaine de la microélectronique.
 - Le 29 novembre. Le gouvernement du Canada annonce un financement fédéral de plus de 10 millions de dollars pour aider à faciliter l'adoption de VE au Canada, dont 9 millions de

dollars par l'intermédiaire du Programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro (PIVEZ) pour l'installation de plus de 1 200 bornes de recharge à différents endroits au Canada, et 1,4 million de dollars dans le cadre du Programme d'innovation énergétique (PIE) pour un projet visant à mettre au point de nouveaux matériaux magnétiques qui réduiront le coût des moteurs de VE et en amélioreront le rendement.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité – (Ontariens et Canadiens de l'Atlantique de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la région de l'Estrie [Québec], résidents de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu)

Les participants de dix groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un large éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, à savoir :

- L'annonce faite par le gouvernement fédéral selon laquelle ce dernier déposerait son budget annuel le 4 novembre 2025 ; Discutant de ce qu'ils avaient vu lu ou entendu, plusieurs participants étaient portés à croire que le budget avait accordé une importance considérable à la réalisation de grands projets d'infrastructure d'intérêt national partout au pays ainsi qu'à l'augmentation de l'offre de logements résidentiels au sein des collectivités canadiennes ;
- La réponse soutenue du gouvernement du Canada aux tarifs douaniers imposés par les États-Unis (É.-U.) sur des importations canadiennes ainsi que les efforts soutenus déployés par ce dernier pour conclure un nouvel accord avec les É.-U. prévoyant une réduction ou la levée de ces tarifs ;

- L'annonce, par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, du Plan des niveaux d'immigration 2026-2028 ; un certain nombre de participants disaient croire que le gouvernement du Canada accordait une importance accrue à la stabilisation du taux global d'immigration au Canada, notamment en prenant des mesures visant à réduire le nombre de résidents temporaires admis au pays en vertu de permis de travail pour travailleurs étrangers temporaires (TET) ou de permis d'études pour étudiants étrangers dans les années à venir ;
- L'annonce faite par le gouvernement du Canada selon laquelle ce dernier entendait augmenter les investissements qu'il consacre aux Forces armées canadiennes (FAC) en s'attachant tout particulièrement à renforcer la sécurité du Nord canadien ainsi qu'à protéger la région contre d'éventuelles atteintes à sa souveraineté ; Quelques participants se souvenaient également d'avoir entendu dire que le gouvernement fédéral poursuivait ses efforts en vue d'acheter une nouvelle flotte de chasseurs F-35A destinée à l'Aviation royale canadienne (ARC), auprès de la société américaine Lockheed Martin ;
- La participation du premier ministre et d'autres fonctionnaires fédéraux à la Réunion des dirigeants économiques du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qui s'est tenue du 31 octobre 2025 au 1er novembre 2025 à Gyeongju (Corée du Sud) ; Plusieurs participants avaient l'impression que lors de leur participation à ce sommet, les représentants fédéraux avaient tenu des discussions d'ordre économique avec les représentants de nombreux pays d'Asie de l'Est, et notamment ceux du gouvernement chinois, dans le but de consolider les relations commerciales du Canada dans la région.

Performance et priorités du gouvernement du Canada (Britanno- Colombiens à faible et moyen revenu)

Les participants du groupe composé de résidents de la Colombie-Britannique (C.-B.) s'étant déclarés à faible ou moyen revenu ont tenu une brève discussion portant sur ce qu'ils considéraient comme étant les principaux enjeux auxquels font face les Canadiens, ainsi que sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités.

Invités à cerner les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance actuelle du gouvernement canadien, plusieurs participants étaient d'avis que ce dernier avait fait preuve d'efficacité en offrant un large éventail de programmes et de prestations aux personnes en situation de vulnérabilité, certains mentionnant spécifiquement les mesures de soutien mises en place pour les personnes en situation de handicap. Quelques-uns d'entre eux ont tenu des propos positifs au sujet de ce qu'ils percevaient comme étant la relative facilité avec laquelle ils avaient pu accéder à des services du gouvernement fédéral et présenter des documents importants, dont des déclarations de revenus et des demandes de subvention.

Discutant des domaines dans lesquels ils considéraient que le gouvernement du Canada pouvait encore s'améliorer, un grand nombre de participants étaient d'avis qu'il devait en faire davantage pour remédier aux problèmes liés à l'immigration, plusieurs d'entre eux estimant que le taux d'immigration avait été trop élevé ces dernières années et que cela avait mis à rude épreuve certains secteurs clés, dont ceux de l'emploi, du logement, ainsi que des secteurs vitaux comme ceux des soins de santé et de l'éducation. On était également d'avis que le gouvernement fédéral devait faire davantage pour améliorer la prestation des soins de santé au Canada, notamment en consacrant des investissements à la réduction des temps d'attente avant d'obtenir des soins primaires ou d'urgence, ainsi qu'en appuyant le recrutement et la formation d'un plus grand nombre de médecins et de membres du personnel infirmier afin de répondre aux besoins d'une population canadienne croissante. Les participants estimaient en outre que davantage devait être fait pour rendre les services fédéraux plus accessibles dans le Nord canadien. Un petit nombre d'entre eux étaient d'avis que des mesures supplémentaires devaient être prises pour poursuivre les efforts de réconciliation avec les peuples autochtones du gouvernement du Canada.

Décrivant ce qu'ils considéraient comme étant les principaux enjeux auxquels le gouvernement devrait accorder la priorité, plusieurs participants ont mentionné l'abordabilité du logement ainsi que ce qu'ils percevaient comme étant la prévalence croissante de l'itinérance au sein de leurs collectivités respectives. Au nombre des autres domaines d'intervention prioritaires recensés par les participants, citons des mesures visant notamment à stabiliser le taux d'immigration, augmenter la capacité des systèmes de santé fédéraux et provinciaux, construire ou réparer certaines infrastructures essentielles, dont des autoroutes et des chemins de fer, éliminer les barrières commerciales internes, réduire le niveau d'imposition des Canadiens et investir davantage dans l'éducation et dans d'autres programmes au profit des jeunes.

L'économie (Ontariens et résidents du Canada atlantique âgés de plus de 50 ans, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, résidents de Montréal et de Laval âgés de 18 à 49 ans, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu)

Les participants de six groupes ont tenu des discussions sur l'économie canadienne et ont fait part de leurs prévisions quant à sa performance au cours de l'année à venir. Avant d'entamer ces discussions, les participants (à l'exception de ceux du groupe composé de résidents de la Colombie-Britannique [C.-B.]) s'étant déclarés à faible ou moyen revenu) se sont prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu inviter à sélectionner un mot pour décrire leur sentiment actuel à l'égard de l'économie. La

quasi-totalité d'entre eux a choisi des mots à connotation négative comme « difficile », « fragile », « inquiétante », « stressante » et « incertaine », plusieurs participants estimant que l'économie canadienne était actuellement confrontée à des difficultés considérables, dont celles liées à l'impact continu des tarifs douaniers américains. Un petit nombre d'entre eux ont choisi des termes plus neutres comme « changeante » et « adaptable », estimant que l'économie était actuellement en transition et que le gouvernement fédéral cherchait à promouvoir un commerce interne accru entre provinces et territoires du Canada et s'employait à diversifier les relations commerciales du Canada avec d'autres partenaires mondiaux sur la scène internationale.

Discutant de certains des enjeux économiques qui les préoccupaient le plus, un grand nombre de participants du groupe susmentionné ont mentionné le coût actuellement élevé de la vie, certains d'entre eux mentionnant les difficultés liées aux prix élevés de biens essentiels comme les produits d'épicerie, le logement et l'essence. Plusieurs d'entre eux ont également mentionné l'imposition généralisée de tarifs douaniers américains sur des importations canadiennes en tant que problème particulièrement préoccupant, certains participants estimant que ces mesures avaient créé un climat d'incertitude économique considérable au détriment des travailleurs et des secteurs touchés. Un certain nombre de participants ayant déclaré être propriétaires ont exprimé des préoccupations quant à la possibilité d'une hausse des taux d'intérêt au cours des prochaines années et s'inquiétaient des répercussions que cela pourrait avoir sur leurs mensualités hypothécaires. Quelques participants se sont également dit préoccupés par l'endettement des ménages canadiens qu'ils percevaient comme étant en hausse, certains estimant que ce problème s'était aggravé ces dernières années en raison de facteurs comme l'inflation et le coût élevé de la vie. Un petit nombre d'entre eux ont exprimé des inquiétudes concernant le marché de l'emploi, estimant qu'il était devenu de plus en plus difficile pour les Canadiens, et plus particulièrement pour les jeunes, d'obtenir un emploi à plein temps dans leurs domaines.

Les participants de tous les groupes se sont vu poser la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que l'économie canadienne s'améliore, se détériore ou demeure à peu près la même au cours des douze prochains mois. Tout compte fait, les participants étant d'avis que l'économie se détériorerait étaient plus nombreux que ceux qui s'attendaient à ce qu'elle s'améliore ou demeure inchangée. Parmi ceux qui s'attendaient à ce que l'économie s'améliore, un certain nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada s'était efforcé de trouver des moyens de stimuler l'activité économique, notamment en annonçant son intention d'investir dans un large éventail de grands projets d'infrastructure ayant pour objectif de favoriser une croissance économique à l'échelle nationale. Les participants se souvenaient également d'avoir entendu dire que le gouvernement fédéral avait pris des mesures pour diversifier et renforcer ses relations commerciales internationales hors des États-Unis, et estimaient que cela contribuerait également à dynamiser l'économie canadienne au cours de l'année à venir.

Parmi ceux qui étaient d'avis que la situation économique était susceptible de se détériorer, bon nombre de participants ont cité ce qu'ils considéraient comme étant les répercussions négatives des tarifs douaniers américains en vigueur et estimaient que tant que ces perturbations commerciales persisteraient, il serait difficile d'être optimiste quant aux perspectives de l'économie canadienne pour les douze prochains mois. Un certain nombre d'entre eux ont également mentionné le coût élevé de la

vie, le climat propice à une augmentation des mises à pied et du taux de chômage attribuable aux tarifs douaniers comme étant des facteurs qui, à court terme, pourraient, selon eux, avoir un impact négatif sur l'économie. Parmi ceux qui estimaient que l'économie canadienne connaîtrait une croissance plus ou moins similaire, on était d'avis que, même si le gouvernement du Canada avait pris des mesures pour établir de nouvelles relations commerciales et réaliser des investissements qui contribueraient à faire croître l'économie, ce processus s'effectuerait probablement de façon graduelle et sur une longue période, et qu'à court terme, la croissance économique serait conséquemment limitée.

À la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que leur propre situation financière s'améliore, empire ou demeure à peu près la même au cours des douze prochains mois, la plupart des participants étaient d'avis qu'elle demeurerait relativement stable, un plus petit nombre d'entre eux s'attendant à ce qu'elle s'améliore et très peu d'entre eux croyant qu'elle empirerait. Parmi ceux qui prévoyaient que leur situation financière resterait plus ou moins inchangée, bon nombre de participants ont affirmé que, même si le coût de la vie demeurerait élevé, ils s'étaient habitués depuis plusieurs années déjà à faire face à des prix à la consommation élevés et étaient désormais mieux à même de faire face à la hausse des coûts. Ces participants estimaient que tant qu'ils continueraient à percevoir un revenu stable et ne seraient pas confrontés à des urgences financières imprévues, leurs finances demeureraient sans doute relativement stables au cours de l'année à venir. Parmi ceux qui prévoyaient une amélioration de leur situation financière, un certain nombre de participants étaient d'avis que des facteurs tels que de nouvelles possibilités d'emploi, des augmentations salariales prévisibles et des rendements élevés sur leurs investissements existants pourraient contribuer à une amélioration significative de leur situation financière dans un avenir proche. Les quelques participants estimant que leur situation financière risquait de se détériorer ont exprimé des préoccupations liées à l'augmentation du coût de certains produits de première nécessité, dont les produits d'épicerie, à l'incertitude quant à leur situation d'emploi, aux coûts à prévoir pour des réparations ou des rénovations domiciliaires ainsi qu'à l'augmentation de leurs paiements hypothécaires.

Les participants du groupe composé de résidents de la C.-B. s'étant déclarés à faible ou moyen revenu se sont vu poser quelques questions complémentaires concernant la performance du gouvernement du Canada quant à sa gestion d'enjeux liés à l'économie. Discutant de la question de savoir comment ils qualifieraient la performance globale actuelle de l'économie, plusieurs d'entre eux estimaient qu'elle était confrontée à des difficultés et qu'un nombre croissant de Canadiens peinaient à joindre les deux bouts en raison du coût élevé de la vie. Quelques participants avaient toutefois un point de vue différent, estimant que l'économie canadienne s'était relativement bien comportée ces dernières années par rapport à celle d'autres pays et que le Canada faisait toujours meilleure figure que nombre de ses pairs dans le monde.

Lorsqu'on leur a demandé comment ils qualifieraient la performance du Canada quant à sa gestion des enjeux économiques, les participants de ce groupe étaient plus nombreux à estimer qu'il était sur la bonne voie à cet égard, par rapport à ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi ceux qui estimaient que la gestion économique du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, plusieurs ont cité l'efficacité avec laquelle il avait réagi aux perturbations commerciales causées par les tarifs douaniers américains, estimant que sa réponse à ces difficultés et dans le cadre de ses négociations avec l'administration



américaine avait été mesurée et adaptable. Certains participants ont également mentionné les récentes annonces faites par le gouvernement du Canada concernant la mise en œuvre de nouveaux projets d'infrastructure d'intérêt national comme autre facteur les ayant amenés à porter un jugement positif sur sa performance dans ce dossier. Au nombre de ceux qui estimaient que la gestion économique du gouvernement fédéral pouvait être améliorée, plusieurs participants ont mentionné les difficultés qu'ils avaient personnellement rencontrées en raison du coût élevé de la vie, estimant que les mesures prises pour rendre la vie plus abordable dans l'intérêt du Canadien moyen et pour l'aider à progresser étaient insuffisantes.

À la question de savoir s'ils se souvenaient de mesures économiques que le gouvernement fédéral avait récemment prises, un certain nombre de participants ont mentionné des initiatives visant à inciter les consommateurs et les entreprises à acheter des biens et produits fabriqués au Canada comme moyen d'apporter un soutien aux travailleurs et entreprises qui avaient été touchées par des tarifs douaniers américains. Discutant de ce qu'ils souhaiteraient que le gouvernement du Canada fasse de plus en matière d'économie, plusieurs participants estimaient que des mesures supplémentaires devaient être prises pour aider les Canadiens à assumer le coût de leurs besoins essentiels en matière d'alimentation et de logement. Plusieurs participants étaient d'avis que dans de nombreuses régions du pays, le logement en particulier était devenu de plus en plus inabordable (tant à l'achat qu'à la location) pour les ménages à faible et moyen revenu. Quelques-uns d'entre eux étaient également d'avis qu'il fallait investir davantage dans des domaines comme ceux des soins de santé et de la santé mentale, estimant que cela contribuerait à améliorer le bien-être général des Canadiens, et, par conséquent, rendrait probablement la population plus productive sur le plan économique.

Budget 2025 (Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver)

Les participants de sept groupes ont tenu des discussions portant sur le prochain budget annuel du gouvernement du Canada qui a été déposé le 4 novembre 2025. Le contenu de ces discussions a varié d'un groupe à l'autre, certains groupes se focalisant sur les réactions initiales des participants au budget et leurs impressions concernant les mesures qui avaient été annoncées, tandis que d'autres ont été invités à faire part de leur point de vue général sur le budget et les priorités qu'il avait définies.

Réactions initiales (Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador)

Les participants des cinq groupes invités à faire part de leurs réactions initiales au budget se sont d'abord vu poser la question de savoir s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet de l'économie au cours des derniers jours, soit dans l'actualité ou par le biais d'annonces du gouvernement du Canada. Sans qu'on le leur ait demandé, plusieurs d'entre eux ont spontanément mentionné avoir entendu parler du dépôt du budget, un certain nombre de participants ayant le sentiment qu'il avait accordé une importance particulière à la réalisation de projets d'infrastructure nationaux, au renforcement de l'économie, et à l'augmentation des investissements destinés aux Forces armées canadiennes (CAF). Les participants de tous les groupes, à l'exception de ceux résidant à Terre-Neuve-et-Labrador, se sont vu poser la question de savoir s'ils avaient regardé le discours du ministre des Finances sur le budget ou des extraits de celui-ci dans un bulletin de nouvelles télévisé ou sur les médias sociaux. Dans l'ensemble, seul un petit nombre d'entre eux ont déclaré en avoir vu des extraits, et presque aucun d'entre eux n'a déclaré avoir vu le discours en direct.

Afin de faciliter la discussion, les participants de tous les groupes se sont vu informer que chaque année, le gouvernement fédéral annonce un budget pour l'année à venir et dans lequel sont précisés les domaines dans lesquels il entend investir, les nouveaux programmes qu'il entend mettre en place ainsi que ses prévisions concernant notamment le déficit national et l'orientation future de l'économie canadienne. Faisant part de leur point de vue général sur le budget, les participants ont pour la plupart exprimé des opinions neutres, bon nombre d'entre eux estimant qu'il était trop tôt pour pouvoir déterminer si les mesures qui avaient été annoncées porteraient leurs fruits. Si plusieurs d'entre eux estimaient que bon nombre des mesures comprises dans le budget (notamment celles liées à la réalisation de grands projets d'infrastructure, au renforcement de l'économie ainsi que les initiatives visant à rendre la vie des Canadiens plus abordable) auraient des retombées positives, la totalité des participants était d'avis que l'efficacité de ces mesures dépendrait à terme de l'efficacité avec laquelle elles seraient appliquées par le gouvernement du Canada dans les années à venir. Parmi le plus petit nombre de participants dont les réactions initiales avaient été plus négatives, des préoccupations ont été exprimées quant aux coûts financiers associés aux mesures budgétaires qui avaient été annoncées et à l'augmentation de la dette nationale que ces coûts pourraient entraîner dans les années à venir.

Discutant des mesures énoncées dans le budget dont ils avaient entendu parler et auxquelles ils étaient favorables, plusieurs participants ont à nouveau mentionné les investissements fédéraux consacrés à des projets d'infrastructure d'intérêt national à plusieurs endroits au Canada et notamment aux FAC. Un certain nombre d'entre eux ont également loué les initiatives visant à rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens, à augmenter l'exploitation des ressources naturelles du Canada, à réduire la taille de la fonction publique fédérale, à stabiliser le taux d'immigration ainsi qu'à fournir des soutiens financiers supplémentaires aux personnes vivant avec un handicap.

Les participants de tous les groupes, à l'exception de celui composé de résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, ont été invités à décrire ce qui, à leur avis, constituait le principal fil conducteur du budget 2025. De l'avis de plusieurs participants, le budget 2025 avait accordé une importance essentielle au renforcement du Canada, notamment en consacrant des investissements à des projets visant à dynamiser l'économie canadienne sur le long terme et à accroître la capacité militaire du Canada afin de garantir la sécurité des Canadiens et de protéger la souveraineté territoriale du pays. Un certain nombre de participants étaient également d'avis qu'il avait été indiqué dans le budget que le gouvernement fédéral s'attacherait désormais davantage à prendre des décisions pragmatiques et responsables en matière de dépenses, notamment en cherchant des moyens de réduire autant que possible les dépenses consacrées au fonctionnement de l'appareil gouvernemental. Lorsqu'on leur a demandé si ce budget était, selon eux, semblable aux budgets des années précédentes ou s'il était différent, plusieurs membres de ces groupes estimaient qu'il accordait une importance beaucoup plus grande à des questions comme la défense nationale, la croissance économique à long terme et l'immigration. Discutant de la question de savoir s'il manquait, à leur avis, des éléments quelconques au budget, un certain nombre de participants étaient d'avis qu'une plus grande importance devait être accordée à des questions telles que le traitement des problèmes de santé mentale, la réduction du taux d'imposition des Canadiens et des coûts liés aux études postsecondaires ainsi qu'aux efforts visant à rendre la parentalité plus abordable pour les jeunes parents.

Mesures particulières (Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan)

Les participants de quatre groupes ont fait part de leur point de vue concernant certaines mesures particulières qui avaient été annoncées dans le budget 2025. Après s'être vu préciser qu'il ne s'agissait pas d'une énumération exhaustive de tout ce qui avait été au budget, les participants se sont vu présenter la liste suivante des mesures annoncées :

- *Prioriser les fournisseurs et produits canadiens pour les projets du gouvernement du Canada (la politique « Achetez canadien ») ;*
- *Créer un fonds de 17 milliards de dollars afin d'aider les provinces et territoires à financer des priorités telles que le logement et les infrastructures de santé.*
- *Investir 5 milliards de dollars dans un fonds dans le domaine de santé, pour aider à bâtir et réparer des infrastructures comme des hôpitaux et des salles d'urgence ;*
- *Réduire le nombre de fonctionnaires fédéraux de 368 000 personnes en 2023-2024 à 330 000 d'ici la fin de 2028-2029 ;*
- *Mettre en place une série d'incitatifs fiscaux pour aider des compagnies à faire des investissements (p. ex. machinerie, technologie) pour augmenter leur productivité (« Superdéduction à la productivité ») ;*
- *Investir 2 milliards de dollars pour faire des investissements stratégiques dans des projets et compagnies de minéraux critiques ;*
- *Investir 5 milliards de dollars pour bâtir des infrastructures (p. ex. des ports, des chemins de fer) pour déplacer des produits canadiens vers des marchés internationaux ;*



- *Investir 1 milliard de dollars dans de grands projets liés aux transports dans l'Arctique afin de renforcer notre souveraineté.*
- *Fournir 82 milliards de dollars sur cinq ans, qui serviront à réinvestir pour rebâtir et réarmer les Forces armées canadiennes ;*
- *Investir dans la sécurité des frontières canadiennes et embaucher 1 000 nouveaux agents de sécurité frontalière afin d'accroître leurs capacités et de lutter contre un large éventail de menaces, y compris le crime organisé.*
- *Aider les entreprises de tous les secteurs et de toutes les régions touchées par des tarifs douaniers à s'adapter, à diversifier leurs échanges commerciaux, et à croître.*
- *Balancer les dépenses opérationnelles quotidiennes du gouvernement avec les revenus d'ici l'exercice financier 2028-2029 ;*
- *Limiter le nombre de résidents temporaires à moins de 5 % de la population canadienne après 2027*
- *Limiter le nombre de nouveaux résidents temporaires à moins de 1 % de la population canadienne après 2027 ;*
- *Investir 150 millions dans Radio-Canada/CBC en 2025-2026*

Les participants des groupes composés de résidents de Montréal et de Laval et de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan se sont vu présenter une liste plus courte ne comprenant pas les initiatives visant à créer un fonds de 17 milliards de dollars pour contribuer au financement de plusieurs priorités, dont le logement et les infrastructures de santé, à consacrer 1 milliard de dollars au financement de grands projets liés aux transports dans l'Arctique, à investir dans la sécurité des frontières canadiennes et à embaucher 1 000 nouveaux agents de sécurité frontalière, à limiter le nombre de nouveaux résidents temporaires à moins de 1 % de la population canadienne et à aider les entreprises de tous les secteurs et de toutes les régions touchées par des tarifs douaniers à s'adapter, à diversifier leurs échanges commerciaux, et à croître.

Après s'être vu présenter ces postes budgétaires, les participants se sont prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu inviter à choisir deux mesures qui auraient, à leur avis, l'impact le plus positif dans la vie des Canadiens. Tout compte fait, l'initiative visant à adopter une politique « Achetez canadien » priorisant l'embauche de fournisseurs et l'utilisation de produits canadiens pour la réalisation de projets fédéraux, a reçu le plus haut niveau d'appui parmi les participants. Un grand nombre d'entre eux prévoyaient qu'en adoptant ce type de politique, le gouvernement fédéral permettrait à bon nombre d'entreprises et de secteurs d'activité d'augmenter substantiellement leurs revenus et contribuerait à stimuler les économies locales et régionales dans les régions où ces projets se situeraient. Plusieurs d'entre eux estimaient également que ce type de politique contribuerait à créer un plus grand nombre d'emplois à l'intention des Canadiens ainsi qu'à renforcer l'économie dans son ensemble, car une plus grande partie de l'argent qui serait autrement dépensé pour importer des produits et des matériaux de marchés internationaux demeurerait au Canada. On était également d'avis que cette approche permettrait au Canada de devenir de plus en plus autonome économiquement et que cette initiative contribuerait à renforcer la position économique du pays parmi ses partenaires commerciaux sur la scène internationale.



Les mesures visant à investir 5 milliards de dollars pour aider les provinces et territoires à construire et à réparer des infrastructures liées aux soins de santé, ainsi que 5 milliards de dollars pour la construction d'infrastructures (telles que des ports et des voies ferrées) qui contribueraient à transférer des produits canadiens vers des marchés mondiaux, ont également reçu un soutien important de la part des participants. Parmi ceux qui avaient choisi l'initiative voulant que le gouvernement du Canada aide les provinces et territoires à construire et à réparer les infrastructures liées aux soins de santé, plusieurs participants étaient d'avis que les délais d'attente avant de pouvoir obtenir des soins primaires et d'urgence étaient devenus de plus en plus longs et problématiques au sein de leurs collectivités respectives et estimaient que ces investissements pourraient contribuer à accroître la capacité d'accueil des établissements de soins de santé. Outre ces investissements, on espérait que le gouvernement fédéral consacre des investissements au recrutement et à la formation d'un plus grand nombre de professionnels des soins de santé, un certain nombre de participants disant croire que de nombreuses régions du pays connaissaient des pénuries généralisées de médecins et de membres du personnel infirmier. Un certain nombre des participants ayant sélectionné l'initiative visant à consacrer 5 milliards de dollars à l'aménagement d'infrastructures portuaires et ferroviaires estimaient qu'il s'agissait d'une mesure essentielle pour atteindre l'objectif d'augmenter les exportations de produits canadiens vers des marchés mondiaux et étaient d'avis qu'il était important que le gouvernement fédéral réalise ces investissements dès maintenant afin de faciliter une augmentation du commerce international sur le long terme. On était également d'avis que l'adoption de cette mesure contribuerait à renforcer l'économie canadienne dans son ensemble ainsi qu'aux efforts du gouvernement fédéral visant à diversifier l'ensemble des relations commerciales internationales du Canada et à réduire la dépendance économique du pays au commerce avec les É.-U.

Les participants se sont également exprimés en faveur des mesures du gouvernement fédéral visant à créer un fonds de 17 milliards de dollars afin d'aider les provinces et territoires à financer certaines priorités, dont le logement et les infrastructures de santé et prévoyant la mise en place d'un ensemble d'incitatifs fiscaux qui aideraient les entreprises à investir dans des domaines comme ceux de la machinerie et des technologies. Parmi ceux qui avaient sélectionné le fonds de 17 milliards de dollars visant à aider les provinces et territoires à financer des priorités telles que le logement et les infrastructures de santé, un certain nombre de participants estimaient que ces initiatives constituaient les priorités les plus importantes sur lesquelles devait se focaliser le gouvernement fédéral, un plus petit nombre d'entre eux étant d'avis que le manque de logements abordables plus particulièrement constituait une difficulté à laquelle étaient actuellement confrontées les familles canadiennes. Parmi les participants ayant choisi l'initiative consistant à offrir des incitatifs financiers aux entreprises pour des investissements consacrés aux domaines de la machinerie et des technologies, on était d'avis que cette mesure constituait un moyen pratique et rentable de consolider leurs activités, certains d'entre eux s'attendant à ce que ces mesures incitatives permettent à ces entreprises de créer des produits de plus haute qualité. On estimait également que les répercussions de cette mesure seraient bénéfiques pour les Canadiens, certains participants étant d'avis que l'instauration de ces incitations fiscales permettrait aux entreprises de consacrer davantage de ressources financières à des initiatives visant à embaucher un plus grand nombre de travailleurs et à offrir des salaires plus élevés.

Un certain nombre d'entre eux ont sélectionné l'initiative du gouvernement du Canada visant à consacrer deux milliards de dollars à des investissements stratégiques destinés à des projets et à des

entreprises liées aux minéraux critiques, plusieurs participants estimant que cette approche aurait un impact positif sur l'économie canadienne et que des d'investissements de ce type contribuerait à positionner le Canada en tant que leader mondial dans le secteur des minéraux essentiels dans les années à venir. On était également d'avis que des investissements accrus dans les domaines de l'exploitation et du transport de minéraux critiques pourraient mener à la création d'un grand nombre d'emplois bien rémunérés dans l'intérêt des Canadiens tout en stimulant l'activité économique dans des régions du pays riches en ressources de ce genre.

Les initiatives prévoyant l'octroi de 82 milliards de dollars (sur cinq ans) à réinvestir dans la restructuration et le réarmement des FAC, le plafonnement du nombre de résidents temporaires à moins de 5 % de la population et pour aider les entreprises, les secteurs et les régions touchées par des tarifs douaniers à s'adapter, à se diversifier et à se développer, ont reçu un niveau d'appui modéré de la part des participants. Parmi ceux qui avaient choisi l'initiative visant à consacrer 82 millions de dollars à la restructuration et au réarmement des FAC, on était d'avis que, compte tenu de leur perception selon ce qu'ils percevaient comme étant des tensions géopolitiques accrues dans le monde ces derniers temps, il était important que les Forces armées canadiennes disposent du personnel, de l'équipement et des ressources financières nécessaires pour assurer la sécurité des Canadiens dans les années à venir. Les participants ayant choisi l'initiative consistant à plafonner le nombre de résidents temporaires à moins de 5 % de la population canadienne estimaient que l'instauration de mesures comme celles-ci pour stabiliser le taux d'immigration pourrait avoir des retombées positives sur le marché de l'emploi au sein de collectivités et contribuer à rendre le logement plus abordable à l'avenir. Les participants ayant choisi l'initiative visant à venir en aide aux entreprises, aux secteurs et aux régions qui avaient été touchés par les tarifs douaniers imposés par les É.-U. étaient d'avis que ces mesures tarifaires américaines avaient mis en péril bon nombre d'entreprises et de secteurs et que, pour protéger la santé globale de l'économie canadienne, il était important que le gouvernement fédéral fasse tout ce qui était en son pouvoir pour aider les entreprises et les travailleurs touchés à s'adapter, à se diversifier et à croître.

Seul un nombre relativement peu élevé d'entre eux a choisi les mesures visant à réduire les effectifs de la fonction publique fédérale et à équilibrer les dépenses de fonctionnement quotidiennes par rapport aux recettes d'ici l'exercice financier 2028-2029, et très peu d'entre eux ont désigné comme priorités absolues les initiatives visant à investir dans la sécurité des frontières canadiennes et à embaucher 1 000 nouveaux agents de sécurité frontalière, à plafonner le nombre de nouveaux résidents permanents à moins de 1 % de la population canadienne et à consacrer un investissement de 150 millions de dollars en 2025-2026 à la Société Radio-Canada/CBC. Aucun des participants n'a choisi la mesure visant à consacrer 1 milliard de dollars à de grands projets de transport dans l'Arctique.

Lorsqu'on leur a demandé s'il y avait des initiatives qui, selon eux, ne devraient pas être prises par le gouvernement du Canada, plusieurs participants étaient d'avis qu'il devrait se garder de prioriser l'investissement de 150 millions de dollars en 2025-2026 consacré à la CBC/Radio-Canada, estimant qu'il y avait des domaines plus importants sur lesquels il devrait se concentrer à l'heure actuelle. Quelques participants ont également exprimé des inquiétudes concernant les initiatives visant à réduire les effectifs de la fonction publique fédérale, certains craignant que cela n'entraîne une diminution du nombre d'emplois offerts aux travailleurs canadiens ainsi qu'une diminution des services

fournis par les ministères et organismes touchés par ces réductions d'effectifs. Un petit nombre de participants ont exprimé des inquiétudes quant aux mesures visant à limiter le nombre de résidents permanents au Canada, étant d'avis qu'elles auraient des retombées sur l'économie canadienne, dont une diminution du nombre de travailleurs disponibles pour pourvoir à des postes dans des secteurs à forte demande. Certains d'entre eux se demandaient s'il était prudent que le gouvernement fédéral investisse 82 millions de dollars sur cinq ans dans les FAC, quelques participants jugeant qu'il s'agissait d'un montant d'argent considérable à dépenser dans ce domaine étant donné qu'ils considéraient que le Canada était relativement à l'abri de menaces géopolitiques à l'heure actuelle.

À la question de savoir si, selon eux, l'une ou l'autre de ces mesures les aiderait (ou aiderait l'ensemble des Canadiens) à progresser, plusieurs participants ont mentionné les investissements visant à renforcer le système de santé canadien (notamment en construisant et en réparant des infrastructures sanitaires) et estimaient que cette initiative entraînerait des répercussions positives dans la vie de nombreux Canadiens ayant actuellement de la difficulté à accéder à des services de santé dans leur région. Un certain nombre d'entre eux estimaient également que les mesures visant notamment à mettre en œuvre une stratégie « Achetez canadien », à consacrer des investissements à l'aménagement d'infrastructures commerciales (p. ex., ports et voies ferrées) ainsi que les initiatives visant à soutenir les entreprises et travailleurs touchés par des tarifs douaniers, auraient un impact positif sur l'économie dans son ensemble et amélioreraient probablement la situation financière personnelle d'un grand nombre de ménages canadiens. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que les investissements consacrés à Radio-Canada/CBC sauraient des retombées positives pour les Canadiens et estimaient qu'il était important que le gouvernement du Canada continue à financer des initiatives axées sur la promotion des arts et de la culture comme celle-ci.

Les participants du groupe composé de particuliers résidant dans des centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan se sont vu poser la question complémentaire de savoir si, après avoir pris connaissance de ces initiatives, leur opinion concernant les projets d'avenir du gouvernement du Canada était plus positive, plus négative ou à peu près la même. Dans l'ensemble, un grand nombre d'entre eux ont exprimé des avis mitigés, plusieurs d'entre eux affirmant que, si bon nombre de ces mesures semblaient constituer un pas dans la bonne direction, il serait difficile d'en déterminer l'efficacité avant qu'on ait commencé à les mettre en œuvre. À la question de savoir s'il y avait autre chose qu'ils souhaitent savoir au sujet des initiatives qui leur avaient été présentées, un certain nombre de participants se demandaient comment les fonds destinés à des domaines tels que les soins de santé et à des projets d'infrastructure seraient répartis entre les provinces et territoires du Canada, et quels indicateurs seraient utilisés par le gouvernement fédéral pour mesurer et suivre le succès des nombreuses initiatives qu'il avait annoncées.

Opinions générales (résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents résidant dans la région métropolitaine de Vancouver)

Les participants de trois groupes ont fait part de leurs opinions au sujet des mesures et domaines d'intervention prioritaires annoncés dans le cadre du budget, ainsi que de leurs points de vue

concernant les potentielles répercussions que des investissements dans ces domaines pourraient avoir sur la vie des Canadiens. Afin de faciliter la conversation, les participants se sont vu présenter une liste des différentes mesures et priorités qui avaient été annoncées dans le budget 2025. Les participants se sont vu informer qu'il ne s'agissait pas d'une liste exhaustive des annonces qui avaient été faites. Les mesures suivantes ont été présentées aux participants, à savoir :

- *Prioriser les fournisseurs et produits canadiens pour les projets du gouvernement du Canada (la politique « Achetez canadien » ;*
- *Investir 5 milliards de dollars dans un fonds dans le domaine de santé, pour aider à bâtir et réparer des infrastructures comme des hôpitaux et des salles d'urgence ;*
- *Réduire le nombre de fonctionnaires fédéraux de 368 000 personnes en 2023-2024 à 330 000 d'ici la fin de 2028-2029 ;*
- *Mettre en place une série d'incitatifs fiscaux pour aider des compagnies à faire des investissements (p. ex. machinerie, technologies) pour augmenter leur productivité (« Superdéduction à la productivité » ;*
- *Investir 2 milliards \$ pour faire des investissements stratégiques dans des projets et compagnies de minéraux critiques ;*
- *Investir 5 milliards \$ pour bâtir des infrastructures (p. ex. des ports, des chemins de fer) pour déplacer des produits canadiens vers des marchés internationaux ;*
- *Fournir 82 milliards \$ sur cinq ans, qui serviront à réinvestir pour rebâtir et réarmer les Forces armées canadiennes ;*
- *Balancer les dépenses opérationnelles quotidiennes du gouvernement avec les revenus d'ici l'année financière 2028-2029 ;*
- *Limiter le nombre de résidents temporaires à moins de 5 % de la population canadienne après 2027*
- *Investir 150 millions dans Radio-Canada/CBC en 2025-2026*
- *Créer une nouvelle Stratégie de compétitivité climatique axée sur la construction durable et privilégiant les énergies à faibles émissions, les transports, le logement ainsi que l'industrie manufacturière.*

Lorsqu'on leur a demandé si certains éléments de cette liste leur semblaient particulièrement importants, les participants ont cité plusieurs initiatives. Plusieurs d'entre eux ont mentionné la stratégie « Achetez canadien » estimant que, pour le gouvernement fédéral, il s'agissait d'un moyen efficace de contribuer au renforcement de l'économie et à l'amélioration de la situation des travailleurs et des entreprises canadiens. Un certain nombre d'entre eux ont également mentionné la mesure consistant à investir 5 milliards de dollars à la réparation et à la construction d'infrastructures de santé comme étant une initiative qui retenait particulièrement leur attention. Ces participants estimaient que des investissements supplémentaires en matière de soins de santé étaient fortement requis dans de nombreuses provinces et territoires et qu'ils contribueraient à améliorer la qualité et l'accessibilité des services de santé pour un grand nombre de Canadiens. Les participants considéraient également que les initiatives visant à investir 5 milliards de dollars dans le développement d'infrastructures permettant de commercialiser des produits canadiens sur les marchés mondiaux et à investir 2 milliards de dollars dans des projets et des entreprises stratégiques liés aux minéraux critiques constituaient des mesures importantes que le gouvernement fédéral devait prendre. On s'attendait à ce que ces deux mesures

contribuent à renforcer l'économie canadienne et à consolider les relations commerciales internationales dans les années à venir. Un certain nombre d'entre eux ont également cité l'initiative visant à mettre en place une stratégie de compétitivité climatique, quelques-uns d'entre eux estimant qu'il était primordial que le gouvernement du Canada concilie les efforts qu'il déploie pour favoriser une croissance économique avec d'autres domaines d'intervention qu'ils jugeaient prioritaires, dont la protection de l'environnement et l'adoption de mesures visant à atténuer les effets du changement climatique sur les générations actuelles et futures.

Discutant de la question de savoir s'il y avait, selon eux, d'autres enjeux auxquels le budget devrait accorder davantage d'importance, plusieurs participants estimaient que le gouvernement fédéral devait davantage s'attacher à réduire le coût de la vie et à rendre plus abordables certains produits de première nécessité, dont les produits d'épicerie. À cet égard, un certain nombre de personnes estimaient que le gouvernement du Canada devait mettre en place une réglementation plus stricte concernant les prix que les grandes chaînes d'épiceries peuvent facturer pour leurs produits, afin de s'assurer que tous les Canadiens ont accès à des aliments abordables et nutritifs au sein de leurs collectivités locales. On était également d'avis que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour rendre le logement plus abordable (tant à l'achat qu'à la location) au sein des collectivités canadiennes, plusieurs participants considérant qu'il était devenu de plus en plus difficile pour des particuliers partout au pays de trouver un logement sûr et abordable dans leur région. Bien que soutenant les efforts du gouvernement canadien visant à accroître ses investissements dans les soins de santé, plusieurs participants estimaient que le montant de 5 milliards de dollars était insuffisant et que des fonds supplémentaires seraient probablement requis pour remédier pleinement à des problèmes qu'ils jugeaient persistants, comme les longs délais d'attente et la pénurie généralisée de professionnels de la santé, et notamment de médecins et de membres du personnel infirmier. On était également d'avis que des fonds supplémentaires devaient être consacrés aux enjeux liés à la santé mentale et à la toxicomanie, un certain nombre de participants estimant que la prévalence de ces problèmes s'était accrue dans leurs collectivités au cours des dernières années.

En abordant plus particulièrement l'initiative visant à accroître les dépenses fédérales en matière de défense, notamment en consacrant 82 milliards de dollars (sur cinq ans) à réinvestir dans la restructuration, et le réarmement des FAC, les participants se sont vu poser la question de savoir ce qu'ils pensaient de ces investissements du gouvernement du Canada. Dans l'ensemble, les participants ayant exprimé une opinion favorable à cette initiative étaient plus nombreux que ceux qui étaient d'un autre avis. Plusieurs d'entre eux jugeaient important que le gouvernement consacre des investissements à la défense nationale, estimant que des mesures comme celles-ci, visant à renforcer les capacités des FAC, contribueraient à protéger les Canadiens contre d'éventuelles menaces extérieures dans les années à venir. On était d'avis que, compte tenu de la multiplication de diverses menaces de nature économique et géopolitique, il était important que le Canada devienne désormais plus autonome quant à sa capacité à se défendre et à protéger sa souveraineté. Bien que favorables à des investissements visant à restructurer et à réarmer les FAC, plusieurs participants estimaient important que le gouvernement fédéral fournisse de l'information précise et détaillée concernant les domaines auxquels les investissements étaient affectés au sein des forces armées, ainsi que la part de ces dépenses qui serait consacrée à des entreprises et à des entrepreneurs canadiens. Parmi le plus petit nombre de participants qui s'opposaient à ce que le gouvernement fédéral réalise ces

investissements, on était d'avis que le montant de 82 millions de dollars était trop élevé et que le gouvernement fédéral devait plutôt affecter une partie ou la totalité de ces fonds à d'autres priorités, dont le logement et l'aide financière accordée aux Canadiens pour faire face au coût de la vie.

Après s'être vu informer que (comme l'indiquaient un certain nombre d'initiatives énumérées ci-dessus) que le gouvernement du Canada entendait consacrer des investissements aux infrastructures, notamment pour la construction ou l'agrandissement de ports et de voies ferrées, ainsi que pour la construction ou la réparation d'infrastructures destinées aux soins de santé, les participants ont exprimé un soutien massif à cette approche. À la question de savoir ce qu'ils choisiraient entre investir dans des infrastructures portuaires et ferroviaires ou dans des infrastructures liées aux soins de santé, la quasi-totalité des participants était d'avis que les soins de santé constituaient le secteur le plus important dans lequel le gouvernement fédéral devait investir. Bon nombre d'entre eux estimaient que, même si ces deux domaines devaient être prioritaires, les investissements visant à améliorer et à développer les capacités des systèmes de santé provinciaux et territoriaux auraient probablement des retombées positives dans la vie et quant au bien-être général des Canadiens partout au pays, et étaient par conséquent d'avis que cela constituait la priorité la plus importante sur laquelle le gouvernement fédéral devait se focaliser. Un certain nombre d'entre eux avaient espoir que ces investissements contribuent à apporter des solutions aux problèmes liés aux systèmes de soins de santé auxquels ils avaient personnellement été confrontés, dont les longs temps d'attente avant de pouvoir obtenir des soins primaires et d'urgence et les difficultés rencontrées pour trouver un médecin de famille ou obtenir un rendez-vous avec des spécialistes dans leur région. Parmi le petit nombre de participants estimant qu'il était plus important que le gouvernement fédéral investisse dans des infrastructures liées au commerce et au transport, on était d'avis que cette mesure aurait d'importantes retombées positives pour l'économie canadienne dans son ensemble et renforcerait probablement la position du Canada sur la scène commerciale mondiale à l'avenir.

Discutant de la question de savoir s'ils s'attendaient à ce qu'il y ait des retombées locales résultant d'investissements en infrastructure réalisés à l'extérieur de leur collectivité ou de leur province, un grand nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux estimaient que tout investissement visant à améliorer les soins de santé et les infrastructures économiques à l'échelle nationale contribuerait à accroître la productivité globale et le bien-être de la population en général, ce qui, à long terme, renforcerait le Canada tant sur le plan économique que social.

Invités à faire part de leurs impressions initiales concernant la Stratégie de compétitivité climatique mise en œuvre par le gouvernement du Canada et axée sur des méthodes de construction durables privilégiant des énergies, des moyens de transports, des habitations et des normes de fabrication à faibles émissions, bon nombre de participants estimaient que cette mesure constituait un pas dans la bonne direction. Un certain nombre d'entre eux étaient toutefois d'avis que de l'information plus détaillée concernant les mesures que le gouvernement fédéral entendait prendre dans le cadre de cette stratégie serait nécessaire avant de pouvoir déterminer si cette approche serait efficace pour protéger l'environnement et atténuer ses effets du changement climatique. Quelques participants étaient d'avis que, bien qu'il soit utile de mettre en place une telle stratégie, il était essentiel que le gouvernement fédéral fasse preuve d'une plus grande urgence dans ses efforts pour réduire la

quantité globale d'émissions de carbone produites au Canada, en particulier compte tenu des effets à long terme du changement climatique qu'ils percevaient comme constituant une menace existentielle.

Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait en outre indiqué envisager d'investir dans la construction de gazoducs et d'oléoducs, et notamment dans un nouvel oléoduc pour acheminer du pétrole de l'Alberta jusqu'à la côte ouest, on a demandé aux participants ce qu'ils pensaient de cette approche. Tout compte fait, les participants s'étant prononcés en faveur de la construction de nouveaux oléoducs et gazoducs étaient plus nombreux que ceux ayant exprimé une opinion différente, et plusieurs d'entre eux estimaient que ce type d'initiative aurait un impact positif à long terme sur la vigueur de l'économie canadienne. Un certain nombre de participants étaient d'avis qu'outre la construction de pipelines supplémentaires, le gouvernement fédéral devait prendre des mesures pour accroître la capacité du Canada à raffiner son pétrole au pays. Parmi ces participants, on estimait que l'adoption de cette mesure contribuerait à l'avenir à consolider la position du Canada en tant que leader sur le marché mondial de l'énergie et à réduire les coûts énergétiques dans l'intérêt des Canadiens. Parmi le plus petit nombre de participants étant moins en faveur de construire de nouveaux pipelines, des préoccupations ont été soulevées concernant les répercussions négatives que des projets de ce type pourraient avoir sur l'environnement. Quelques-uns d'entre eux s'inquiétaient également de savoir si le processus d'élaboration et d'approbation de ces pipelines prévoirait une consultation suffisante auprès des principaux intervenants, dont les peuples autochtones résidant sur des terres ou à proximité de terres où ses projets seraient réalisés. Si plusieurs d'entre eux s'attendaient à ce que le développement et la vente de ressources gazières et pétrolifères joue à l'avenir un rôle important dans le renforcement de l'économie, un certain nombre de participants estimaient qu'il était en outre important que le gouvernement fédéral investisse dans des technologies énergétiques propres et que telle était l'orientation que prendrait à terme le marché énergétique mondial.

Les participants des groupes composés d'immigrants récents résidant dans la région métropolitaine de Vancouver et de résidents de Terre-Neuve-et-Labrador se sont vu poser la question complémentaire de savoir quelles mesures prévues au budget, le cas échéant, auraient, à leur avis, une incidence sur leur situation financière personnelle ou celle de leur ménage. Se focalisant sur les initiatives qui, selon eux, auraient des retombées positives dans leur vie, un certain nombre de participants a réitéré qu'il était important que le gouvernement investisse dans les infrastructures de soins de santé, estimant que toute mesure prise en ce sens constituerait un pas dans la bonne direction. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que les nombreuses mesures budgétaires visant à renforcer l'économie canadienne (dont l'aménagement de ports et de chemins de fer et des investissements dans des domaines comme celui des minéraux critiques) entraîneraient, dans la mesure où elles s'avéreraient efficaces, des retombées positives quant à la situation financière de nombreux ménages canadiens, y compris le leur. Décrivant les éléments du budget qui, à leur avis, pourraient entraîner des répercussions négatives quant à leur situation financière, un certain nombre de participants se sont dit préoccupés par le coût financier de bon nombre des initiatives prévues au budget et ont exprimé des inquiétudes quant à l'augmentation de la dette nationale que cela pourrait entraîner. Quelques-uns d'entre eux ont également émis des inquiétudes quant à savoir si l'initiative visant à réduire les effectifs de la fonction publique fédérale de 368 000 qu'ils étaient en 2023-2024 à 330 000 d'ici la fin de 2028-2029

entraînerait la réduction ou la suppression de services fédéraux dont dépendent actuellement les Canadiens.

Grands projets d'infrastructure (résidents du Canada Atlantique, de l'Alberta, de la région de l'Estrie [Québec], de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu)

Les participants de cinq groupes ont pris part à des discussions portant sur de nombreux grands projets d'infrastructure qu'avait récemment annoncés le gouvernement fédéral. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du gouvernement fédéral en lien avec de grands projets d'infrastructure, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative, un certain nombre d'entre eux disant croire que le gouvernement avait annoncé une panoplie de nouveaux projets d'infrastructure dans le cadre du budget annuel qu'il avait déposé le 4 novembre 2025. Discutant d'initiatives précises dont ils avaient entendu parler, les participants ont dit croire que des projets prévoyant une exploitation accrue de minéraux critiques, l'aménagement d'une nouvelle installation nucléaire, la mise en œuvre d'un projet éolien au large des côtes du Canada atlantique ainsi que la tenue de pourparlers portant sur la construction d'un nouvel oléoduc et gazoduc depuis l'Alberta vers la Colombie-Britannique (C.-B.) avaient été annoncés.

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé une première série de cinq grands projets d'infrastructure à l'étude pour aider à transformer l'économie canadienne. Afin d'orienter ces projets, un nouveau Bureau des grands projets, dont le siège social est situé à Calgary, sera chargé d'accélérer leur réalisation en simplifiant et en accélérant les processus d'approbation réglementaires et en aidant ces projets à obtenir du financement.

Les participants se sont ensuite vu présenter les images suivantes fournissant de l'information au sujet des cinq grands projets d'infrastructure que le gouvernement du Canada avait récemment annoncés.

LNG Canada — phase 2 — Kitimat (Colombie-Britannique)



Ce projet doublerait la production de gaz naturel liquéfié de LNG Canada, ce qui en ferait la deuxième plus grande installation du genre au monde.

Nouveau projet nucléaire de Darlington — Clarington (Ontario)



Ce projet fera du Canada le premier pays du G7 à se doter d'un petit réacteur modulaire (PRM) opérationnel, fournissant une énergie propre à 300 000 foyers.

L'image ci-dessus montre deux projets d'infrastructures récemment annoncés. À gauche figure le projet LNG Canada - phase 2 à Kitimat (C.-B.). Sous le titre du projet figure l'image d'un site industriel avec une magnifique voie navigable et une chaîne de montagnes en arrière-plan. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet doublerait la production de gaz naturel liquéfié de LNG Canada, ce qui en ferait la deuxième plus grande installation du genre au monde ». À droite figure l'image du nouveau projet nucléaire de Darlington, à Clarington (Ontario). Sous le titre du projet figure l'image générée par ordinateur d'une élégante centrale blanc-argenté entourée d'une voie d'accès et de verdure. La centrale est située en bordure d'un vaste plan d'eau. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet fera du Canada le premier pays du G7 à se doter d'un petit réacteur modulaire (PRM) opérationnel, fournissant une énergie propre à 300 000 foyers » ;

Projet de terminal à conteneurs de Contrecœur — Montréal, Québec



Ce projet permettra d'augmenter la capacité de manutention de conteneurs du Port de Montréal d'environ 60 %.

Projet de mine de cuivre de Foran à McIlvenna Bay — Centre-Est de la Saskatchewan



Ce projet fournira du cuivre et du zinc afin de renforcer la position du Canada en tant que fournisseur mondial de minéraux critiques.

C'est également le premier projet de cuivre carboneutre au Canada.

Expansion de la mine Red Chris — Nord-Ouest de la Colombie-Britannique



Ce projet permettra de prolonger de plus de 10 ans la durée de vie de la mine, d'augmenter de plus de 15 % la production annuelle de cuivre au Canada.

L'image ci-dessus montre trois projets côte à côte. À gauche figure le projet de terminal à conteneurs de Contrecœur à Montréal (Québec). Sous le titre du projet figure l'image d'un port de commerce dans lequel on aperçoit un grand cargo en train d'être



chargé de conteneurs. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet permettrait d'augmenter la capacité de manutention de conteneurs du port de Montréal d'environ 60 % ». Au centre figure le projet de mine de cuivre de Foran à McIlvenna Bay, dans le centre-est de la Saskatchewan. L'image montre un projet minier, des camions et des bâtiments modulaires entourés de verdure et de voies navigables en arrière-plan. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet fournirait du cuivre et du zinc afin de consolider la position du Canada en tant que fournisseur mondial de minéraux critiques. C'est également le premier projet de cuivre carboneutre au Canada. » À droite figure le projet d'expansion de la mine Red Chris, dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique. L'image montre une mine à ciel ouvert dans une région montagneuse et boisée. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet permettra de prolonger de plus de 10 ans la durée de vie de la mine et d'augmenter de plus de 15 % de la production annuelle de cuivre au Canada. »

Faisant part de leurs réactions initiales, la quasi-totalité des participants estimait que l'approche adoptée par le gouvernement du Canada était la bonne, bon nombre d'entre eux s'attendant à ce que ces projets contribuent à renforcer l'économie tout en servant à créer de l'emploi dans de nombreuses régions du pays. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'en investissant dans ces projets, le gouvernement fédéral contribuerait à rendre le Canada à la fois plus autosuffisant sur le plan économique dans les années à venir et moins vulnérable aux fluctuations du commerce international et notamment aux tarifs douaniers imposés par les É.-U. sur une vaste gamme de produits canadiens. L'importance accrue qu'accorde actuellement le gouvernement canadien à l'exploitation de ressources naturelles, et notamment de minéraux essentiels, a particulièrement été applaudie par un certain nombre de participants estimant que le développement de ce secteur pourrait entraîner une croissance significative de l'économie canadienne à long terme. Quelques-uns d'entre eux estimaient également que les investissements visant à poursuivre le développement du nucléaire, dont ceux consacrés au nouveau projet nucléaire de Darlington à Clarington (Ontario), constituaient un pas dans la bonne direction. Parmi ces participants, on estimait que le nucléaire constituait une source d'énergie propre et renouvelable qui contribuerait à rendre l'électricité plus abordable au profit de nombreux ménages canadiens.

Lorsqu'on leur a demandé si de quelconques aspects de ces projets ou de cette approche leur déplaisaient, plusieurs d'entre eux ont exprimé des préoccupations quant à savoir si le fait de rationaliser la réalisation de ces grands projets, notamment en créant un Bureau des grands projets chargé d'en orienter la mise en œuvre, aurait pour effet de diminuer l'importance accordée à d'autres enjeux qu'ils jugeaient importants, dont l'impact de ces projets sur les milieux et écosystèmes environnants et la question de savoir si des consultations avaient été menées auprès d'autres intervenants importants, dont les peuples autochtones. Un certain nombre d'entre eux étaient également d'avis que plutôt que de se focaliser principalement sur des projets liés à des ressources naturelles, le gouvernement fédéral devrait également accorder une plus grande importance à l'essor du secteur informatique et technologique, ces participants estimant qu'il s'agissait d'un domaine émergent pouvant également servir de source pour la création d'emplois destinés aux travailleurs canadiens. Se focalisant sur l'initiative visant à agrandir la mine Red Chris dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique dans le but d'en prolonger la durée de vie de plus d'une décennie, certains participants se demandaient s'il ne serait pas plus efficace que le gouvernement fédéral se concentre sur le développement de nouveaux projets miniers, qui, selon eux, pourraient alors être exploités pendant beaucoup plus d'une décennie.

Les participants se sont ensuite vu informer qu'outre les projets mis en exergue ci-dessus, le gouvernement du Canada avait également annoncé six autres grands projets d'infrastructure visant à contribuer à la transformation de l'économie canadienne qu'il avait soumis à examen. En guise d'information supplémentaire, les participants se sont ensuite vu présenter ce qui suit :

La Ligne de transport d'électricité de la côte nord — Nord-ouest de la Colombie-Britannique



Ce projet relierait deux corridors énergétiques afin de fournir une électricité propre et peu coûteuse ainsi que de meilleures télécommunications aux communautés situées le long de la côte ouest.

Le Terminal de GNL Ksi Lisims — île Pearse, Colombie-Britannique



Dirigé par la Nation Nisga'a, le projet de terminal de GNL Ksi Lisims deviendra la deuxième plus vaste installation de GNL au Canada et l'une de celles qui, dans le monde, émettront le plus faible taux d'émissions une fois l'électrification complète terminée. En effet, son taux d'émission sera 94 % inférieur à la moyenne mondiale.

Le projet nickélique Crawford de la société Canada Nickel — Timmins, Ontario



Situé sur la deuxième plus vaste réserve de nickel au monde, le projet nickélique Crawford va produire du nickel de haute qualité et à faible teneur en carbone avec un potentiel d'empreinte carbone négative.

L'image suivante montre trois projets côte à côte. À gauche figure le projet de ligne de transport d'électricité de la côte nord, en Colombie-Britannique. L'image montre une ligne électrique traversant une forêt verdoyante à flanc de montagne, avec le texte suivant en dessous : « Ce projet relierait deux corridors énergétiques afin de fournir une électricité propre et peu coûteuse, ainsi que de meilleures télécommunications aux communautés situées le long de la côte ouest ». Au centre figure le projet de terminal de GNL Ksi Lisims situé à l'île Pearse (C.-B.). Sous le titre du projet figure l'image aérienne d'un terminal de GNL situé sur une pittoresque voie navigable au milieu d'une forêt verdoyante. Sous cette image figure le texte suivant : « Dirigé par la Nation Nisga'a, le projet de terminal de GNL Ksi Lisims deviendra la deuxième plus vaste installation de GNL au Canada et l'une de celles qui émettront le plus faible taux d'émissions au monde une fois son électrification complète terminée. En effet, son taux d'émission sera 94 % inférieur à la moyenne mondiale. » À droite figure le Projet nickélique Crawford de la société Canada Nickel à Timmins (Ontario). Sous le titre du projet figure l'image de deux bâtiments jaunes situés dans une zone défrichée au milieu d'une forêt verdoyante. Sous l'image figure le texte suivant : « Situé sur la deuxième plus vaste réserve de nickel au monde, le projet nickélique Crawford va produire du nickel de haute qualité et à faible teneur en carbone avec un potentiel d'empreinte carbone négative. »

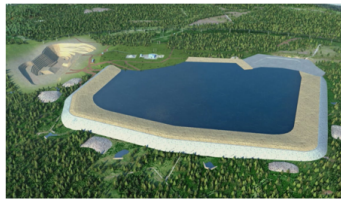


**La mine Matawinie de Nouveau
Monde Graphite — Saint-Michel-
des-Saints, Québec**



Cette mine de graphite à ciel ouvert fournira d'importantes composantes pour des applications de défense et les chaînes d'approvisionnement en batteries.

**La mine Sisson de Northcliff
Resources — Sisson Brook,
Nouveau-Brunswick**



La mine Sisson va produire du tungstène, un minéral critique essentiel à la fabrication d'acier à haute résistance mécanique, à la défense et à des applications industrielles.

**Le Projet hydroélectrique de la
Nunavut Nukkiqsautiit Corporation à
Iqaluit — Iqaluit, Nunavut**



Ce projet deviendrait le premier projet hydroélectrique au Nunavut entièrement dirigé par des Inuits, permettant ainsi à Iqaluit de ne plus dépendre des 15 millions de litres de diesel importés chaque année. Il contribuerait également à renforcer la souveraineté et la durabilité du Canada dans l'Arctique.

L'image suivante montre trois projets côte à côte. À gauche, la mine Matawinie de Nouveau Monde Graphite à Saint-Michel-des-Saints (Québec). Sous le titre de ce projet figure l'image d'une zone minière située au milieu d'une pittoresque forêt verdoyante. Sous l'image figure le texte suivant : « Cette mine de graphite à ciel ouvert fournira d'importantes composantes destinées à des applications de défense et à des chaînes d'approvisionnement en batteries. » Au centre figure la mine Sisson de Northcliff Resources située à Sisson Brook (Nouveau-Brunswick). Sous le titre figure l'image aérienne d'un plan d'eau entouré d'une zone aménagée avec quelques bâtiments à l'arrière-plan. L'ensemble du projet est entouré de forêt. Sous l'image figure le texte suivant : Cette mine produirait du tungstène, un minéral critique essentiel à la fabrication d'acier à haute résistance mécanique, à la défense et à d'autres applications industrielles. À droite figure le Projet hydroélectrique de la Nunavut Nukkiqsautiit Corporation situé à Iqaluit (Nunavut). Sous le titre du projet figure l'image d'une rivière tumultueuse d'un bleu vif, située dans une zone rocailleuse et aride, sous un ciel bleu parsemé de nuages. Sous cette image figure le texte suivant : « Ce projet deviendrait le premier projet hydroélectrique au Nunavut entièrement dirigé par des Inuits, permettant ainsi à Iqaluit de ne plus dépendre des 15 millions de litres de diesel importés chaque année. Il contribuerait également à renforcer la souveraineté et la durabilité du Canada dans l'Arctique. »

Dans l'ensemble, les réactions des participants ont, pour la plupart, été positives, bon nombre d'entre eux estimant que ces projets contribueraient à accroître l'activité économique dans de nombreuses régions du pays dans les années à venir. Plusieurs participants étaient d'avis que pour le gouvernement fédéral, il s'agissait là de domaines ou de secteurs économiques appropriés sur lesquels se concentrer, et un certain nombre d'entre eux ont réitéré l'importance de ce qu'ils percevaient comme étant les efforts déployés par ce dernier pour accroître le développement des ressources naturelles du Canada à l'avenir. À ce titre, un certain nombre d'entre eux ont salué la diversité des différentes ressources sur lesquelles on se focalisait, notamment dans le cadre de projets liés au gaz naturel liquéfié (GNL), à l'hydroélectricité et à l'exploitation de certains minéraux, dont le nickel, le graphite et le tungstène. Un grand nombre d'entre eux ont également salué le fait que plusieurs des initiatives figurant sur cette liste comprenaient un engagement à produire des émissions en quantité réduite ou nettes négatives, certains estimant que cela indiquait que la protection de l'environnement demeurerait une préoccupation importante pour le gouvernement du Canada dans les années à venir.

Se focalisant sur des projets en particulier, plusieurs participants ont tenu des propos favorables concernant le projet hydroélectrique Iqaluit Nukkiqsautiit, à Iqaluit (Nunavut), un certain nombre

d'entre eux louant tout particulièrement le fait que ce projet appartienne entièrement à des Inuits du Nunavut. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que ce projet contribuerait à accroître l'activité économique dans le Nord canadien et à protéger la souveraineté économique et territoriale du Canada dans la région. Les participants du groupe composé de résidents de la C.-B. se sont également dit favorables à la construction de la Ligne de transport d'électricité de la côte nord (LTECN) (C.-B.), un certain nombre d'entre eux s'attendant à ce que ce projet contribue à fournir de l'électricité propre et abordable et à améliorer les communications dans de nombreuses collectivités rurales et isolées de la province.

En discutant des questions ou préoccupations qu'ils avaient au sujet de cette série de projets, certains participants ont exprimé des inquiétudes quant aux dommages environnementaux que pourraient causer des projets comme celui de la mine Matawinie de Nouveau Monde Graphite à Saint-Michel-des-Saints (Québec), plusieurs d'entre eux estimant que des pratiques comme l'exploitation minière à ciel ouvert pourraient avoir un impact négatif considérable sur l'environnement et les écosystèmes environnants. Un petit nombre d'entre eux se demandaient également s'il y aurait suffisamment de travailleurs qualifiés pour réaliser tous ces projets (ainsi que ceux figurant dans la liste précédente) et pour en assurer la maintenance et l'exploitation une fois terminés. Bien que favorables à l'ensemble de ces initiatives, plusieurs participants du groupe composé de résidents du Canada atlantique ont exprimé des inquiétudes concernant ce qu'ils percevaient comme étant l'absence de projets entrepris dans leur région, faisant remarquer qu'il n'y en avait qu'un seul (la mine Sisson de Northcliff Resources) au Nouveau-Brunswick, et aucun dans les autres provinces avoisinantes. De même, tout en réagissant positivement à l'annonce selon laquelle le nouveau Bureau des grands projets serait situé à Calgary, plusieurs participants du groupe composé de résidents de l'Alberta ont exprimé leur déception quant au fait qu'aucun des projets de l'une ou l'autre groupe ne se déroulait dans leur province.

À l'exception de ceux du groupe composé de résidents de la Colombie-Britannique, les participants se sont vu poser la question de savoir ce qu'ils pensaient de cette combinaison de projets (c.-à-d. de la réunion de projets liés à l'exploitation minière, à l'hydroélectricité et au GNL) et s'ils estimaient que ces projets constituaient des investissements appropriés de la part du gouvernement du Canada. La quasi-totalité d'entre eux s'est déclarée en faveur cette approche, bon nombre d'entre eux estimant que ces projets présentaient un large éventail d'occasions et de voies potentielles permettant de renforcer l'économie canadienne. Plusieurs participants ont particulièrement loué la place importante accordée, selon eux, au développement de ressources et d'énergie dans bon nombre de ces projets, estimant que le Canada occupait une position particulièrement avantageuse dans ces domaines par rapport à ses homologues internationaux. Un certain nombre d'entre eux estimaient en outre que ces projets contribueraient à stimuler la création d'emplois destinés à des travailleurs canadiens dans un grand nombre de secteurs et de régions du pays. Discutant de la question de savoir s'il manquait, à leur avis, un type quelconque de projet à cette liste, les participants ont mentionné des projets dans un large éventail de domaines notamment liés au développement de sources d'énergies renouvelables comme l'énergie solaire et l'énergie éolienne ainsi que dans des secteurs comme ceux de l'acier, de la foresterie, des pêches et de la technologie informatique (incluant des initiatives liées à la cybersécurité). Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que des mesures supplémentaires devraient être prises pour augmenter les capacités du Canada à raffiner des matériaux et des

ressources telles que l'acier, l'aluminium et le pétrole à l'intérieur du pays, estimant que cela contribuerait à accroître l'autosuffisance économique globale du Canada et à réduire sa dépendance vis-à-vis d'autres pays en ce qui concerne ces processus. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le gouvernement aurait dû accorder une plus grande importance à des projets liés aux transports (et notamment à des réseaux ferroviaires à grande vitesse) qui augmenteraient la capacité des Canadiens à se déplacer dans le pays.

Les participants de tous les groupes se sont vu poser la question de savoir si un nouveau projet de pipeline aurait dû faire partie des initiatives énumérées ci-dessus. Dans l'ensemble, les participants ont exprimé des opinions partagées, la plupart de ceux résidant en Alberta et un petit nombre de ceux résidant au Canada atlantique étant favorables à ce type de projet, alors que relativement peu de participants du Québec et de la Colombie-Britannique étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait investir dans un nouveau pipeline. Parmi ceux qui étaient favorables à ce que le gouvernement fédéral inclue un nouveau pipeline dans sa liste de grands projets d'infrastructure, on était d'avis que le Canada disposait d'importantes ressources pétrolières et gazières qu'il pouvait extraire et vendre à ses partenaires commerciaux internationaux, et bon nombre d'entre eux estimaient que ces ressources étaient actuellement sous-exploitées. Dans cette optique, on était d'avis qu'un nouveau pipeline serait très utile au transport de pétrole et de gaz naturel vers des marchés internationaux. Parmi les participants n'étant pas d'avis qu'un nouveau pipeline constituait le genre de projet dans lequel il était approprié que le gouvernement du Canada investisse, plusieurs se disaient préoccupés par les répercussions négatives qu'un pipeline pourrait avoir sur l'environnement ainsi que par l'augmentation des émissions que serait, selon eux, susceptible d'entraîner une exploitation accrue de ressources pétrolifères et gazières.

Les participants du groupe composé de résidents de la Colombie-Britannique déclarant toucher un revenu faible ou modéré ont répondu à quelques questions complémentaires concernant un éventuel projet de pipeline. À la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant un éventuel oléoduc entre l'Alberta et la Colombie-Britannique, les participants ayant entendu parler de cette potentielle initiative étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui n'en avaient jamais eu vent. Parmi ceux qui avaient entendu parler du projet, plusieurs étaient d'avis que, bien que les gouvernements du Canada et de l'Alberta se soient entendus sur l'éventuelle mise en œuvre d'un nouveau projet de pipeline, le gouvernement de la Colombie-Britannique avait exprimé des préoccupations quant à savoir si ce pipeline serait autorisé à traverser sa province pour rejoindre la côte ouest du Canada. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler de la possibilité d'agrandir et d'optimiser davantage l'oléoduc Trans Mountain actuel qui s'étend entre Edmonton (Alberta), et Burnaby (Colombie-Britannique), seul un petit nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils penseraient d'une initiative de ce genre, plusieurs participants ont exprimé des inquiétudes quant aux potentielles répercussions environnementales associées à l'agrandissement du pipeline Trans Mountain, tandis que d'autres se demandaient si les gains en capacité qui découleraient de cet agrandissement surpasseraient les coûts économiques et environnementaux potentiels liés à la réalisation d'un projet de ce genre.

Les participants de ce groupe se sont vu informer que, si certains avaient suggéré que plutôt que de construire un nouveau pipeline de l'Alberta vers la C.-B., d'autres estimaient que le gouvernement du

Canada devait se focaliser sur l'agrandissement d'infrastructures existantes comme celle du pipeline Trans Mountain. À la question de savoir lequel de ces points de vue concordait le plus avec le leur (ou s'ils étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait entreprendre ces initiatives simultanément), les participants estimant qu'il était préférable d'investir dans la construction d'un nouveau pipeline étaient plus nombreux que ceux qui étaient en faveur d'agrandir un pipeline existant ou de faire les deux. Développant leur point de vue, plusieurs participants estimaient qu'un nouvel oléoduc serait probablement en mesure de transporter une quantité de pétrole nettement supérieure à celle d'un oléoduc existant agrandi et s'attendaient à ce qu'à long terme, une telle approche génère des retombées économiques plus importantes pour l'économie canadienne. On était également d'avis qu'un nouveau pipeline serait probablement construit avec des matériaux plus modernes et de plus haute qualité et qu'un plus grand nombre de normes de sécurité seraient probablement mises en place pour réduire les potentiels préjudices qu'il pourrait causer à l'environnement. Parmi le petit nombre de personnes estimant qu'il serait préférable d'agrandir un pipeline existant plutôt que d'en construire un nouveau, on estimait que cette approche serait probablement moins invasive sur le plan environnemental et plus rentable pour ce qui est d'augmenter la capacité du Canada à transporter ses ressources pétrolières et gazières vers des marchés mondiaux. Parmi les quelques participants estimant que le gouvernement devait donner suite à ces deux projets potentiels, on était d'avis que tant que la demande en pétrole et en gaz canadiens serait suffisante sur le marché mondial, cette approche entraînerait probablement les retombées les plus positives pour l'économie du pays dans les années à venir.

Les participants de tous les groupes se sont vu poser la question de savoir si, ensemble, ces deux projets contribueraient à atteindre l'objectif de renforcer la sécurité économique du Canada. Tout compte fait, la quasi-totalité des participants a répondu par l'affirmative, bon nombre d'entre eux réitérant que ces projets contribueraient à stimuler l'activité économique dans plusieurs régions du pays, à créer des emplois ainsi qu'à accroître l'autosuffisance économique globale du Canada dans les années à venir. On estimait que, bien qu'il faille probablement plusieurs années avant que bon nombre de ces projets voient le jour et à deviennent opérationnels, en investissant dès maintenant dans des domaines tels que les minéraux critiques, l'hydroélectricité, le nucléaire et le GNL (entre autres), le gouvernement fédéral prenait des mesures essentielles pour permettre à l'économie canadienne de connaître une croissance significative dans les années et les décennies à venir.

Relations Canada–États-Unis (Ontariens et Canadiens âgés de 50 ans et plus résidant au Canada atlantique, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador)

Les participants de cinq groupes ont pris part à des discussions portant sur les relations entre le Canada et les États-Unis et sur la réponse du gouvernement fédéral à la vaste gamme de tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur des importations canadiennes. À la question de savoir ce qu'ils avaient récemment vu, lu ou entendu au sujet des tarifs douaniers imposés par le gouvernement américain sur des marchandises transitant du Canada vers les États-Unis, bon nombre de participants ont répondu avoir l'impression que ces mesures avaient nui aux entreprises et aux travailleurs canadiens dans de nombreux secteurs, notamment ceux du bois d'œuvre, de l'acier, de l'aluminium, de la construction automobile et de la production cinématographique. Plusieurs d'entre eux estimaient que les tarifs douaniers avaient créé un climat d'incertitude considérable dans de nombreux secteurs dont les activités reposaient auparavant sur des échanges commerciaux étroits et intégrés avec les fabricants américains, et que cela avait d'ores et déjà entraîné le licenciement ou la réduction des horaires de travail d'un grand nombre de travailleurs canadiens. Un certain nombre de participants étaient d'avis que les tarifs douaniers avaient entraîné une hausse du prix des produits d'épicerie et d'autres biens importés des États-Unis, ce qui avait donné lieu à une augmentation accrue du coût de la vie au détriment de nombreux consommateurs canadiens.

À la question de savoir comment ils qualifieraient la gestion du gouvernement canadien quant à la situation commerciale avec les États-Unis, et si ce dernier était, selon eux, sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie, les participants étaient à peu près aussi nombreux à estimer que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie que ceux qui se disaient d'un autre avis, tandis que quelques autres d'entre eux avaient une opinion plus incertaine ou neutre. Parmi ceux qui étaient d'avis que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie quant à sa gestion de la situation commerciale entre le Canada et les États-Unis, les participants estimaient qu'il avait jusqu'ici su faire preuve d'efficacité en demeurant flexible et adaptable dans sa réponse aux tarifs douaniers américains et qu'il avait maintenu des relations cordiales avec l'administration américaine tout en cherchant à diversifier les relations commerciales du Canada avec d'autres partenaires mondiaux. Quelques-uns d'entre eux se souvenaient des efforts déployés par le gouvernement fédéral visant à éliminer les barrières commerciales internes entre les provinces et territoires du Canada et estimaient qu'il s'était agi d'un moyen efficace de renforcer l'économie canadienne en réponse aux perturbations persistantes du commerce entre le Canada et les É.-U.

Un certain nombre de participants parmi ceux qui estimaient que le gouvernement du Canada faisait fausse route en ce qui a trait à sa gestion de la situation commerciale avec les É.-U. ont mentionné ce



qu'ils percevaient comme étant des progrès insuffisants quant à ses négociations avec le gouvernement américain pour que ces tarifs douaniers soient réduits ou supprimés. Parmi ces participants, on estimait que, compte tenu des difficultés économiques importantes qu'entraînaient, selon eux, les tarifs douaniers pour les entreprises et les travailleurs canadiens, les responsables fédéraux devaient faire davantage pour trouver un moyen de collaborer avec les États-Unis et parvenir à un accord qui permettrait à terme de lever ces tarifs douaniers. D'autres avaient une opinion différente, estimant que, compte tenu de ce qu'ils percevaient comme étant le refus du gouvernement américain de supprimer ses tarifs douaniers, le gouvernement du Canada consacrait trop de temps à négocier avec les É.-U., et qu'il devait plutôt s'attacher à parvenir à de nouveaux accords commerciaux ou à l'élargissement d'accords existants. Un certain nombre de participants, parmi ceux qui avaient exprimé des opinions plus incertaines ou neutres, étaient d'avis qu'en raison de la nature sans cesse changeante de cette situation, il leur avait été difficile de déterminer si la réponse du gouvernement fédéral avait été efficace ou non.

Les participants se sont ensuite vu informer de ce qui suit :

Les États-Unis ont imposé des tarifs douaniers sur divers produits canadiens exportés aux États-Unis, notamment sur l'acier et l'aluminium, les pièces de véhicules automobiles et les produits énergétiques canadiens. Les produits répondant aux exigences de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) sont exemptés.

À la question de savoir quel était, selon eux, l'impact des tarifs douaniers sur l'économie canadienne, bon nombre de participants ont réitéré ce qu'ils considéraient comme les répercussions négatives des tarifs douaniers américains pour les travailleurs et les entreprises dans des secteurs comme ceux de l'acier, de l'aluminium et de la fabrication automobile, qui avaient été fortement dépendants du libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Plusieurs d'entre eux ont déclaré que les industries locales dans leurs collectivités respectives avaient subi les retombées négatives des tarifs douaniers, certains participants se souvenant avoir entendu parler de fermetures d'usines ou de sites industriels ou d'annulations de projets qui avaient entraîné des pertes d'emplois dans leur région. Un certain nombre d'entre eux avaient également l'impression qu'en raison de la hausse perçue des coûts à la consommation et de l'incertitude persistante concernant la durée d'application de ces tarifs douaniers, de nombreux consommateurs avaient réduit leurs dépenses discrétionnaires au cours de l'année écoulée, ce qui avait entraîné une nouvelle décroissance de l'activité économique et des recettes d'entreprises dans de nombreuses collectivités.

Discutant de la question de savoir s'ils estimaient possible que le gouvernement fédéral parvienne à un accord avec les États-Unis prévoyant la suppression totale de tous les tarifs récemment imposés, ou s'ils s'attendaient à ce qu'au moins certains tarifs demeurent en vigueur, peu de participants étaient d'avis qu'un tel accord puisse être conclu. De l'avis de la plupart des participants, les tarifs douaniers constituaient un élément important de la politique économique étrangère du gouvernement américain et, quelles que soient les mesures prises par le gouvernement canadien, il était peu probable que ces tarifs soient complètement levés dans un avenir prévisible. Dans cette optique, un certain nombre d'entre eux ont réitéré leur opinion selon laquelle il était important que, dans les années à venir, le

gouvernement fédéral continue de diversifier ses partenariats commerciaux avec d'autres alliés internationaux.

Prévention de la criminalité (résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité)

Les participants du groupe composé de résidents de la région du Grand Toronto (RGT) s'étant déclarés préoccupés par la criminalité ont fait part de leurs points de vue sur la sécurité communautaire ainsi que sur les mesures récemment prises par le gouvernement fédéral pour réduire la criminalité au Canada.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient des préoccupations concernant leur sécurité personnelle et celle de leur collectivité, plusieurs participants ont décrit ce qu'ils percevaient comme étant des problèmes croissants liés aux cambriolages et aux vols, à la consommation de plus en plus affichée de substances illicites dans des espaces publics et notamment dans les parcs, aux vols de voitures et à la sécurité en baisse dans les transports en commun, et notamment dans les autobus et les métros. Discutant de la question de savoir si la criminalité constituait, selon eux, un problème majeur, un problème mineur ou ne constituait pas vraiment un problème, plusieurs participants estimaient qu'il s'agissait d'un problème majeur, tandis qu'un nombre plus restreint d'entre eux considéraient qu'il s'agissait pour l'instant d'un problème de moindre importance.

Décrivant les types de crimes auxquels leurs collectivités étaient, selon eux, confrontées, bon nombre d'entre eux ont à nouveau mentionné les défis susmentionnés liés aux vols de biens, à l'usage de substances illicites et aux crimes commis dans les transports en commun, plusieurs participants citant également la prévalence croissante de la violence armée dans l'ensemble de la région du Grand Toronto au cours des dernières années. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que les enjeux que constituent la pauvreté, la toxicomanie et l'itinérance avaient été directement liés à la criminalité en hausse dans leur région, estimant qu'un nombre croissant de particuliers commettaient des crimes en désespoir de cause dans le but de satisfaire des besoins fondamentaux.

Discutant de la question de savoir s'ils étaient au courant des mesures prises par le gouvernement canadien ces dernières années en matière de contrôle des armes à feu, quelques participants ont mentionné des initiatives telles que l'interdiction de nombreux modèles d'armes à feu de type arme d'assaut ainsi que la mise en place d'un programme fédéral de rachat d'armes à feu. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler de mesures visant à étendre l'interdiction actuelle d'armes à feu de type armes d'assaut, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, et quelques-uns avaient l'impression que des mesures supplémentaires étaient prises pour interdire un plus large éventail d'armes à feu de type armes d'assaut à l'avenir. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

En 2020, le gouvernement a interdit plus de 1 500 marques et modèles d'armes à feu de style arme d'assaut. D'autres marques et modèles ont été ajoutés à la liste en décembre 2024, puis en mars 2025, portant le nombre total des marques et modèles interdits à plus de 2 500.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que l'interdiction de plus de 2 500 marques et modèles d'armes à feu de type arme d'assaut contribuerait à réduire la criminalité au Canada, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Dans le prolongement de leurs propos, plusieurs participants étaient d'avis que la plupart des crimes commis à l'aide d'armes à feu au Canada l'étaient par des individus qui s'étaient procuré ces armes illégalement. Par conséquent, on n'était pas d'avis que l'imposition de restrictions supplémentaires aux détenteurs d'armes à feu respectueux de la loi contribue à réduire la criminalité de manière efficace. Parmi le plus petit nombre de participants estimant que ces mesures contribueraient à réduire la criminalité au sein des collectivités canadiennes, quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que les armes à feu en tout genre devaient être interdites et considéraient que toute mesure visant à réduire le nombre d'armes à feu accessibles aux Canadiens constituait un pas dans la bonne direction.

Après s'être vu informer que dans le récent budget fédéral 2025 le gouvernement du Canada avait présenté un certain nombre de mesures qu'il entendait adopter pour lutter contre la criminalité au Canada, les participants se sont vu présenter une liste de certaines des mesures qui avaient été proposées, à savoir :

- *Protéger les frontières du Canada notamment grâce à des mesures visant à répondre aux menaces que constitue le trafic transfrontalier d'armes à feu et de drogues illicites, dont le fentanyl;*
- *Renforcer les forces de l'ordre fédérales, notamment en investissant afin d'embaucher du personnel supplémentaire au sein de la GRC pour faire respecter les lois et protéger les collectivités;*
- *Lancer une stratégie de réforme du cautionnement, visant à rendre les lois sur la mise en liberté sous caution plus strictes et les lois sur la détermination de la peine plus sévères pour les récidives et infractions violentes;*
- *Instaurer le Programme pour la sécurité communautaire du Canada visant à lutter contre la montée de la haine et des crimes motivés par la haine, afin de protéger les lieux de culte, les écoles et les centres communautaires.*

À la question de savoir s'ils avaient entendu parler de ces mesures avant de participer à cette discussion, la plupart des participants ont répondu par la négative, seul un petit nombre d'entre eux déclarant avoir entendu quelque chose à propos des initiatives visant à renforcer la sécurité frontalière du Canada. Discutant de la question de savoir si ces mesures pourraient apporter une amélioration concrète de leur propre vie ou celle des membres de leur collectivité, la quasi-totalité d'entre eux a répondu par l'affirmative.

Se prêtant à un exercice dans le cadre duquel la question leur a été posée de savoir laquelle ou lesquelles de ces mesures auraient, à leur avis, les répercussions les plus positives pour les Canadiens, bon nombre de participants ont choisi l'initiative visant à rendre les lois sur la mise en liberté sous caution plus strictes et les lois sur la détermination de la peine plus sévères pour les récidivistes et

auteurs d'infractions violentes. Parmi ceux qui avaient choisi cette mesure, on estimait qu'une part importante des crimes commis dans leur quartier l'étaient par des récidivistes et que le système en place était trop permissif quant à la mise en liberté de personnes se livrant à des activités criminelles à répétition. À ce titre, on estimait que cette mesure serait la plus efficace pour réduire le taux de criminalité dans la région du Grand Toronto et dans d'autres collectivités canadiennes.

Un nombre moins important d'entre eux ont respectivement choisi les mesures visant à renforcer la protection des frontières du Canada (notamment en réprimant la contrebande transfrontalière d'armes à feu et de substances illégales telles que le fentanyl) et à mettre en œuvre un Programme pour la sécurité communautaire du Canada afin de protéger les lieux de culte, les écoles ainsi que les centres communautaires. Parmi les participants estimant que la mesure visant à renforcer la protection frontalière du Canada serait la plus efficace, on était d'avis que cette initiative contribuerait à empêcher l'entrée d'armes à feu illégales et de substances illicites telles que le fentanyl au sein de collectivités, évitant ainsi de potentiels préjudices aux Canadiens. Les participants ayant sélectionné la mesure consistant à renforcer la protection des lieux de culte, des écoles et des centres communautaires estimaient que les crimes motivés par la haine et autres actes criminels à l'encontre de communautés vulnérables au Canada étaient à la hausse ces dernières années et que l'instauration d'un Programme pour la sécurité communautaire du Canada constituait une initiative importante pour remédier à cette situation. Aucun participant n'avait sélectionné la mesure visant à renforcer les forces de l'ordre fédérales, notamment en embauchant du personnel supplémentaire au sein de la GRC pour faire respecter les lois et assurer la protection des collectivités.

En se concentrant plus particulièrement sur l'initiative prévoyant le lancement d'une stratégie de réforme visant à rendre les lois sur la mise en liberté sous caution plus strictes et les peines plus sévères pour les récidivistes et les auteurs de crimes violents, les participants ont été informés que, si, de l'avis de certains, les règles au Canada ne sont pas assez strictes et qu'il est trop facile pour les individus ayant déjà commis des crimes violents d'obtenir une mise en liberté sous caution, d'autres pourraient dire que le fait de rendre les règles plus strictes ne ferait qu'augmenter la population carcérale, alors que de nombreuses prisons sont déjà en surcapacité, et qu'une autre solution est donc nécessaire. À la question de savoir quel point de vue correspondait, selon eux, le plus au leur, les participants s'accordaient tous à dire que les règlements actuels n'étaient pas assez stricts et que des mesures supplémentaires devaient être prises pour alourdir les sanctions imposées aux récidivistes.

Immigration (immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu)

Les participants de trois groupes ont tenu des discussions portant sur le système d'immigration canadien et le Plan des niveaux d'immigration 2026-2028 récemment annoncé. À la question de savoir

ce qu'ils avaient récemment vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement canadien en matière d'immigration, bon nombre d'entre eux avaient l'impression qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté (IRCC) avait annoncé une réduction du nombre de permis d'études qui seraient délivrés à des étudiants étrangers et de visas délivrés à des travailleurs étrangers temporaires (TET) au cours des prochaines années. Un certain nombre d'entre eux se souvenaient également d'avoir entendu dire que des restrictions supplémentaires seraient désormais imposées aux immigrants souhaitant parrainer leur conjoint et d'autres membres de leur famille afin qu'ils puissent venir vivre au Canada.

À la question de savoir comment ils décriraient l'état général actuel du système d'immigration canadien, un grand nombre de participants estimaient qu'il était surchargé, certains d'entre eux étant d'avis qu'il y avait un retard accumulé dans le traitement des demandes et que les ressources offertes pour venir en aide aux nouveaux arrivants et aux immigrants potentiels étaient insuffisantes. Plusieurs participants du groupe composé d'immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver ont indiqué avoir constaté l'excessive lourdeur administrative qui entravait le système d'immigration canadien et qu'il était difficile de s'y retrouver, un certain nombre d'entre eux se souvenant avoir connu de longs temps d'attente avant que leur propre demande d'immigration ne soit traitée. Un certain nombre de participants étaient d'avis que le taux d'immigration au Canada avait été trop élevé ces dernières années et que cela avait entraîné une concurrence accrue sur le marché du travail en plus de compliquer la tâche de nouveaux immigrants désireux de trouver un emploi et de commencer à se stabiliser financièrement.

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Dans le récent budget 2025, le gouvernement du Canada a annoncé son plan visant à :

- *Stabiliser les nouvelles admissions de résidents permanents de sorte qu'elles soient à moins de 1 % de la population canadienne après 2027. Cela comprend :*
 - *Une cible de 380 000 admissions de résidents permanents par année, ce qui représente une baisse par rapport aux 395 000 admissions en 2025 ;*
 - *L'augmentation de la proportion de migrants économiques de 59 % à 64 % dans le cadre de cet objectif global ;*
- *La réduction du nombre total de résidents temporaires à moins de 5 % de la population d'ici la fin de 2027, ce qui représente une baisse par rapport au pic de 7,6 % atteint en 2024 (à titre de comparaison, les résidents temporaires représentaient 3,3 % de la population canadienne en 2018). Cela comprend :*
 - *Une cible de 385 000 nouvelles admissions de résidents temporaires en 2026, ce qui représente une baisse par rapport aux 673 000 nouvelles admissions en 2025 ;*
 - *Une cible de 370 000 nouvelles admissions de résidents temporaires par année en 2027 et 2028.*

Faisant part de leurs réflexions initiales concernant le plan que le gouvernement du Canada avait annoncé en matière d'immigration, les participants ont exprimé des opinions diverses, un plus grand nombre d'entre eux réagissant positivement à ces mesures que ceux qui étaient d'un autre avis. Plusieurs d'entre eux estimaient que ces mesures constituaient un pas dans la bonne direction, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que le taux d'immigration anormalement élevé des dernières

années avait exercé une pression accrue sur le marché de l'emploi ainsi que dans d'importants secteurs, dont ceux des soins de santé et de l'éducation. Un certain nombre de participants étaient d'avis qu'outre ces mesures, une plus grande importance devait désormais être accordée à accueillir des immigrants possédant l'expérience et les compétences requises dans des secteurs à forte demande (comme celui des soins de santé) et dans lesquels ils pourraient apporter une contribution immédiate. On estimait également que parallèlement aux mesures adoptées visant à stabiliser le nombre de nouvelles admissions à la résidence permanente (RP) au Canada, le gouvernement fédéral devait également s'efforcer de rationaliser et d'accélérer le traitement des demandes de particuliers vivant actuellement au pays en tant que résidents permanents et souhaitant obtenir la citoyenneté à part entière.

Parmi le plus petit nombre de participants dont les opinions concernant ce plan d'immigration étaient plus négatives ou incertaines, on s'inquiétait de l'impact que ces mesures pourraient avoir sur les personnes dont la demande d'immigration au Canada était en cours de traitement. À cet égard, plusieurs participants du groupe composé d'immigrants récents vivant dans la région métropolitaine de Vancouver ont exprimé des inquiétudes quant à l'impact que ces mesures pourraient avoir sur leurs propres demandes de résidence permanente ou de citoyenneté canadienne. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que ces changements apportés à la politique d'immigration avaient été quelque peu abrupts et estimaient que le gouvernement du Canada aurait dû réduire ses objectifs migratoires de façon plus graduelle afin de donner plus temps aux immigrants potentiels et actuels de s'ajuster.

En focalisant la discussion sur les résidents permanents plus particulièrement, on a demandé aux participants si la cible de 380 000 nouvelles demandes de résidence permanente par année fixée par le gouvernement fédéral leur semblait trop élevée, pas assez élevée ou à peu près convenable. Dans l'ensemble, les participants estimant que ce nombre était trop élevé étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui étaient d'avis que le nombre de 380 000 nouvelles demandes de RP constituait un montant à peu près convenable. Très peu d'entre eux étaient d'avis que ce nombre était trop faible. Parmi les participants jugeant le nombre de 380 000 trop élevé, on était d'avis qu'en raison du taux d'immigration au Canada qu'ils percevaient étant exceptionnellement élevé depuis quelques années, il serait nécessaire de réduire considérablement le nombre d'admissions de résidents permanents approuvées au cours des prochaines années afin de permettre à des secteurs comme ceux du logement, de l'emploi et des soins de santé de se mettre à niveau quant aux besoins de la population canadienne existante. Parmi ceux qui estimaient que ce nombre de nouvelles admissions à la résidence permanente était à peu près convenable, on était d'avis que les immigrants jouaient un rôle important au sein de l'économie canadienne et qu'en réduisant le nombre de nouveaux résidents permanents à moins de 1 % de la population, le gouvernement fédéral réalisait un bon équilibre en stabilisant le taux d'immigration tout en continuant à mettre à profit les avantages économiques que généraient, selon eux, les nouveaux résidents permanents. Les quelques participants pour qui ce nombre était trop faible étaient d'avis qu'au vu du vieillissement de la population active canadienne et du grand nombre de travailleurs appelés à prendre leur retraite au cours des prochaines années, il était important que le gouvernement du Canada continue d'approuver chaque année un nombre important de nouvelles demandes de résidence permanente afin de soutenir la croissance économique.

Discutant de ce qu'ils pensaient du plan du gouvernement du Canada consistant à augmenter la proportion de migrants économiques de 59 % à 64 % dans le cadre de cet objectif global d'admissions à la RP, la plupart des participants l'ont favorablement accueilli, estimant qu'un virage vers une cible davantage centrée sur la migration économique pourrait contribuer à renforcer l'économie canadienne. On était d'avis que dans l'éventualité où certains de ces immigrants créeraient des entreprises au Canada et embaucheraient des travailleurs canadiens, cette mesure pourrait contribuer à stimuler le marché de l'emploi dans les années à venir. S'ils étaient également en faveur d'accorder une plus grande importance à l'accueil de migrants économiques, un certain nombre de participants du groupe composé d'immigrants résidant dans la région métropolitaine de Vancouver craignaient que cette mesure compromette les chances des personnes vivant déjà au Canada et cherchant à obtenir le statut de résidents permanents, mais ne relevant peut-être pas de cette catégorie, de voir leur candidature retenue. Dans cette optique, un certain nombre d'entre eux estimaient que de plus amples précisions étaient nécessaires pour définir quels étaient les critères permettant de déterminer qu'un particulier est considéré « migrant économique », et en quoi ces critères diffèrent de ceux qui s'appliquent à d'autres voies d'accès à la résidence permanente.

À la question de savoir ce qu'ils pensaient du projet du gouvernement fédéral visant à réduire le nombre total de résidents temporaires vivant au Canada, notamment en fixant un objectif de 385 000 nouvelles admissions de résidents temporaires en 2026 (contre 673 650 en 2025), avec une nouvelle réduction à 370 000 admissions par an en 2027 et 2028, les réactions des participants ont pour la plupart été positives. Bon nombre d'entre eux estimaient que l'adoption de cette mesure était le signe que le gouvernement du Canada accordait désormais davantage d'importance à l'accueil de particuliers susceptibles de contribuer à l'économie du pays et d'y investir à long terme et souhaitant s'y installer durablement, plutôt qu'à l'accueil de personnes cherchant à venir au Canada pour étudier ou travailler pendant une période limitée. Tout en en soutenant de cette mesure, quelques participants ont toutefois exprimé des inquiétudes quant à l'impact négatif qu'une réduction du nombre de résidents temporaires pourrait avoir dans certains secteurs comme dont celui de l'agriculture, qui, selon eux, dépendent fortement des TET pour une grande partie de leur main-d'œuvre.

Les participants se sont ensuite vu fournir de l'information détaillée sur les autres mesures prises par le gouvernement du Canada dans le cadre de son Plan des niveaux d'immigration 2026-2028, à savoir :

- *Une initiative ponctuelle visant à reconnaître les personnes protégées admissibles déjà au Canada comme résidents permanents au cours des deux prochaines années.*
- *Une mesure ponctuelle visant à accélérer la transition d'un maximum de 33 000 titulaires d'un permis de travail vers la résidence permanente en 2026 et 2027.*
- *Une collaboration avec les provinces et territoires afin d'améliorer et accélérer le processus de reconnaissance de titres de compétences étrangers en privilégiant les secteurs de la santé et de la construction.*
- *L'élaboration d'une Stratégie d'attraction des talents internationaux et d'un plan d'action connexe afin de répondre aux besoins stratégiques du marché et de stimuler l'innovation et la croissance au sein de nos secteurs et industries stratégiques, tout en respectant les cibles en matière d'immigration afin d'assurer le maintien d'un taux d'immigration viable.*

Discutant de la question de savoir si certaines des mesures figurant sur cette liste avaient retenu leur attention, un grand nombre d'entre eux ont mentionné l'initiative du gouvernement du Canada visant à collaborer avec les provinces et territoires afin d'améliorer et d'accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers. Plusieurs participants étaient d'avis qu'en instaurant cette mesure, le gouvernement aiderait de nouveaux immigrants à se trouver plus rapidement un emploi dans leurs domaines d'expertise après leur arrivée, certains d'entre eux estimant que cela pourrait s'avérer très utile pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre perçue comme étant généralisée dans des secteurs clés comme ceux des soins de santé et de la construction. Un certain nombre d'entre eux ont exprimé leur appui pour la Stratégie d'attraction des talents internationaux élaborée par le gouvernement fédéral, estimant que cette approche contribuerait à attirer un plus grand nombre de personnes qualifiées pouvant contribuer à l'économie canadienne et à promouvoir l'innovation et la croissance dans tout le pays. Les participants ont pour la plupart réagi de manière très positive à la mesure unique annoncée par le gouvernement du Canada visant à accélérer la transition d'un maximum de 33 000 titulaires de permis de travail vers la résidence permanente en 2026 et 2027. Parmi ceux qui s'étaient exprimés en faveur de cette mesure, on était d'avis qu'il s'agissait, pour le gouvernement du Canada, d'un moyen simple et logique de soutenir les travailleurs ayant apporté une contribution économique et sociale positive à leur collectivité et cherchant désormais à s'établir de façon permanente au Canada. Bien que généralement favorables à l'initiative visant à reconnaître les personnes protégées admissibles vivant au Canada comme étant des résidents permanents au cours des deux prochaines années, plusieurs participants se demandaient quelle était la définition du terme « personnes protégées » et à qui cette désignation s'appliquerait. Parmi ces participants, on estimait que davantage de précisions étaient nécessaires de la part du gouvernement fédéral à cet égard avant qu'ils puissent déterminer s'il s'agissait, pour ce dernier, de la bonne mesure à prendre.

À la question de savoir si l'une ou l'autre de ces mesures contribuerait de manière tangible à relever les défis économiques actuels du Canada, la quasi-totalité des participants a répondu par l'affirmative, plusieurs d'entre eux jugeant que, considérées dans leur globalité, ces mesures témoignaient d'une orientation judicieuse de la part du gouvernement fédéral en matière d'immigration. Plusieurs participants ont réitéré qu'il était important que le gouvernement du Canada rationalise le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, certains d'entre eux estimant que cette mesure contribuerait à améliorer la situation financière de nombreux nouveaux immigrants et profiterait à l'ensemble du pays, car elle permettrait à ces particuliers de mettre à profit leurs compétences et leur expertise.

À la question complémentaire de savoir ce qu'ils pensaient de l'initiative visant à instaurer une mesure unique qui accélérerait la transition de jusqu'à 33 000 titulaires de permis de travail vers la résidence permanente en 2026 et 2027, les participants du groupe composé d'immigrants récents vivant dans la région métropolitaine de Vancouver ont pour la plupart réagi de manière positive. Pour un certain nombre d'entre eux, cette mesure profiterait à de nombreux particuliers travaillant actuellement au Canada et attendant l'approbation de leur demande de résidence permanente, et motiverait de nombreux candidats à la résidence permanente à poursuivre leur démarche d'immigration.

Efficacité énergétique résidentielle

(résidents du Canada atlantique et de l'Alberta)

Les participants de deux groupes ont tenu des discussions portant sur l'efficacité énergétique résidentielle et les systèmes selon lesquels les cotes d'efficacité énergétique résidentielle sont calculées et communiquées aux propriétaires. Au début de ces discussions, il a été demandé aux participants s'ils étaient actuellement propriétaires d'une habitation et, dans l'affirmative, s'ils avaient l'intention de la rénover dans un avenir proche. Tout compte fait, le nombre de participants ayant déclaré être propriétaires était à peu près équivalent à celui des participants ne l'étant pas, et seuls quelques-uns d'entre eux ont indiqué avoir l'intention de rénover leur propriété. Lorsqu'on leur a demandé s'ils comptaient acheter ou vendre une propriété au cours de l'année à venir, aucun des participants n'avait l'intention de vendre sa propriété, tandis qu'un très petit nombre d'entre eux ont déclaré avoir l'intention d'en acheter une au cours de l'année à venir.

À la question de savoir s'ils étaient familiarisés avec le programme résidentiel ÉnerGuide du gouvernement fédéral, seul un petit nombre de participants a répondu par l'affirmative. Parmi ces derniers, on estimait que l'initiative ÉnerGuide fournissait de l'information aux propriétaires concernant l'efficacité énergétique de leur résidence et de leurs appareils ménagers ainsi que des recommandations pour rendre leur consommation d'énergie plus efficace à l'avenir. Quelques participants confondaient le programme ÉnerGuide résidentiel avec d'autres programmes, dont l'Initiative canadienne pour des maisons plus vertes, visant à offrir des subventions aux propriétaires pour les aider à rénover leurs demeures selon des normes écoénergétiques. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a mis en place un programme appelé ÉnerGuide dans le cadre duquel un conseiller en énergie se rend à votre domicile pour effectuer une évaluation visant à déterminer la quantité d'énergie que votre demeure consomme et à cerner les améliorations et rénovations qui pourraient contribuer à en accroître l'efficacité énergétique. Pour ce faire, le conseiller évalue les caractéristiques physiques de votre habitation, notamment le type de système de chauffage et le niveau d'isolation. Il se sert ensuite de ces renseignements pour calculer la cote d'efficacité énergétique de l'habitation, en se basant sur un ensemble d'hypothèses normalisées (comme le nombre d'occupants et le réglage des thermostats). Ces hypothèses ne refléteront pas toujours fidèlement le profil des occupants actuels et leur mode de consommation énergétique (par exemple, le nombre réel de personnes vivant dans le logement ou la température qu'ils préfèrent), mais elles permettent d'établir de meilleures comparaisons entre habitations. Une fois son évaluation terminée, le conseiller en énergie remet au propriétaire une étiquette indiquant la cote énergétique de l'habitation et un résumé de sa consommation d'énergie, ainsi qu'un rapport contenant des suggestions d'améliorations et de rénovations permettant de réaliser des économies d'énergie.

Discutant de la question de savoir si, après avoir pris connaissance de cette information ils se souvenaient d'avoir déjà entendu parler du programme ÉnerGuide, bien que quelques autres participants aient répondu par l'affirmative, la plupart d'entre eux se disaient toujours peu familiarisés avec cette initiative. Lorsqu'on leur a demandé si leur habitation avait déjà fait l'objet d'une évaluation

énergétique, seul un petit nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui avaient déjà obtenu une évaluation énergétique résidentielle, les participants dont l'habitation était de construction récente (construite au cours des dernières années) ont mentionné que ce type d'évaluation avait fait partie intégrante du processus de construction, tandis que d'autres ont dit croire que certains de leurs appareils électroménagers avaient été évalués et qu'une étiquette d'efficacité énergétique détaillant leur rendement énergétique leur avait été fournie.

À la question de savoir quels types d'habitations obtiendraient, à leur avis, une cote énergétique résidentielle satisfaisante, les participants ont énuméré une série de facteurs qui contribueraient à accroître l'efficacité énergétique d'une habitation. Bon nombre de participants estimaient que les habitations de construction plus récente obtiendraient probablement des cotes énergétiques plus satisfaisantes que celles d'habitations plus anciennes, plusieurs d'entre eux ayant le sentiment que toutes les habitations de construction récente au Canada étaient censées se conformer à une norme d'efficacité énergétique de base qui n'avait pas été en vigueur dans le passé. On estimait également que les habitations comportant des murs mitoyens, notamment les condominiums et les habitations en rangées, seraient probablement plus écoénergétiques que des habitations individuelles. Au nombre des autres facteurs qui, selon les participants, pourraient accroître l'efficacité énergétique d'une habitation, citons la présence ou non de caractéristiques telles que des vitres résistantes et thermiques, une meilleure isolation, des appareils électroménagers à haut rendement énergétique, des systèmes écoénergétiques tels que des thermopompes et des sources d'énergie renouvelable, comme des panneaux solaires. Décrivant les types d'habitations qui, selon eux, seraient susceptibles d'obtenir des cotes énergétiques résidentielles insatisfaisantes, plusieurs participants ont mentionné les habitations plus anciennes, les habitations préfabriquées ainsi que les habitations mobiles. On s'attendait également à ce que les habitations dont les systèmes de chauffage étaient plus anciens et moins efficaces et dans lesquelles des appareils électroménagers démodés étaient utilisés obtiennent des cotes énergétiques moins satisfaisantes que d'autres habitations plus modernes à ces égards.

Discutant des facteurs qui leur semblaient les plus importants à prendre en compte pour déterminer la cote énergétique d'une habitation, un grand nombre d'entre eux estimaient que la capacité d'une habitation à limiter les déperditions thermiques (par exemple grâce à une isolation suffisante et à des vitrages résistants) était essentielle à son efficacité énergétique globale. Plusieurs participants s'attendaient également à ce que l'efficacité énergétique des appareils électroménagers, l'âge de l'habitation et le type de système de chauffage et de climatisation utilisés constituent des facteurs importants qu'il convient de prendre en compte au moment de calculer la cote énergétique d'une habitation. Les participants étaient également d'avis que la taille de l'habitation constituait un facteur important dans le calcul de l'efficacité énergétique résidentielle, un certain nombre d'entre eux s'attendant à ce qu'une plus grande quantité d'énergie soient requise pour chauffer ou climatiser des habitations plus spacieuses comparativement à des habitations de plus petite taille. Parmi les autres aspects, qui, selon les participants, pourraient influencer le calcul de la cote d'efficacité énergétique d'une habitation, mentionnons la question de savoir s'il s'agit d'une habitation individuelle ou d'une habitation attenante (comportant des murs mitoyens), ainsi que sa situation géographique et le fait qu'elle soit située dans une région connaissant des températures extrêmement chaudes ou froides à certaines périodes de l'année.



Les participants ont ensuite été invités à imaginer deux habitations différentes dans leur région. La première était une habitation en rangée de petite taille comportant deux chambres à coucher traversée par des courants d'air, dont l'isolation des murs est insuffisante, dont les fenêtres ont tendance à se givrer lors de froides journées d'hiver et dont la chaudière aurait dû être remplacée depuis longtemps. La deuxième était une habitation individuelle de grande taille comportant cinq chambres à coucher construite au cours de la dernière année à laquelle de l'isolation supplémentaire avait été ajoutée et dont la qualité des fenêtres avait été améliorée afin de garantir le confort de ses occupants par temps froid. À la question de savoir laquelle de ces deux habitations obtiendrait, à leur avis, la meilleure cote d'efficacité énergétique, tous les participants étaient d'avis que ce serait la deuxième habitation. Dans le prolongement de leurs propos, bon nombre d'entre eux avaient le sentiment que, ayant été construite au cours de la dernière année, la deuxième habitation serait vraisemblablement constituée de matériaux de meilleure qualité (notamment en ce qui concerne l'isolation, les fenêtres et les portes) et aurait également été assujettie à des normes modernes d'efficacité énergétique, ce qui la rendrait probablement beaucoup plus écoénergétique que la première habitation.

Invités à imaginer un scénario selon lequel les propriétaires des deux habitations décrites ci-dessus seraient amis, et constateraient, après avoir comparé leurs factures de services publics, qu'ils payaient des montants semblables et que, malgré le fait que l'habitation de construction plus ancienne soit mal isolée et que ses fenêtres ne soient pas étanches, elle consommait moins d'énergie (du fait qu'elle était plus petite que l'habitation de construction récente, qu'elle comportait moins de fenêtres et que certains de ses murs étaient mitoyens), les participants se sont vu poser la question de savoir si cette information modifiait leur opinion quant à savoir quelle habitation devrait recevoir la meilleure cote énergétique. Dans l'ensemble, aucun participant n'a déclaré avoir changé d'opinion, un certain nombre d'entre eux affirmant que ces informations avaient renforcé leur opinion selon laquelle la deuxième habitation était plus écoénergétique, étant donné que ses coûts de chauffage étaient à peu près identiques à ceux de la première habitation, bien qu'elle soit nettement plus grande.

À la question de savoir ce qu'ils souhaiteraient qu'une évaluation énergétique et un cote d'efficacité énergétique leur apprennent sur leur propre demeure, les participants ont fourni toute une gamme de réponses, notamment le niveau actuel d'efficacité énergétique de leur habitation, les moyens de la moderniser ou de la rénover pour en améliorer l'efficacité énergétique, ainsi que les économies qu'ils pourraient espérer réaliser (tant sur le plan de la consommation d'énergie que des coûts financiers) en procédant à ces améliorations. Quelques-uns d'entre eux estimaient qu'il serait utile que la cote énergétique résidentielle leur permette de comparer le rendement énergétique de leur habitation à celui d'autres habitations dans leurs régions respectives ayant la même superficie et le même âge.

Les participants se sont ensuite vu présenter l'information suivante :

Les cotes énergétiques fournissent des renseignements sur le rendement énergétique d'une habitation. Ces renseignements peuvent s'avérer utiles aux personnes envisageant l'achat d'une habitation ou la location, la vente ou la rénovation de leur habitation actuelle. La cote en tant que telle pourrait être présentée de différentes façons.

À titre d'exemple, elle pourrait se présenter comme suit :

- *Sous forme de mesure de la consommation énergétique annuelle exprimée en kilowattheures par mètre carré (quantité d'énergie consommée en un an par rapport à la surface de plancher de l'habitation) ou en gigajoules (quantité absolue d'énergie consommée en un an) ;*
- *Sous forme de cotation sur 10 ou sur 100 ;*
- *Sous forme de cotation alphabétique de A à F.*

En discutant du type de cotation qui leur semblait le plus convivial ou utile, bon nombre des participants se sont dit favorables à l'idée de recevoir une mesure de la consommation énergétique annuelle, par exemple en kilowattheures (kWh) ou en gigajoules (GJ). Plusieurs d'entre eux estimaient que ce type d'approche leur fournirait un moyen simple et facile à comprendre de mesurer l'efficacité énergétique de leur habitation et de la comparer à celle d'autres habitations. On était également d'avis qu'en utilisant une unité de mesure standardisée telle que le kilowattheure ou le gigajoule, les propriétaires pourraient plus facilement comprendre combien d'énergie ils pourraient économiser en effectuant certaines améliorations énergétiques résidentielles, comme l'installation de panneaux solaires ou de thermopompes.

Plusieurs participants se sont également déclarés favorables à l'idée d'attribuer une note sur 100, estimant qu'il s'agissait d'un système simple et convivial, compréhensible par une grande majorité de propriétaires. Un certain nombre d'entre eux estimaient préférable d'utiliser une échelle sur 100 (plutôt que sur 10) et qu'une plage plus large permettrait d'obtenir des cotes énergétiques résidentielles et des conseils plus détaillés. Seuls quelques-uns d'entre eux ont positivement réagi à l'idée d'obtenir une cotation alphabétique de A à F, plusieurs participants estimant qu'une échelle de ce type serait trop vague et subjective pour qu'elle soit utile à la plupart des propriétaires. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que le système de cotation énergétique résidentielle le plus efficace comprendrait à la fois une mesure de la consommation d'énergie (en kilowattheure ou en gigajoules) et une cote sur 100 ou alphabétique, estimant que cette combinaison permettrait aux propriétaires d'obtenir une mesure concrète de la consommation énergétique de leur habitation ainsi qu'une cotation ou notation facilement compréhensible rendant compte de son efficacité énergétique globale.

Les participants se sont ensuite vu informer qu'une cote d'efficacité énergétique pourrait s'avérer utile pour :

- *Comparer le rendement énergétique de différentes habitations dans votre région ;*
- *Comparer le rendement énergétique de différentes habitations partout au Canada ;*
- *Vous aider à décider si vous investissez ou non dans des améliorations écoénergétiques.*

Lorsqu'on leur a demandé lequel de ces aspects, le cas échéant, ils souhaiteraient obtenir, bon nombre de participants étaient d'avis qu'ils seraient désireux de se servir d'une cote énergétique résidentielle pour les aider à décider s'ils devraient ou non investir dans des améliorations écoénergétiques et pour mieux comprendre quelles améliorations précises contribueraient le plus à accroître l'efficacité énergétique de leur habitation. Un plus petit nombre de participants ont exprimé le désir d'en savoir plus concernant le rendement énergétique de leur habitation par rapport à celui de différentes habitations dans leur région ou un peu partout au Canada, quelques-uns d'entre eux estimant que, pour les particuliers souhaitant acheter ou vendre une habitation, ce type de renseignements s'avérerait particulièrement utile.

Les participants se sont ensuite vu inviter à envisager différents types de comparatifs qui pourraient figurer sur une étiquette d'efficacité énergétique dans le but de fournir un cadre de référence aux propriétaires pour comprendre la cote d'efficacité énergétique de leur habitation. Le premier comparatif présenté aux participants évaluerait le rendement énergétique actuel de leur habitation par rapport à celui auquel ils pourraient s'attendre si leur habitation avait été construite aujourd'hui avec les mêmes matériaux isolants, le même système de chauffage et la même fenestration que ceux utilisés par les constructeurs pour des habitations de construction récente. La superficie, la forme et la situation géographique seraient les mêmes pour les deux habitations. Lorsqu'on leur a demandé si ce type de comparatif leur serait utile, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative, certains d'entre eux estimant que ces renseignements pourraient les aider à prendre des décisions éclairées quant aux améliorations à apporter à leur demeure. À la question de savoir comment ils réagiraient si la cote énergétique de leur habitation était similaire à celle de cette nouvelle habitation de référence, un certain nombre d'entre eux ont répondu que cela leur confirmerait que les mesures qu'ils avaient prises pour améliorer l'efficacité énergétique de leur habitation étaient les bonnes. Quant à savoir comment ils réagiraient si la cote d'efficacité énergétique de leur habitation était pire que celle de cette nouvelle habitation de référence, un certain nombre de participants étaient d'avis que cela les encouragerait à examiner de plus près les améliorations qu'ils pourraient à l'avenir apporter à leur habitation sur le plan énergétique afin d'améliorer leur cote.

Après s'être vu informer que l'un des comparatifs possibles consisterait à examiner l'efficacité énergétique de leur habitation actuelle par rapport à l'efficacité énergétique moyenne d'habitations de superficie et d'âge comparables dans leurs régions respectives, seul un petit nombre d'entre eux étaient d'avis que ce type de comparatif leur serait utile. Plusieurs participants estimaient que, même en ce qui concerne les habitations de superficie et d'âge similaires, un grand nombre de variables additionnelles (comme le nombre de personnes composant le ménage, les habitudes de consommation d'énergie et le temps passé à la maison) devaient être prises en compte pour établir une comparaison utile en matière d'efficacité énergétique résidentielle. Ainsi, un certain nombre d'entre eux estimaient qu'il serait difficile de créer une habitation moyenne de référence correspondant assez fidèlement à leur situation de vie personnelle pour qu'elle leur soit utile.

Discutant de ce que cela signifierait pour eux que la cote d'efficacité énergétique de leur habitation soit comparable à celle de cette habitation de référence semblable, la plupart des participants étaient d'avis que cela indiquerait qu'ils consommaient à peu près la même quantité d'énergie que d'autres habitations de même type dans leur région, plusieurs ont réitéré que d'autres facteurs et points de comparaison devraient être pris en compte pour que ce type de comparatif leur soit utile.

Lorsqu'on leur a demandé lequel de ces deux types de comparatifs (habitations construites selon de nouvelles normes de construction contre des habitations semblables dans la région des participants) était, à leur avis, le plus facile à comprendre ou leur serait le plus utile, presque tous les participants ont choisi les comparatifs fondés sur des habitations de construction récente. En développant leurs points de vues, plusieurs d'entre eux ont réitéré qu'étant donné leur impression selon laquelle les habitations nouvellement construites étaient probablement tenues de respecter des normes modernes en matière de construction et d'efficacité énergétique, ce type de comparatif permettrait probablement aux propriétaires de mieux comprendre les éléments les moins efficaces de leur habitation sur le plan énergétique par rapport à des constructions plus récentes, ainsi que les

améliorations potentielles pouvant être apportées pour améliorer la cote énergétique de leur demeure à l'avenir. Un petit nombre d'entre eux était d'un avis quelque peu différent, estimant que, pour les personnes vivant dans des habitations plus anciennes, les comparaisons avec des habitations de superficie ou d'âge similaire pourraient fournir de l'information plus précise aux propriétaires concernant le type de rénovations qui seraient rentables et qu'il serait réaliste d'entreprendre dans le cas d'habitations qui n'avaient pas été construites selon des normes modernes.

Mot-Symbole du gouvernement du Canada (résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la région de l'Estrie [Québec])

Les participants de quatre groupes ont participé à des discussions portant sur les symboles visuels et les signatures sonores utilisés par le gouvernement fédéral pour s'identifier. À la question de savoir comment ils s'y prenaient en général pour savoir qu'une information (fournie en ligne, à la télévision, sur papier, sur un panneau publicitaire ou ailleurs) provient du gouvernement du Canada, bon nombre de participants ont mentionné se fier à un symbole comportant le mot « Canada » ainsi qu'au drapeau canadien qui, selon eux, accompagne fréquemment les communications fédérales. Plusieurs d'entre eux ont également indiqué que l'information provenant du gouvernement fédéral mentionne expressément qu'il s'agit d'« un message du gouvernement du Canada » et encourageait le public à consulter des sites Web officiels du gouvernement pour en savoir plus. Si la plupart des participants étaient d'avis qu'il était en général facile de savoir si une information provenait du gouvernement du Canada, un certain nombre d'entre eux ont déclaré qu'ils compareraient probablement toute information obtenue de cette source à d'autres sources fiables afin de s'assurer de son exactitude et de vérifier qu'elle provient bel et bien du gouvernement. Quelques-uns d'entre eux se disaient préoccupés par ce qu'ils percevaient comme étant la présence croissante d'informations fausses ou inexactes en ligne provenant prétendument du gouvernement du Canada, et craignaient que ce problème ne soit exacerbé par la sophistication croissante d'outils numériques, comme l'intelligence artificielle (IA), capables de reproduire le style et le ton des communications fédérales.

Discutant de la question de savoir comment ils s'y prendraient pour déterminer qu'un message (diffusé à la radio ou à la télévision) provenait du gouvernement du Canada, plusieurs participants ont mentionné qu'ils se fieraient à une brève signature musicale entendue à la fin de chaque communication, ainsi qu'à une phrase d'accroche indiquant que le message leur avait été transmis par le gouvernement du Canada. Un certain nombre d'entre eux estimaient également que les messages audios du gouvernement fédéral transmettaient habituellement de l'information de manière claire et

succincte par le biais de narrateurs parlant sur un ton officiel indiquant au public qu'il était important d'y prêter attention.

Les participants se sont ensuite vu présenter une image du mot-symbole du gouvernement du Canada :



Ci-dessus, l'image du mot-symbole officiel du Canada. On y aperçoit le mot « Canada » en caractères noirs avec empattement, accompagné d'un petit drapeau canadien placé au-dessus du dernier « a ».

À la question de savoir s'ils avaient déjà vu ce symbole auparavant, très peu de participants ont répondu par l'affirmative. Ces derniers ont déclaré l'avoir aperçu à divers endroits, notamment en ligne, à la télévision, sur des bâtiments, dans des communications provenant de ministères et d'organismes tels que l'Agence du revenu du Canada (ARC) ou Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), dans des publicités pour les FAC et à des postes de contrôle de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) au moment d'entrer au pays.

En expliquant ce que ce symbole signifiait pour eux en général, plusieurs d'entre eux étaient portés à croire que les informations ou les communications associées à ce mot-symbole suscitaient habituellement en eux un sentiment de confiance et leur donnaient l'assurance que les informations fournies étaient fiables et provenaient d'une source officielle. On estimait également que la présence du mot-symbole indiquait que le message qu'il accompagnait s'adressait à tous les Canadiens, contrairement aux communications de gouvernements provinciaux et territoriaux et d'administrations municipales dont les publics sont plus ciblés. Discutant de la signification que revêtait ce symbole pour eux à titre personnel, plusieurs participants ont déclaré que ce logo suscitait en eux un sentiment d'appartenance et de fierté nationale. Si la plupart d'entre eux s'accordaient à dire que le mot-symbole suscitait généralement des pensées et des idées positives, un plus petit nombre de participants a déclaré avoir une opinion plus neutre de ce symbole, l'associant principalement à la bureaucratie et aux processus du gouvernement fédéral. Quelques-uns d'entre eux ont mentionné que la vue du mot-symbole pouvait parfois susciter en eux un sentiment d'angoisse, surtout lorsqu'il figurait sur de la correspondance provenant d'organismes comme l'ARC ou IRCC.

À la question de savoir pourquoi le gouvernement du Canada se servait, selon eux, de ce symbole dans le cadre de ses communications, la plupart des participants ont répondu qu'il s'agissait d'un indicateur visuel facilement reconnaissable signifiant aux Canadiens que l'information qu'il accompagnait provenait du gouvernement du Canada, était digne de confiance et importante. Discutant de la question de savoir où ils s'attendaient à voir ce symbole, les participants ont mentionné divers endroits, notamment sur des sites Web et sur les réseaux sociaux, à la télévision,

dans de la correspondance papier, sur des édifices ou dans des bureaux exploités par le gouvernement du Canada, dans des aéroports, et dans des publicités ou des communications relatives aux FAC. Lorsqu'on leur a demandé s'ils faisaient généralement confiance aux contenus accompagnés du mot-symbole et s'ils les considéreraient comme étant fiables, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois mentionné que même à la vue du mot-symbole, ils vérifieraient probablement la source de l'information (surtout si elle était publiée en ligne) afin de s'assurer que le message provient véritablement du gouvernement du Canada.

Les participants se sont ensuite vu présenter un enregistrement de la signature sonore du gouvernement du Canada :



Le clip audio fourni ci-dessus présente la signature sonore du gouvernement du Canada d'une durée approximative de 1,5 seconde et composé des quatre premières notes d'« Ô Canada ».

Lorsqu'on leur a demandé s'ils l'avaient déjà entendue, un grand nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, la plupart des participants déclarant l'avoir entendue sur des plateformes radiophoniques et télévisuelles. Quelques-uns d'entre eux se souvenaient également avoir entendu cette signature sonore à la fin d'alertes d'urgence ainsi qu'à la suite de diffusions publiques lors de situations d'urgence comme celle de la pandémie de COVID-19. Discutant de la question de savoir pourquoi le gouvernement se servait, selon eux, de cette signature musicale dans ces communications, plusieurs participants étaient d'avis que c'était pour capter l'attention du public et lui fournir une signature musicale reconnaissable confirmant que le message entendu provient d'une source officielle et pourrait avoir une importance à leurs yeux. Un certain nombre d'entre eux étaient portés à croire que le gouvernement fédéral utilisait cette signature musicale de façon constante depuis plusieurs décennies et que cette constance avait permis à de nombreux Canadiens de facilement reconnaître la signature audio dès qu'ils l'entendaient.

Campagne de publicité - grands projets (résidents du Canada atlantique, de l'Alberta et de la région de l'Estrie [Québec])

Les participants de trois groupes ont fait part de leurs points de vue concernant une publicité vidéo qui avait été conçue par le gouvernement du Canada dans le but de mettre en lumière les mesures qu'il entendait prendre pour mener à bien des projets d'infrastructure d'intérêt national au cours des prochaines années. La vidéo suivante a été présentée deux fois de suite aux participants.



La publicité vidéo ci-dessus est de 30 secondes et met en valeur les mesures que prend le gouvernement du Canada pour mener à bien des projets d'infrastructure d'intérêt national au cours des prochaines années. La vidéo commence par le plan d'un imposant pont enjambant un large canal, avec une voix hors champ prononçant les mots suivants : « *Nous sommes un pays de bâtisseurs* ». Ces mots apparaissent alors à l'écran en gros caractères blancs. Se superposant à des séquences d'archives en blanc et noir de la construction de la Voie maritime du Saint-Laurent, la voix hors champ prononce ensuite les mots suivants : « *Dans les années 1950, nous avons bâti la Voie maritime du Saint-Laurent* ». Apparaissent ensuite les plans de travailleurs canadiens des temps présents, de deux femmes vêtues de vestes traversant une usine, de travailleurs utilisant un chariot élévateur pour soulever des produits du bois dans un lieu de travail occupé ainsi qu'un gros cargo prenant le large avec le dialogue suivant : « *qui a créé de milliers d'emplois et envoyé plus de mille milliards de dollars de marchandises à l'international* ». On aperçoit ensuite un large bâtiment en cours de construction, avec deux grues en arrière-plan, la voix hors champ prononçant ensuite les mots suivants : « *C'est le temps de bâtir de nouveaux grands projets* », apparaissant également à l'écran en gros caractères blancs. Le narrateur prononce ensuite les mots suivants : « *Avec des travailleurs de la technologie, de l'acier et du bois canadien* » alors qu'apparaissent simultanément à l'écran les mots « *Travailleurs canadiens* », « *Technologie canadienne* », « *Acier canadien* », « *Bois canadien* » en gros caractères superposés à des images correspondant aux travailleurs et secteurs évoqués par le narrateur. On aperçoit ensuite un imposant drapeau canadien flottant au-dessus d'une ville et on entend les mots « *Nous serons notre meilleur client* ». On aperçoit une image du port de Vancouver et on entend la voix hors champ prononcer les mots : « *et augmenterons nos exportations.* » avant d'enchaîner avec l'image de deux enfants vus de dos dessinant avec des craies sur un trottoir, et les mots du narrateur suivants : « *Prenons notre avenir en main* ». On aperçoit un magnifique paysage urbain et on entend le narrateur dire : « *C'est le temps de bâtir* », ces mots apparaissant également à l'écran avant d'enchaîner avec l'image d'un drapeau canadien flottant au-dessus d'une ville et un superbe ciel bleu en arrière-plan avec le narrateur prononçant le mot « *une économie forte* » qui apparaît également à l'écran. La publicité vidéo prend fin avec le mot-symbole Canada (en blanc sur fond noir) et la voix hors champ prononçant les mots « *Un message du Gouvernement du Canada* », suivis de la signature musicale du gouvernement du Canada.

Les réactions des participants à cette publicité ont été unanimement positives, bon nombre d'entre eux louant le ton de la vidéo qu'ils jugeaient positif, optimiste et rassembleur. On estimait que cette publicité et l'importance qu'elle accordait à la réalisation de grands projets d'infrastructure et à la création de nouveaux emplois dans l'intérêt des Canadiens trouveraient un écho auprès d'un large public ans tout le pays. On était également d'avis qu'en adoptant cette approche, le gouvernement du Canada contribuerait à bâtir une économie plus forte et à accroître l'autosuffisance économique du pays au vu des difficultés qu'entraînent les tarifs douaniers américains. Plusieurs participants ont salué l'importance que la publicité accordait à l'histoire du Canada et aux initiatives d'intérêt national menées avec succès par le passé (telles que la construction de la Voie maritime du Saint-Laurent), estimant que cela encouragerait les Canadiens et leur donnerait l'assurance que le Canada serait à nouveau capable de mener à bien des projets d'envergure comme ceux-là à l'avenir. Un certain nombre d'entre eux ont également salué la mention expresse de secteurs comme ceux du bois d'œuvre et de l'acier qui était faite dans la publicité, estimant qu'il était important que le gouvernement fédéral souligne le rôle que les ressources et matériaux transformés du Canada jouerait dans la réalisation de ces projets d'infrastructure.

Décrivant ce qu'ils considéraient comme étant le message principal de cette publicité, bon nombre de participants étaient d'avis qu'elle visait à faire savoir aux Canadiens qu'au cours des prochaines années, le gouvernement fédéral prendrait des mesures déterminantes pour mener à bien de grands projets, accroître la résilience de l'économie canadienne et créer un grand nombre de nouveaux emplois dans l'intérêt de travailleurs partout au pays. Plusieurs d'entre eux estimaient également que la publicité

visait à rappeler au public canadien les réussites économiques historiques du Canada et à lui donner l'assurance que le gouvernement canadien s'attachait à mettre en œuvre de nouveaux grands projets et à bâtir un avenir économique plus solide pour tous les Canadiens dans les années à venir. Un certain nombre d'entre eux étaient également d'avis que cette publicité vidéo visait à faire savoir aux Canadiens que le gouvernement fédéral se donnait pour priorité d'accroître l'autonomie économique du Canada et qu'une plus grande importance serait désormais accordée à augmenter les capacités du pays à subvenir à ses propres besoins économiques plutôt que de dépendre de pays comme les États-Unis.

Se concentrant plus particulièrement sur la narration de la vidéo, la quasi-totalité des participants estimait que, pour la communication du message principal de la publicité, la voix hors champ du narrateur était convaincante, apaisante et efficace. Plusieurs d'entre eux estimaient que le dialogue était clair et concis et qu'il concordait bien avec le message général invitant à bâtir un Canada fort et à rallier les Canadiens autour d'objectifs économiques communs. Un certain nombre de participants estimaient également que la narration était en adéquation avec les images vidéo choisies pour la publicité et qu'elle contribuait à communiquer le message général de la publicité de manière efficace sans pour autant accabler le public et détourner son attention des images à l'écran.

À la question de savoir si, en voyant cette publicité sur un site Web, sur les réseaux sociaux ou à la télévision, elle retiendrait leur attention, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Un grand nombre d'entre eux ont affirmé qu'ils seraient immédiatement captivés par les images saisissantes illustrant des réalités passées et présentes du Canada, plusieurs affirmant également que, compte tenu de leur efficacité, la narration et la musique les inciteraient à se concentrer sur la publicité. Plusieurs ont émis des commentaires positifs concernant le ton de la publicité qu'ils ont qualifié d'inspirant et motivant, un certain nombre d'entre eux déclarant qu'après avoir vu cette publicité, ils seraient désireux de savoir comment s'impliquer personnellement pour bâtir un Canada plus fort.

À la question de savoir s'ils estimaient que certains éléments de la publicité prêtaient à confusion ou manquaient de clarté, tous les participants s'accordaient à dire que la vidéo était claire et facile à comprendre. Discutant de la question de savoir si une publicité comme celle-là les inciterait à consulter le site Web pour en savoir plus, un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux ont indiqué qu'ils seraient désireux d'obtenir plus de renseignements concernant les mesures que prenait le gouvernement du Canada pour renforcer l'économie, et un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'ils seraient particulièrement désireux d'en savoir plus sur les répercussions que pourraient avoir ces initiatives dans leur propre vie. Parmi les quelques participants n'étant pas d'avis que la publicité les inciterait à consulter le site Web, certains ont indiqué qu'ils consultaient rarement des sites Web gouvernementaux et ne croyaient pas que cette publicité-ci les inciterait à changer d'habitude. Un certain nombre de participants résidant en Alberta et en Estrie (Québec) ont exprimé une opinion plus nuancée, affirmant qu'ils ne consulteraient probablement le site Web que pour en savoir plus sur les projets en cours dans leurs régions respectives, tandis qu'un certain nombre de participants résidant au Canada atlantique était d'avis que le site Web ne les intéresserait que très peu, estimant que leur région y était sous-représentée.

Discutant de potentielles modifications pouvant être apportées à cette publicité afin de la rendre plus efficace, un certain nombre de participants estimaient qu'en complément de projets d'importance historique comme la Voie maritime du Saint-Laurent, des réalisations plus récentes devraient également être mises en valeur dans cette vidéo. On estimait que cela contribuerait à rendre la publicité plus percutante et mieux connue d'un plus grand nombre de Canadiens, dont ceux qui ne connaissaient peut-être pas grand-chose à la Voie maritime du Saint-Laurent et au rôle historique qu'elle a joué au Canada. On était également d'avis qu'il fallait davantage veiller à ce que toutes les grandes régions du pays soient représentées dans cette vidéo, certains estimant que cela contribuerait à susciter l'intérêt d'une plus grande audience pour cette publicité. Les participants ont en outre suggéré de rendre les éléments visuels de la publicité plus dynamiques et colorés, et d'inclure un lien ou un code QR dont les participants pourraient se servir pour consulter le site Web immédiatement après avoir visionné la vidéo, ainsi qu'une voix hors champ féminine (en plus de la voix hors champ masculine actuelle).

Annexes

Annexe A - Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HNE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
3	Mercredi 5 novembre	18 h-20 h	Montréal et Laval	Hommes de 50 ans et moins	MP
10	Jeudi 20 novembre	18 h-20 h	Région de l'Estrie	Population générale	MP
11	Mardi 25 novembre	18 h-20 h	Ville de Québec et ses environs	Population générale	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada.

Préférez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French ?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Français **CONTINUER**

Anglais **PASSER AU QUESTIONNAIRE ANGLAIS**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché	REMERCIER ET CONCLURE
Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité	REMERCIER ET CONCLURE
Un magazine ou un journal	REMERCIER ET CONCLURE
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial	REMERCIER ET CONCLURE
Un parti politique	REMERCIER ET CONCLURE
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	REMERCIER ET CONCLURE
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	REMERCIER ET CONCLURE
Une société d'État	DEMANDER Q1A
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

- 1a. **QUESTION À NE POSER QU'À CEUX QUI ONT INDIQUÉ TRAVAILLER POUR UNE SOCIÉTÉ D'ÉTAT** : Si vous le voulez bien, pouvez-vous nous dire pour quelle société d'État vous, ou un membre de votre foyer, avez travaillé au cours des cinq dernières années?

Banque du Canada	REMERCIER ET CONCLURE
Société canadienne d'hypothèques et de logement	REMERCIER ET CONCLURE
Toute autre société	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

- 1 b. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**

Non **CONTINUER**

2. Quelle est la langue officielle du Canada que vous parlez principalement aujourd'hui?

Anglais

REMERCIER ET CONCLURE

Français

CONTINUER

Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**

Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Montréal et Laval	Les villes peuvent notamment comprendre : Montréal, Laval ASSURER UN BON MÉLANGE.	CONTINUER – GROUPE 3
Région de l'Estrie	Les villes peuvent notamment comprendre : Sherbrooke, Granby, Magog, Cowansville, Bromont, Coaticook, Val-des-Sources, Lac-Mégantic ASSURER UN BON MÉLANGE.	CONTINUER – GROUPE 10
Ville de Québec et ses environs	Les villes peuvent notamment comprendre : Ville de Québec, Lévis, Île d'Orléans, Côte-de-Beaupré, Jacques-Cartier, Charlevoix. ASSURER UN BON MÉLANGE.	CONTINUER – GROUPE 12
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. [NE PAS DEMANDER] Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION**

Homme **CONTINUER**

Femme **SI GROUPE 3 – REMERCIER ET CONCLURE, CONTINUER TOUS LES AUTRES GROUPES POUR LES GROUPES 10 ET 12, ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.**

6. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	REMERCIER ET CONCLURE
18 à 24 ans	CONTINUER
25 à 29 ans	
30 à 34 ans	
35 à 44 ans	
45 à 49 ans	
50 ans ou plus	SI GROUPE 3 – REMERCIER ET CONCLURE CONTINUER TOUS LES AUTRES GROUPES
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE.

7. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

8. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**



9. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

10. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

11. Sur une échelle de 1 à 5 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

12. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

L'INTERVIEWEUR POUR DÉTERMINER SI DES AMÉNAGEMENTS PEUVENT ÊTRE APPORTÉS.

13. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**

Non **PASSER À LA Q.17**

14. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**

À plus de six mois, **CONTINUER**

15. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes **CONTINUER**

5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

16. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA.

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

17. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

- École primaire
- Études secondaires partielles
- Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
- Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
- Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
- Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
- Baccalauréat
- Diplôme d'études supérieur au baccalauréat
- RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

18. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2024 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	
100 000 \$ moins de 120 000 \$	
120 000 \$ à moins de 150 000 \$	
150 000 \$ ou plus	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	

ASSURER UN BON MÉLANGE.

19. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

- Blanc
- Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
- Chinois
- Noir
- Latino-américain
- Philippin
- Arabe
- Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
- Coréen ou japonais

Autochtone

Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Métier de la construction ou métier spécialisé

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services d'enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail

Services professionnels, scientifiques et techniques

Services publics

Soins de santé et assistance sociale

Transport et entreposage

Sans emploi

Aux études à temps plein

À la retraite

Autre situation ou autre secteur ; veuillez préciser :

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

21. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLUREE**



INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____
DATE DU RECRUTEMENT : _____

Questionnaire de recrutement anglais

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EST)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Tues, Nov 4 th	6:00-8:00 PM	6 h -8 h (EST) 7:00-9:00 PM (AST) 7:30-9:30 PM (NST)	Ontario and Atlantic Canada	Aged 50 and Older	DN
2	Tues, Nov 4 th	9:00-11:00 PM	6 h -8 h (PST)	British Columbia	Aged 18-49	TBW
4	Wed, Nov 5 th	7:00-9:00 PM	6 h -8 h (CST)	Urban Centres Manitoba & Saskatchewan	General Population	TBW
5	Mon, Nov 10 th	4:30-6 :30 PM	6:00-8:00 (NST)	Newfoundland & Labrador	General Population	DN
6	Wed, Nov 12 th	6 h -8 h	6 h -8 h (EST)	Greater Toronto Area	Concerned About Crime	DN
7	Thurs, Nov 13 th	9 h -11 h	6 h -8 h (PST)	Greater Vancouver Area	Recent Immigrants – Less Than 10 Years	TBW
8	Tues, Nov 18 th	5 h -7 h	6:00-8:00 (AST)	Atlantic Canada	General Population	DN
9	Wed, Nov 19 th	8 h -10 h	6 h -8 h (MST)	Alberta	General Population	DN
12	Tues, Nov 25 th	9 h -11 h	6 h -8 h (PST)	British Columbia	Low-to-Moderate Income Earners	TBW



Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. /Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? /Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**

French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm

THANK AND END

A marketing, branding, or advertising agency

THANK AND END

A magazine or newspaper

THANK AND END

A federal/provincial/territorial government department or agency

THANK AND END

A political party

THANK AND END

In public/media relations

THANK AND END

In radio/television

THANK AND END

A Crown Corporation

ASK Q1A

No, none of the above

CONTINUE

1a. ASK ONLY THOSE WHO SAY THEY WORK FOR A CROWN CORPORATION: If you don't mind sharing, which Crown corporation have you, or someone in your household worked for in the last 5 years?

Bank of Canada

Canadian Mortgage and Housing Corporation

All others

VOLUNTEERED Prefer not to answer

THANK AND END

THANK AND END

CONTINUE

THANK AND END IN ALL

LOCATIONS:

1 b. ASK ALL Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**

No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Ontario and Atlantic Canada	Cities and towns include (but are not limited to):	CONTINUE – GROUP 1
	<u>Ontario</u> Barrie, Brampton, Guelph, Hamilton, Kingston, Kitchener-Waterloo, London, Markham, Mississauga, Ottawa, Peterborough, Sarnia, Sudbury, Thunder Bay, Timmins, Toronto, Vaughan, Windsor	
	Atlantic Canada	
	<u>Newfoundland and Labrador:</u> St. John's, Corner Brook, Conception Bay, Mount Pearl, Labrador City, Grand Falls-Windsor, Paradise, Gander, Happy Valley-Goose Bay, Wabush	
	<u>Nova Scotia :</u> Halifax, Cape Breton, New Glasgow, Glace Bay, Truro	
	<u>New Brunswick:</u> Greater Moncton Area, Greater Saint John Area, Quispamsis – Rothesay, Dieppe, Miramichi, Edmundston, Fredericton, Saint John	
	<u>Prince Edward Island:</u> Charlottetown, Charlottetown Region	

	ENSURE A GOOD MIX.	
British Columbia	Cities could include (but are not limited to): Vancouver, Victoria, Kelowna, Kamloops, Chilliwack, Maple Ridge, New Westminster, Prince George, Courtenay, Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Nanaimo, Chilliwack, Vernon, Maple Ridge, New Westminster, Port Moody, Campbell River, Penticton. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 2 or GROUP 11
Urban Centres Manitoba and Saskatchewan	Cities could include (but are not limited to): <u>Saskatchewan</u> Saskatoon, Regina <u>Manitoba</u> Winnipeg, Brandon ENSURE A GOOD MIX.	CONTINUE – GROUP 4
Newfoundland and Labrador	Cities and towns include (but are not limited to): St. John's, Corner Brook, Conception Bay, Mount Pearl, Labrador City, Grand Falls-Windsor, Paradise, Gander, Happy Valley-Goose Bay, Wabush ENSURE A GOOD MIX.	CONTINUE – GROUP 5
Greater Toronto Area	Cities include (but are not limited to): City of Toronto, Durham (Ajax, Clarington, Brock, Oshawa, Pickering, Whitby), Halton (Burlington, Halton Hills, Oakville, Milton), Peel (Brampton, Caledon, Mississauga), York (Markham, Vaughan, Richmond Hill, Newmarket, Aurora, King) ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN 2 FROM THE CITY OF TORONTO OR PER REGIONAL MUNICIPALITY.	CONTINUE – GROUP 6
Greater Vancouver Area	Cities include (but are not limited to):	CONTINUE – GROUP 7

	Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission Hope, Maple Ridge, New Westminster, North Vancouver, Port Coquitlam, Port Moody ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY.	
Atlantic Canada	Cities/regions could include (but are not limited to): <u>Newfoundland and Labrador</u> : St. John's, Corner Brook, Conception Bay, Mount Pearl, Labrador City, Grand Falls-Windsor, Paradise, Gander, Happy Valley-Goose Bay, Wabush <u>Nova Scotia</u> : Halifax, Cape Breton, New Glasgow, Glace Bay, Truro <u>New Brunswick</u> : Greater Moncton Area, Greater Saint John Area, Quispamsis – Rothesay, Dieppe, Miramichi, Edmundston, Fredericton, Saint John <u>Prince Edward Island</u> : Charlottetown, Charlottetown Region ENSURE A GOOD MIX OF CITIES/REGIONS ACROSS PROVINCES. NO MORE THAN 3 FROM EACH PROVINCE.	CONTINUE – GROUP 8
Alberta	Cities/towns could include (but are not limited to): Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Wood Buffalo, Airdrie, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie ENSURE A GOOD MIX. NO MORE THAN 2 PER CITY.	CONTINUE – GROUP 9
VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END



3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE, THANK AND END.
18-24	IF GROUP 1 – THANK AND END
25-34	
35-49	ALL OTHERS CONTINUE
50-65	IF GROUP 2 – THANK AND END
65+	
[Volunteered] Prefer not to answer	THANK AND END

GROUP 1 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE AGED 50 YEARS AND OLDER. **GROUP 2** WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE AGED 18-49 YEARS. ENSURE A GOOD MIX IN ALL OTHER GROUPS.

4. **ASK ONLY GROUP 6** How would you describe your level of concern about crime in your community and more broadly across Canada?

Very concerned	CONTINUE
Somewhat concerned	CONTINUE
Indifferent	THANK AND END
Not very concerned	THANK AND END
Not at all concerned	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX OF VERY CONCERNED AND SOMEWHAT CONCERNED

- 4a. **ASK ONLY GROUP 6** In the past 5 years, would you say the level of crime in your community has ...

Increased	CONTINUE
Stayed about the same	THANK AND END
Decreased	THANK AND END
VOLUNTEERED Not Sure	THANK AND END

- 4 b. **ASK ONLY GROUP 6** What type of crime are you most concerned about?

Violent crime
Property crime
Petty crime

Hate crimes (based on gender, racial, or religious prejudice)

Fraudulent crimes

Other, please specify: _____

VOLUNTEERED Not sure

THANK AND END

VOLUNTEERED Preferred not to answer

THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX.

5. **ASK ONLY IF GROUP 7** Were you born in Canada?

Yes **THANK AND END**

No **CONTINUE TO Q5a.**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

- 5a. **ASK ONLY IF GROUP 7** How many years have you lived in Canada?

Less than 5 years	CONTINUE
5 years to less than 10 years	
10 to 20 years	THANK AND END
21 to 30 years	
31 or more years	
Don't know/Prefer not to answer	

6. Which of the following categories best describes your total household income in 2024? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	IF GROUP 11 = CONTINUE IF: ONE PERSON HOUSEHOLD ≤ \$40K, TWO PERSON HOUSEHOLD ≤ \$50K, OR 3+ PERSON HOUSEHOLD ≤ \$65K
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$50,000	
\$50,000 to just under \$65,000	
	ALL OTHER GROUPS = CONTINUE
\$65,000 to just under \$80,000	IF GROUP 11 = THANK AND END
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$125,000	
\$100,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	ALL OTHER GROUPS = CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

7. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** "a focus group consists of six to eight participants and one



moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined."

8. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

9. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam

10. **ASK ALL GROUPS** Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

11. **ASK ALL GROUPS** How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

12. **ASK ALL GROUPS** During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

INTERVIEWER TO ASCERTAIN WHETHER ACCESSIBILITY ACCOMMODATIONS CAN BE MADE.

13. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.17**

14. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

15. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups

CONTINUE

3-6 or more groups

THANK AND END

16. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

17. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

18. Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian

South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)

Chinese

Black

Latin American

Filipino

Arab

Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)

Korean or Japanese

Indigenous

Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

19. [DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.

Male	CONTINUE
------	-----------------



Female	CONTINUE
--------	-----------------

ENSURE A GOOD MIX.

20. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes. **CONTINUE TO INVITATION**

No. **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length, and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address :

You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.



THE
**STRATEGIC
COUNSEL**

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur français

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-10 minutes) — Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la région de l'Estrie (Québec), résidents de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu.

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - Où avez-vous vu, lu ou entendu cela?
- Résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver — Avez-vous entendu parler de l'économie ces derniers jours dans les journaux ou par le biais d'annonces du gouvernement fédéral?
 - (À MAIN LEVÉE) Et pour ce qui est du budget fédéral? Avez-vous entendu quoi que ce soit à ce sujet?

ÉCONOMIE (20-25 minutes) — Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Québec et des environs.

D'abord, j'aimerais parler de l'économie canadienne...

- Pour commencer, j'aimerais que vous pensiez à un mot que vous utiliseriez pour décrire ce que vous pensez de l'économie canadienne aujourd'hui. Il peut s'agir d'un mot à connotation positive, négative ou neutre.
 - LE MODÉRATEUR DEMANDERA À CHAQUE PARTICIPANT ET PARTICIPANTE : Quel mot avez-vous choisi et pourquoi l'avez-vous choisi?

- Quel enjeu économique vous préoccupe particulièrement du point de vue de son impact sur votre vie personnelle?
- Pensez-vous que l'économie canadienne va s'améliorer, se détériorer ou demeurer à peu près la même au cours de l'année à venir? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Et en ce qui vous concerne personnellement, pensez-vous que votre situation financière s'améliorera, se dégradera ou ne changera pas au cours de l'année à venir? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

PERFORMANCES ET PRIORITÉS/ÉCONOMIE (30 minutes) — Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu.

J'aimerais maintenant me concentrer un peu plus sur le gouvernement du Canada en général...

- Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien?
- Qu'est-ce que le gouvernement fédéral doit améliorer? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Quels sont, à votre avis, les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité?
 - Pourquoi ces enjeux sont-ils importants?
- Comment se porte, à votre avis, l'économie canadienne dans son ensemble? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - SI ON RÉPOND QUE L'ÉCONOMIE SE PORTE MAL, POSER LA QUESTION SUIVANTE : Que faudrait-il qu'il se passe pour que vous commenciez à être optimiste concernant l'économie canadienne?
- Pensez-vous que l'économie canadienne va s'améliorer, se détériorer ou demeurer à peu près la même au cours de l'année à venir? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Et en ce qui vous concerne personnellement, pensez-vous que votre situation financière s'améliorera, se dégradera ou ne changera pas au cours de l'année à venir? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Comment décririez-vous la performance du gouvernement du Canada en matière de gestion des enjeux économiques? Diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - Quels sont des exemples du travail effectué par le gouvernement fédéral pour traiter de l'économie?



- Quelles autres initiatives souhaiteriez-vous que prenne le gouvernement du Canada en ce qui concerne l'économie?

BUDGET – PREMIÈRES RÉACTIONS (5-15 minutes) — Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver.

- Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador — Avez-vous entendu parler de l'économie ces derniers jours dans les journaux ou par le biais d'annonces du gouvernement fédéral?
 - (À MAIN LEVÉE) Et pour ce qui est du budget fédéral? Avez-vous entendu quoi que ce soit à ce sujet?
- Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan — À MAIN LEVÉE : Y en a-t-il parmi vous qui ont regardé le discours du ministre des Finances sur le budget ou qui en ont vu des extraits dans les journaux télévisés ou les médias sociaux?

Greater Vancouver Area Recent Immigrants - Maintenant, j'aimerais que nous parlions davantage du budget du gouvernement du Canada.

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :

Chaque année, le gouvernement fédéral annonce un budget pour l'année à venir. C'est à cette occasion que le gouvernement décrit les investissements qu'il entend réaliser et les nouveaux programmes qu'il envisage de mettre en place. Le gouvernement fait également des projections concernant le déficit et l'évolution de l'économie. Le budget fédéral prévu pour cette année a été annoncé [aujourd'hui/hier/la semaine passée, le 4 novembre/la semaine passée].

(MODÉRATEUR : S'ils n'ont rien entendu au sujet du budget, il n'y a aucun inconvénient à ce qu'ils n'émettent pas de commentaires)

- Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan — Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit au sujet du budget fédéral de cette année? Vous pouvez réagir de manière générale au budget ou mentionner une mesure budgétaire précise dont vous vous souvenez.
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?



- Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan — Votre réaction générale au budget est-elle positive ou négative?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan — Y a-t-il des éléments précis du budget dont vous avez entendu parler et qui vous ont plu?
- Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan — Quel était, le cas échéant, le principal « message » ou « thème » du budget de cette année?
 - Était-il semblable aux budgets des années précédentes ou son thème était-il différent? En quoi était-il semblable ou différent?
- Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan — Y a-t-il quelque chose que vous auriez aimé voir figurer dans le budget et qui n'y figure pas?
- Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan — Y a-t-il un élément du budget qui pourrait avoir un impact sur votre situation financière personnelle ou celle de votre ménage, pour le meilleur ou pour le pire? Lequel?
- Résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver — Quelle est votre réaction générale au budget?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver — Y a-t-il une mesure contenue dans le budget dont vous vous souvenez plus particulièrement?
 - Qu'en pensez-vous?

BUDGET – MESURES PARTICULIÈRES (45 minutes) — Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de

Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver.

Résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité — J'aimerais maintenant passer des mesures budgétaires particulières visant à lutter contre la criminalité au budget du gouvernement du Canada de manière plus générale.

Résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité — Chaque année, le gouvernement fédéral annonce un budget pour l'année à venir. C'est à cette occasion que le gouvernement décrit les investissements qu'il entend réaliser et les nouveaux programmes qu'il envisage de mettre en place. Le gouvernement fait également des projections concernant le déficit et l'évolution de l'économie. Le budget fédéral prévu pour cette année a été annoncé la semaine passée.

Le budget comporte de nombreuses mesures particulières et je souhaite en évoquer les grandes lignes afin de recueillir vos réactions, même si c'est la première fois que vous en entendez parler.

Je vais vous montrer une liste de mesures annoncées dans le budget. Notez qu'il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de tout ce que contient le budget.

AFFICHER À L'ÉCRAN

- Prioriser les **fournisseurs et produits canadiens** pour les projets du gouvernement du Canada (la politique « Achetez canadien »).
- **Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans** — Créer un fonds avec 17 milliards de dollars pour aider avec des priorités comme les **infrastructures dans les secteurs du logement et des soins de santé**
- Investir 5 milliards \$ dans un **fonds consacré au secteur des soins de santé**, pour aider à bâtir et réparer des infrastructures comme des hôpitaux et des salles d'urgence
- **Réduire le nombre de fonctionnaires fédéraux** de 368 000 personnes en 2023-2024 à 330 000 d'ici la fin de 2028-2029
- Introduire une série **d'incitatifs fiscaux** pour aider des compagnies à faire des investissements (p. ex. : machinerie, technologie) pour **augmenter leur productivité** (« Superdéduction à la Productivité »)
- Investir 2 milliards \$ pour faire des investissements stratégiques dans des projets et compagnies de **minéraux critiques**
- Investir 5 milliards \$ pour **bâtir des infrastructures** (ex. : des ports, des chemins de fer) pour déplacer des produits canadiens vers des marchés internationaux
- **Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans** — Investir 1 milliard \$ dans de grands **projets de transport dans l'Arctique** afin de renforcer notre souveraineté

- Fournir 82 milliards de dollars sur cinq ans, qui serviront à **réinvestir pour rebâtir et réarmer les Forces armées canadiennes**
- **Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans** — Investir dans la **sécurité des frontières canadiennes** et engager 1000 nouveaux officiers pour augmenter la capacité et combattre différentes menaces incluant le crime organisé
- **Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans** — **Aider les compagnies** dans tous les secteurs et régions qui sont affectées par les tarifs à s'adapter, se diversifier, et grandir
- **Balancer les dépenses opérationnelles quotidiennes** du gouvernement avec les revenus d'ici l'année fiscale 2028-2029
- **Limiter le nombre de résidents temporaires** à moins de 5 % de la population canadienne après 2027
- **Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans** — **Limiter le nombre de nouveaux résidents permanents** à moins de 1 % de la population canadienne après 2027
- **Investir 150 millions dans Radio-Canada/CBC** en 2025-2026
- **Résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver** — Élaborer une nouvelle **stratégie de compétitivité climatique** s'inscrivant dans une démarche durable et mettant l'accent sur les énergies, les transports, le logement et la production à faibles émissions.
- **Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan** — **SONDAGE** : J'aimerais maintenant que vous sélectionniez les mesures qui auront, selon vous, l'impact le plus positif sur les Canadiens. Vous pouvez en choisir jusqu'à deux. Si vous jugez qu'aucune d'entre elles n'aura un impact positif, n'en sélectionnez aucune.

OPTIONS POUR LE SONDAGE

- **Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans** — Politique « Achetez canadien »
- **Hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan** — Adopter une politique d'achat de produits canadiens pour les projets du gouvernement du Canada
- **Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans** — Un fonds de 17 milliards \$ pour aider avec des priorités comme les infrastructures en logement et en santé.

- Investir 5 milliards \$ dans un fonds dans le domaine de santé, pour aider les provinces et territoires à bâtir et réparer des infrastructures
- Réduire le nombre de fonctionnaires fédéraux
- Introduire une série d'incitatifs fiscaux pour aider des compagnies à faire des investissements (ex. : machinerie, technologie)
- Effectuer des investissements stratégiques dans des projets et compagnies de minéraux critiques
- Construire des infrastructures telles que des ports et des chemins de fer qui déplacent les produits canadiens vers les marchés internationaux
- **Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans** — Investir 1 milliard \$ dans des projets de transport majeurs dans l'Arctique
- Fournir 82 milliards de dollars sur cinq ans, qui serviront à réinvestir pour rebâtir et réarmer les Forces armées canadiennes
- **Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans** — Investir dans la sécurité des frontières canadiennes et engager 1000 nouveaux officiers
- Limiter le nombre de résidents temporaires à moins de 5 % de la population canadienne après 2027
- **Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans** — Aider les compagnies dans tous les secteurs et régions qui sont affectées par les tarifs à s'adapter, se diversifier, et grandir
- Balancer les dépenses opérationnelles quotidiennes du gouvernement avec les revenus d'ici l'année fiscale 2028-2029
- **Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans** — Limiter le nombre de nouveaux résidents permanents à moins de 1 % de la population canadienne
- Investir 150 millions dans Radio-Canada/CBC en 2025-2026
- **Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan** — LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX : Pourquoi avez-vous choisi cette mesure?
- **Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan** — Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire?
- **Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan** — Pensez-vous que l'une ou l'autre de ces mesures vous aiderait à améliorer votre situation?

- Et la situation des Canadiens et des Canadiennes de façon plus générale?
- Résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver — Y a-t-il quelque chose dans cette liste qui vous interpelle particulièrement?
 - Pourquoi?
- Résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver — Y a-t-il des domaines auxquels le budget devrait accorder davantage d'importance?
 - QUESTION À POSER AU BESOIN : Devrait-il accorder une plus grande importance au logement? Et au coût de la vie?
- Résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver — Comme nous l'avons vu, le gouvernement du Canada a pour objectif d'augmenter les dépenses en matière de défense, notamment en consacrant 82 milliards de dollars sur cinq ans pour restructurer, réarmer et réinvestir dans les Forces armées canadiennes (FAC).
 - Que pensez-vous de ces investissements en matière de défense?
 - S'agit-il, selon vous, d'un domaine important sur lequel se concentrer? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver — Comme nous l'avons également vu, le gouvernement du Canada prévoit des investissements d'infrastructure, notamment dans les domaines portuaire et ferroviaire, ainsi que dans les soins de santé.
 - Quelles sont vos réflexions concernant ce type d'investissements d'infrastructure?
 - Si vous deviez choisir, à quelles infrastructures accorderiez la plus haute priorité : aux infrastructures portuaires et ferroviaires, ou aux infrastructures liées aux soins de santé? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Voyez-vous des avantages locaux à investir dans des infrastructures situées ailleurs que dans votre collectivité ou même ailleurs que dans votre province?
 - QUESTION À POSER AU BESOIN : Des investissements d'infrastructure ailleurs au Canada pourraient-ils, à votre avis, avantager l'économie locale ici? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

- **Résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver** — Quelles sont vos réflexions initiales concernant la stratégie de compétitivité climatique visant à favoriser des modes de construction durables?
 - Le budget accorde-t-il trop d'importance, pas assez d'importance ou une importance à peu près adéquate aux projets environnementaux et aux projets liés aux énergies propres?
- **Résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver** — Le gouvernement du Canada a indiqué qu'il envisagerait de construire davantage de pipelines, et notamment un nouvel oléoduc pour acheminer du pétrole de l'Alberta vers la côte ouest. Qu'en pensez-vous de cette idée?
 - Quand vous pensez au projet du gouvernement fédéral visant à introduire davantage de produits canadiens sur les marchés mondiaux, croyez-vous qu'il soit judicieux de construire davantage de pipelines, ou le Canada est-il, selon vous, capable de faire croître son économie sans exporter davantage de pétrole et de gaz? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver** — Y a-t-il un ou des éléments du budget qui pourraient impacter votre situation financière personnelle ou celle de votre ménage, que ce soit pour le meilleur ou pour le pire? Lequel ou lesquels?
 - Et qui pourraient impacter l'économie canadienne plus généralement?

MOT-SYMBOLE DU GOUVERNEMENT DU CANADA (20 minutes) — **Résidents de Terre-Neuve-et-Labrador, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité, immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de la région de l'Estrie (Québec).**

Changement de sujet...

- Lorsque vous remarquez des informations du gouvernement du Canada (en ligne, sur papier, sur des panneaux d'affichage, à la télévision, etc.), comment savez-vous qu'elles proviennent du gouvernement du Canada?
 - *Demander* : Est-il clair pour vous que ces informations proviennent du gouvernement du Canada? Pourquoi? Pourquoi pas?
 - *Si la réponse est négative, question supplémentaire* : Pouvez-vous me donner un exemple d'un cas où vous avez eu des doutes?
- Lorsque vous *entendez* de l'information, à la radio par exemple, comment savez-vous qu'elle

provient du gouvernement du Canada?

- *Demander* : Par quel média a-t-elle été diffusée? La radio? La télévision?
- *Demander* : Y a-t-il des énoncés ou des sons particuliers qui sont utilisés pour indiquer que l'information provient du gouvernement du Canada?

Affichez le mot-symbole « Canada » à l'écran

- Avez-vous déjà vu ce symbole? Si c'est le cas, où l'avez-vous vu?
- J'aimerais savoir ce que ce symbole signifie en général et ce qu'il signifie pour *vous* personnellement :
 - Pour commencer, que signifie ce symbole en général? Autre chose?
 - *Si ce n'est pas mentionné, poser la question suivante* : Selon vous, le mot-symbole représente-t-il le gouvernement du Canada? Pourquoi? Si vous n'êtes pas de cet avis, pourquoi ne l'êtes-vous pas?
 - Maintenant, que signifie ce symbole pour *vous*, personnellement?
 - *Demander, au besoin* :
 - À quoi avez-vous le plus tendance à associer ce symbole? Quels *sentiments* suscite-t-il en vous? Pourquoi?
 - Ce symbole crée-t-il des impressions ou des idées positives ou négatives? Pourquoi?
- Pourquoi pensez-vous que le gouvernement du Canada utilise ce symbole dans ses communications et ses échanges d'information?
- Où vous attendez-vous à ce que ce symbole soit affiché?
- *Si les mots CONFIANCE, CRÉDIBILITÉ, CERTITUDE n'ont pas déjà été mentionnés, demander* : Lorsque vous remarquez ce symbole, faites-vous confiance à l'information qui l'accompagne? Êtes-vous certain que l'information est crédible? Pourquoi? Si ce n'est pas le cas, pourquoi?

Faites jouer la signature musicale (les 4 premières notes du « Ô Canada »)

- Avez-vous déjà entendu cette signature musicale? Si c'est le cas, où?
- Le gouvernement du Canada utilise cette signature dans le cadre de ses communications. Pourquoi pensez-vous qu'il le fait?

RELATIONS CANADA-ÉTATS-UNIS, TARIFS DOUANIERS (20 minutes) — Ontariens et Canadiens de l'Atlantique âgés de 50 ans et plus, Britanno-Colombiens âgés de 18 à 49 ans, hommes âgés de 18 à 49 ans résidant à Montréal et à Laval, résidents de centres urbains du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador.

J'aimerais maintenant centrer notre discussion sur les relations entre le Canada et les États-Unis...

- Qu'avez-vous vu lu ou entendu au sujet des tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur les produits canadiens exportés aux États-Unis?
- Et comment évalueriez-vous le gouvernement du Canada concernant sa gestion de la situation commerciale avec les États-Unis? Est-il sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS : Les États-Unis ont imposé des tarifs douaniers sur divers produits canadiens importés aux États-Unis, notamment sur l'acier et l'aluminium, les pièces de véhicules automobiles et les produits énergétiques canadiens. Les produits répondant aux exigences de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) sont exemptés.

- Quels sont les impacts, le cas échéant, de ces tarifs sur l'économie canadienne?
 - Ces tarifs affectent-ils votre communauté?
- Pensez-vous qu'il sera possible de parvenir, avec les États-Unis, à un accord prévoyant la suppression totale de tous les tarifs douaniers récemment imposés, ou pensez-vous qu'au moins certains tarifs douaniers resteront en vigueur? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

CRIMINALITÉ (30 minutes) — Résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité.

J'aimerais maintenant centrer la discussion sur la façon dont le gouvernement du Canada compte s'y prendre pour s'attaquer au problème de la criminalité.

- Dans votre collectivité, avez-vous des préoccupations concernant votre sécurité?
- Dans votre collectivité, diriez-vous que la criminalité constitue un problème majeur, mineur ou qu'elle ne constitue pas vraiment un problème. Pourquoi?
 - SI UN PROBLÈME MAJEUR : Quels sont les problèmes auxquels votre collectivité est confrontée en matière de criminalité?
 - En quoi ces problèmes vous ont-ils impacté, le cas échéant?
- Êtes-vous au courant de quelconques initiatives que le gouvernement du Canada a prises au cours des dernières années en rapport avec le contrôle des armes à feu? Êtes-vous au courant de ce qu'il fait actuellement à cet égard?

- QUESTION À POSER AU BESOIN : Saviez-vous qu'il avait interdit un certain nombre de marques et de modèles d'armes à feu de style arme d'assaut?
 - QUESTION À POSER AU BESOIN : Saviez-vous qu'il avait ajouté d'autres modèles à la liste d'armes à feu de style arme d'assaut interdites?
- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Saviez-vous qu'il avait élargi l'interdiction d'armes à feu de style arme d'assaut?

LE MODÉRATEUR FOURNIRA LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :

En 2020, le gouvernement a interdit plus de 1 500 marques et modèles d'armes à feu de style arme d'assaut. D'autres marques et modèles ont été ajoutés à la liste en décembre 2024, puis en mars 2025, portant le nombre total des marques et modèles interdits à plus de 2 500.

- Y en a-t-il parmi vous qui ont entendu parler de ces mesures?
- Croyez-vous que l'interdiction de plus de 2 500 marques et modèles d'armes à feu de style arme d'assaut contribuera à réduire la criminalité au Canada? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

Dans le récent budget de 2025, le gouvernement du Canada a défini des moyens de remédier au problème de la criminalité. Nous allons passer en revue quelques-unes de ces mesures, mais notez qu'il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de tout ce qui, dans le budget, concerne la criminalité.

AFFICHER À L'ÉCRAN

- **Protéger les frontières du Canada**, grâce à des mesures visant à répondre aux menaces que constitue le trafic transfrontalier d'armes à feu et de drogues illicites, dont le fentanyl ;
 - Renforcement des forces de l'ordre fédérales, notamment en investissant afin **d'embaucher du personnel supplémentaire au sein de la GRC afin de faire respecter les lois et protéger les collectivités ;**
 - Lancement d'une stratégie de réforme du cautionnement, visant à **rendre les lois sur la mise en liberté sous caution plus strictes et les lois sur la détermination de la peine plus sévères** pour les récidives et infractions violentes ;
 - Instauration du Programme pour la sécurité communautaire du Canada visant à lutter contre la montée de la haine et des crimes motivés par la haine, afin de protéger les lieux de culte, les écoles et les centres communautaires.
- **SONDAGE :** J'aimerais maintenant que vous sélectionniez la mesure qui aurait, selon vous, l'impact le plus positif sur les Canadiens. Si vous estimez qu'aucune de ces mesures n'aura un impact positif, veuillez choisir « Aucune de ces mesures ».

- **Protéger les frontières du Canada**, notamment contre le trafic d'armes à feu et de drogues illicites ;
- **Embaucher du personnel supplémentaire** afin de faire respecter les lois et protéger les collectivités;
- **Rendre les lois sur la mise en liberté sous caution plus strictes et les lois sur la détermination de la peine plus sévères** pour les récidives et infractions violentes;
- **Protéger les lieux de culte, les écoles et les centres communautaires** contre les crimes motivés par la haine;
- **Aucune de ces réponses**

Le modérateur passera en revue les réponses choisies :

- Pourquoi avez-vous sélectionné cette mesure?
- Avez-vous entendu parler de ces mesures avant aujourd'hui?
- Pensez-vous que l'une ou l'autre de ces mesures puisse réellement avoir un impact positif sur vous ou les membres de votre collectivité?
 - SI OUI : Laquelle ou lesquelles. Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - SI NON : Quel type de mesure est nécessaire pour lutter contre la criminalité au sein de votre collectivité?
- En ce qui concerne le durcissement des lois sur la remise en liberté sous caution, certains estiment que les règles canadiennes ne sont pas assez strictes et qu'il est trop facile pour les personnes ayant commis des crimes violents dans le passé d'obtenir une remise en liberté sous caution. D'autres affirment que le renforcement des règles ne ferait qu'augmenter la surpopulation carcérale, alors que de nombreuses prisons sont déjà saturées, et qu'il faut donc trouver une autre solution. Quelle position se rapproche le plus de votre opinion à ce sujet?

IMMIGRATION (25-30 minutes) — Immigrants récents de la région métropolitaine de Vancouver, résidents de Québec et des environs, Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu.

J'aimerais maintenant centrer la discussion sur la façon dont le gouvernement du Canada gère le dossier de l'immigration.

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada et l'immigration?
- Comment décririez-vous l'état général actuel du système d'immigration au Canada?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Dans le récent budget 2025, le gouvernement du Canada a annoncé son plan visant à :

- Stabiliser les nouvelles admissions de résidents permanents de sorte qu'elles soient à moins de 1 % de la population canadienne après 2027. Cela comprend :
 - Une cible de 380 000 admissions de résidents permanents à atteindre par année, ce qui représente une baisse par rapport aux 395 000 admissions en 2025 ;
 - Une augmentation de la proportion des migrants économiques de 59 % à 64 % dans le cadre de cet objectif global.
- Réduire le nombre total de résidents temporaires à moins de 5 % de la population d'ici la fin de 2027, ce qui représente une baisse par rapport au pic de 7,6 % atteint en 2024 (à titre de comparaison, les résidents temporaires représentaient 3,3 % de la population canadienne en 2018). Cela comprend :
 - Une cible de 385 000 nouvelles admissions de résidents temporaires à atteindre en 2026, ce qui représente une baisse par rapport aux 673 650 nouvelles admissions en 2025 ;
 - Une cible de 370 000 nouvelles admissions de résidents temporaires à atteindre par année en 2027 et 2028.
- Quelles sont vos réflexions initiales concernant le plan d'immigration 2026-2028 proposé par le gouvernement du Canada?
- En pensant aux résidents permanents en particulier, le nombre de résidents permanents est-il selon vous trop élevé, pas assez élevé ou à peu près convenable? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Et que pensez-vous de l'idée d'augmenter la proportion d'immigrants économiques parmi ce nombre total?
- Que pensez-vous du plan du gouvernement fédéral visant à réduire le nombre total de résidents temporaires?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Dans le cadre du Plan des niveaux d'immigration 2026-2028, le gouvernement du Canada propose également ce qui suit :

- Une initiative ponctuelle visant à **reconnaître les personnes protégées admissibles déjà au Canada** comme résidents permanents au cours des deux prochaines années.
- Une mesure ponctuelle visant à accélérer la transition d'un maximum de **33 000 titulaires d'un permis de travail vers la résidence permanente** en 2026 et 2027.
- Une collaboration avec les provinces et territoires afin d'**améliorer et accélérer la reconnaissance de titres de compétences étrangers** en privilégiant les secteurs de la santé et de la construction.

- L'élaboration d'une **Stratégie d'attraction des talents internationaux et d'un plan d'action connexe** afin de répondre aux besoins stratégiques du marché et de stimuler l'innovation et la croissance au sein de nos secteurs et industries stratégiques, tout en respectant les cibles en matière d'immigration afin d'assurer le maintien d'un taux d'immigration viable.
- Y a-t-il quelque chose dans cette liste qui vous interpelle particulièrement?
 - Pourquoi?
- Pensez-vous que l'une de ces mesures pourrait réellement contribuer à surmonter les difficultés économiques actuelles du Canada? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

PUBLICITÉ – GRANDS PROJETS (20 minutes) — Résidents du Canada Atlantique et de l'Alberta, résidents de la région de l'Estrie (Québec).

Je vais maintenant vous montrer des concepts publicitaires que le gouvernement du Canada s'emploie actuellement à créer pour une campagne publicitaire.

Vous allez visionner la vidéo deux fois, après quoi vous nous ferez part de vos réflexions. N'hésitez pas à prendre des notes pour vous souvenir des aspects de la vidéo qui vous ont plu ou déplu.

AFFICHER LA VIDÉO.

- Quelles sont vos premières réactions à cette publicité? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Quel est, selon vous, le but de cette publicité?
- Quel est le message principal de cette publicité?
 - Que pensez-vous du message que la publicité tente de communiquer?
- Que pensez-vous de la narration entendue pendant cette publicité?
 - La narration contribue-t-elle à renforcer le message? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Si cette publicité était diffusée sur un site Web, sur les réseaux sociaux ou à la télévision, croyez-vous que vous la remarqueriez? Attirerait-elle votre attention?
 - Est-elle mémorable? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Y a-t-il certains éléments de la vidéo qui prêtaient à confusion ou qui manquaient de clarté? Lesquels?
- Après avoir vu une publicité comme celle-ci, consulteriez-vous le site Web pour en savoir plus? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?



- Avez-vous des idées dont vous souhaiteriez nous faire part pour rendre cette publicité plus efficace?

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE (40-45 minutes) — Résidents du Canada Atlantique et de l'Alberta, résidents de la région de l'Estrie (Québec), Résidents de Québec et des environs, Britannico-Colombiens à faible et moyen revenu.

Passons à un autre sujet...

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada et de grands projets d'infrastructures?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu? Où l'avez-vous entendu?

LE MODÉRATEUR FOURNIRA LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS/AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé une première série de cinq grands projets d'infrastructure à l'étude pour aider à transformer l'économie canadienne. Afin d'orienter ces projets, un nouveau bureau des grands projets, dont le siège social est situé à Calgary, sera chargé d'accélérer leur réalisation en simplifiant et en accélérant les processus d'approbation réglementaires et en aidant ces projets à obtenir du financement.

Les cinq premiers projets à l'étude annoncés plus tôt cet été sont...

AFFICHER À L'ÉCRAN (DIAPPOSITIVES)

Le modérateur lira à voix haute le nom et la description figurant sous chaque image.

- Quelle est votre réaction générale à cette annonce?
- Y a-t-il quoi que ce soit que vous aimez ou que vous n'aimez pas à son sujet?
 - Avez-vous de quelconques préoccupations concernant l'un ou l'autre de ces projets?

La semaine dernière, le gouvernement du Canada a publié une liste de six grands projets d'infrastructure supplémentaires à l'étude pour aider à transformer l'économie canadienne. Les projets additionnels à l'étude sont les suivants...

AFFICHER À L'ÉCRAN (DIAPPOSITIVES)

Le modérateur lira à voix haute le nom et la description figurant sous chaque image.

- Quelle est votre impression générale de ces projets additionnels?
- Y a-t-il quoi que ce soit que vous aimez ou que vous n'aimez pas à son sujet?
 - Avez-vous de quelconques préoccupations concernant l'un ou l'autre de ces projets?

- Indépendamment de l'emplacement de ces projets, que pensez-vous de la mixité de ces projets? Il y a par exemple des projets miniers, hydroélectriques et de gaz naturel liquéfié (GNL). S'agit-il du genre de projets que le gouvernement du Canada devrait choisir?

NOTE À L'ATTENTION DU MODÉRATEUR : EN DISCUTANT DE LA COMBINAISON DES PROJETS, IL EST ACCEPTABLE QUE LES PARTICIPANTS PARLENT DE L'EMPLACEMENT DES PROJETS (C'EST-À-DIRE DE LA COMBINAISON RÉGIONALE). POSER TOUTEFOIS AU BESOIN DES QUESTIONS CONCERNANT D'AUTRES ÉLÉMENTS (P. EX., LES TYPES DE PROJETS) ÉGALEMENT.

- Manque-t-il un type de projet quelconque à cette liste?
- (À MAIN LEVÉE) À votre avis, cette liste aurait-elle dû comprendre un projet d'oléoduc? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Résidents de l'Alberta, résidents de la région de l'Estrie (Québec), résidents de Québec et des environs — Et un projet d'oléoduc depuis l'Alberta jusqu'en Colombie-Britannique? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Résidents de l'Alberta, résidents de la région de l'Estrie (Québec), résidents de Québec et des environs — Et un projet de gazoduc de GNL sur la côte nord du Québec? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Résidents de l'Alberta, résidents de la région de l'Estrie (Québec), résidents de Québec et des environs — Selon vous, ces initiatives contribueraient-elles à atteindre l'objectif de renforcer la sécurité économique du Canada?
- Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu — Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la construction potentielle d'un nouvel oléoduc depuis l'Alberta jusqu'en Colombie-Britannique? Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à ce sujet?
 - SI OUI : Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la position de la Colombie-Britannique concernant d'éventuels nouveaux pipelines en provenance de l'Alberta? Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à ce sujet?
- Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu — Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du nouvel agrandissement potentiel du pipeline Trans Mountain existant, qui s'étend entre Edmonton et Burnaby? Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à ce sujet?
 - Quelles sont vos réflexions concernant l'agrandissement du pipeline Trans Mountain?

Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu — Certains ont suggéré qu'au lieu de construire de nouveaux pipelines entre l'Alberta et la Colombie-Britannique, nous devrions nous concentrer sur l'agrandissement de pipelines existants, dont le pipeline Trans Mountain. D'autres ont suggéré de faire les deux, c'est-à-dire de construire de nouveaux pipelines et d'agrandir les pipelines existants.



- **Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu** — Pour quelle opinion penchez-vous le plus? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Britanno-Colombiens à faible et moyen revenu** — Selon vous, le gouvernement devrait-il travailler en collaboration avec les provinces et territoires pour contribuer à la construction de nouveaux pipelines ou à l'agrandissement de pipelines existants? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE RÉSIDENTIELLE (45 minutes) — **Résidents du Canada atlantique, résidents de l'Alberta.**

Nous aimerions maintenant vous poser des questions au sujet des étiquettes d'efficacité énergétique résidentielle.

Avant de commencer :

- Y en a-t-il parmi vous qui sont propriétaires d'une habitation? (À MAIN LEVÉE)
 - SI OUI : Prévoyez-vous de rénover votre habitation?
- Y en a-t-il parmi vous qui planifient l'achat d'une habitation ou la vente de leur habitation actuelle au cours de la prochaine année?
- Y en a-t-il parmi vous qui ont entendu parler du programme ÉnerGuide du gouvernement du Canada?
 - SI OUI : De quoi s'agit-il?

AFFICHER À L'ÉCRAN

Le gouvernement du Canada a mis en place un programme appelé ÉnerGuide, dans le cadre duquel un conseiller en énergie se rend à votre domicile pour effectuer une évaluation afin de déterminer la quantité d'énergie que votre maison consomme et d'identifier les améliorations et les rénovations qui pourraient contribuer à améliorer l'efficacité énergétique de votre habitation. Pour ce faire, le conseiller évalue les caractéristiques physiques de votre habitation, notamment le type de système de chauffage et le niveau d'isolation, afin de calculer la cote de rendement énergétique de l'habitation, en se basant sur un ensemble d'hypothèses standard (comme le nombre d'occupants et le réglage des thermostats). Ces hypothèses ne reflètent pas toujours le mode de consommation énergétique des occupants actuels (par exemple, la température qu'ils préfèrent ou la fréquence à laquelle ils utilisent leurs appareils électroménagers), mais elles permettent d'établir de meilleures comparaisons entre habitations. Une fois son évaluation terminée, le conseiller en énergie remet au propriétaire une étiquette indiquant la cote énergétique de l'habitation et un résumé de sa consommation d'énergie, ainsi qu'un rapport contenant des suggestions d'améliorations et de rénovations permettant de réaliser des économies d'énergie.

- Maintenant que je vous ai fourni un peu plus d'information, y en a-t-il parmi vous qui ont entendu parler de ce programme?
 - SI OUI : Votre maison a-t-elle déjà fait l'objet d'une évaluation énergétique?
- Quels sont les types d'habitations qui, selon vous, obtiendraient une cote énergétique satisfaisante?
- Et une cote énergétique insatisfaisante?
- Lorsque vous pensez à la cote énergétique d'une habitation, quels sont, selon vous, les facteurs les plus importants à prendre en compte?
 - DEMANDER : Exemple, la taille, l'emplacement et le type de construction (habitation individuelle ou en rangée) faisant l'objet de rénovations à des fins écoénergétiques?

Imaginez deux habitations différentes dans votre région. La première est une habitation en rangée de petite taille âgée de plus de 60 ans et comportant deux chambres à coucher. Elle est pleine de courants d'air, les murs ne sont pas très bien isolés, les fenêtres ont tendance à givrer lors de froides journées d'hiver et la chaudière aurait dû être remplacée depuis longtemps. La deuxième est une grande habitation individuelle de cinq chambres à coucher construite l'année dernière. Le constructeur a ajouté de l'isolation supplémentaire et remplacé les fenêtres afin de garantir le confort des occupants par temps froid.

- Selon vous, laquelle de ces deux habitations devrait obtenir la meilleure cote énergétique?
 - DEMANDER : Pourquoi dites-vous cela?

Imaginez maintenant que les propriétaires de ces deux maisons sont amis et qu'ils sont en train de comparer leurs factures de services publics. Ils découvrent que leurs factures d'énergie sont assez semblables. Même si l'habitation de construction plus ancienne est pleine de courants d'air et que ses fenêtres ne sont pas étanches, elle consomme moins d'énergie, car elle est plus petite que la maison de construction récente comporte moins de fenêtres et ses murs sont mitoyens avec ceux de l'habitation des voisins.

- Ces informations changent-elles votre opinion quant à savoir quelle habitation obtiendrait une meilleure cote?
 - DEMANDER : Pourquoi ou pourquoi pas?
- Supposons que votre habitation actuelle ait fait l'objet d'une évaluation énergétique. Quels sont les renseignements que vous souhaiteriez qu'une étiquette énergétique résidentielle vous fournisse au sujet de votre habitation?

- Si vous envisagiez l'achat d'une habitation, quels sont les renseignements que vous souhaiteriez qu'une cote de rendement énergétique résidentiel vous fournisse à son sujet?

AFFICHER À L'ÉCRAN

Les cotes énergétiques fournissent des renseignements sur le rendement énergétique d'une habitation. Ces renseignements peuvent être utiles aux personnes envisageant l'achat d'une habitation ou la location, la vente ou la rénovation de leur habitation actuelle. La cote en tant que telle pourrait être présentée de différentes façons. À titre d'exemple, elle pourrait se présenter

- sous forme de mesure de la consommation énergétique annuelle exprimée en kilowattheures par mètre carré (quantité d'énergie consommée en un an par rapport à la surface de plancher de l'habitation) ou en gigajoules (quantité absolue d'énergie consommée en un an) ;
 - D'une note sur 10 ou sur 100 ;
 - D'une note alphabétique de A à F.
- Quel type de format de notation serait le plus convivial ou vous serait le plus utile?
 - DEMANDER : Pourquoi dites-vous cela?

Une cote énergétique résidentielle peut être utile :

1. Pour comparer le rendement énergétique de différentes habitations dans votre région
 2. Pour comparer le rendement énergétique de différentes habitations partout au Canada
 3. Pour vous aider à décider si vous investissez ou non dans des améliorations écoénergétiques
- Parmi ces différents usages, lesquels sont susceptibles de correspondre à vos besoins?
 - DEMANDER : Vous serviriez-vous d'une étiquette énergétique résidentielle pour comparer des habitations partout au Canada ou pour investir dans des améliorations écoénergétiques?

Examinons deux comparatifs qui pourraient figurer sur une étiquette énergétique afin de vous fournir un cadre de référence pour la cote de votre habitation. Le premier évalue le rendement énergétique actuel de votre habitation comparativement à celui auquel vous pourriez vous attendre si votre habitation était construite aujourd'hui avec les mêmes matériaux isolants, les mêmes systèmes de chauffage et la même fenestration que ceux utilisés par les constructeurs d'habitations récentes. L'habitation de référence aurait la même taille, la même forme et la même localisation que votre habitation.

- Ce comparatif vous est-il utile?
- Comment vous serviriez-vous de cette information au moment de prendre des décisions concernant votre habitation?

- Quelles conclusions tireriez-vous en apprenant que la cote de votre habitation est proche de celle de cette habitation de référence de construction récente? Et en apprenant que sa cote est pire?
 - DEMANDER : Cela vous inciterait-il à apporter des améliorations à votre habitation?

Un autre exercice possible consiste à comparer le rendement énergétique de votre habitation actuelle au rendement moyen d'habitations semblables dans votre ville, agglomération ou région. Les habitations semblables de référence auraient à peu près le même âge et la même taille que votre habitation.

- Ce comparatif vous est-il utile?
 - DEMANDER : À quel point l'habitation de référence doit-elle être semblable à votre habitation pour qu'il vous soit utile?
- Comment vous serviriez-vous de cette information au moment de prendre des décisions concernant votre habitation?
- Quelles conclusions tireriez-vous en apprenant que la cote de votre habitation est proche de celle de cette habitation semblable de référence? Et en apprenant que sa cote est pire?
 - DEMANDER : Cela vous inciterait-il à apporter des améliorations à votre habitation?
- Lequel de ces deux comparatifs est le plus facile à comprendre, celui qui évalue le rendement de votre habitation par rapport à celui d'habitations construites selon des normes de construction récentes ou celui qui évalue le rendement de votre habitation par rapport à des habitations semblables dans votre région?
 - Quel indice est le plus utile?
- Quel comparatif est le plus utile?

CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions que vous souhaiteriez avoir sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.



Guide du modérateur anglais

INTRODUCTION (10 minutes) – All locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-10 minutes) – Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan, Newfoundland & Labrador, Greater Toronto Area Individuals Concerned About Crime, Greater Vancouver Area Recent Immigrants, Estrie Region Quebec, Quebec City and Surrounding Regions, British Columbian Low to Moderate Income Earners

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Where did you read, see, or hear this news?
- Greater Toronto Area Individuals Concerned About Crime, Greater Vancouver Area Recent Immigrants Have you heard anything about the economy in the last few days from the news or federal government announcements?
 - SHOW OF HANDS: What about the federal budget? Have you heard anything about that?

ECONOMY (20-25 minutes) – Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan, Quebec City and Surrounding Regions

To begin, I'd like to talk about Canada's economy...

- To start, I would like you to think of a word you would use to describe how you feel about the Canadian economy these days. It could be a positive, negative, or neutral word.
 - MODERATOR TO ASK EACH PARTICIPANT: What word did you choose and why did you pick that word?
- What specific economic issue are you most concerned about in terms of how it affects you personally?
- Do you think the Canadian economy will get better, get worse or stay about the same in the coming year? What makes you say that?
- What about for you personally – do you think you will do better, worse, or no different financially in the coming year? What makes you say that?

PERFORMANCE AND PRIORITIES/ECONOMY (30 minutes) – British Columbian Low to Moderate Income Earners

Now I want to focus a little more on the Government of Canada broadly ...

- What does the Government of Canada do well?
- What does the Government of Canada need to improve on? Why do you feel this way?
- In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?
 - Why are these issues important to prioritize?
- In your opinion, how is the Canadian economy doing overall? Why do you feel this way?
 - IF ECONOMY DOING POORLY: What would need to happen for you to start feeling optimistic about the Canadian economy?
- Do you think the Canadian economy will get better, get worse or stay about the same in the coming year? What makes you say that?
- What about for you personally – do you think you will do better, worse, or no different financially in the coming year? What makes you say that?
- How would you describe the Government of Canada's performance when it comes to managing issues in the economy? Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track?
 - What are some examples of work the federal government has done to deal with the economy?
- What would you like to see from the Government of Canada when it comes to the economy?

BUDGET – FIRST REACTIONS (5-15 minutes) – Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan, Newfoundland & Labrador, Greater Vancouver Area Recent Immigrants

- Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan, Newfoundland & Labrador Have you heard anything about the economy in the last few days from the news or federal government announcements?
 - SHOW OF HANDS: What about the federal budget? Have you heard anything about that?
- Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan SHOW OF HANDS: Did any of you

watch the budget speech by the Minister of Finance or have you seen any clips of it on the news or social media?

Greater Vancouver Area Recent Immigrants Next, I want to talk more about the Government of Canada's budget.

MODERATOR TO CLARIFY:

Every year the federal government announces a budget for the coming year. This is where the government describes what it will invest in and any plans it has for new programs. The government will also make projections on things like the deficit and where the economy is headed. This year's federal budget was announced [today/yesterday/last week, on November 4th/last week].

(NOTE TO MODERATOR : If participants haven't heard anything about the budget, it's fine if they can't comment)

- **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan** What comes to mind about this year's federal budget? It could be your overall reaction to the budget, or it could be a specific measure you remember from the budget.
 - What makes you say that?
- **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan** Was your overall reaction to the budget positive or negative?
 - Why do you say that?
- **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan** Were there any specific things in the budget that you heard about and liked?
- **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan** What, if anything, was the main "story" or "theme" from this year's budget?
 - Was it similar to budgets from past years or did this budget have a different theme? How so?
- **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan** Was there anything you would have liked to have seen in the budget that was not there?
- **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan** Was there anything in the budget

that could have an impact on your personal or household financial situation – for better or worse? What was it?

- **Newfoundland & Labrador, Greater Vancouver Area Recent Immigrants** What is your overall reaction to the budget?
 - Why do you say that?
- **Newfoundland & Labrador, Greater Vancouver Area Recent Immigrants** Is there a specific measure you remember from the budget?
 - What did you think about it?

BUDGET – SPECIFIC MEASURES (45 minutes) – **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan, Newfoundland & Labrador, Greater Toronto Area Individuals Concerned About Crime, Greater Vancouver Area Recent Immigrants**

Greater Toronto Area Individuals Concerned About Crime Now I want to shift the conversation from specific budget measures to address crime to the Government of Canada’s budget more broadly.

Greater Toronto Area Individuals Concerned About Crime Every year the federal government announces a budget for the coming year. This is where the government describes what it will invest in and any plans it has for new programs. The government will also make projections on things like the deficit and where the economy is headed. This year’s federal budget was announced last week.

There were many specific measures in the budget, and I want to go over some of the highlights to get your reactions, even if this is the first time you’re hearing about them.

I’m going to show you a list of measures that were announced in the budget. Note that this is not an exhaustive list of everything in the budget.

SHOW ON SCREEN

- Prioritize **Canadian suppliers and products** for Government of Canada projects with the Buy Canadian policy
- **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49** Create a \$17 billion fund to help provinces and territories with priorities like housing and health infrastructure
- Invest \$5 billion to help provinces and territories **build and repair health care infrastructure**, such as hospitals and emergency rooms
- **Reduce the size of the federal public service workforce** from 368,000 in 2023-24 to 330,000 by the end of 2028-29

- Introduce a set of **tax incentives** to help businesses make investments (e.g. machinery, technology) that **increase their productivity**, known as the Productivity Super-Deduction
- Invest \$2 billion to make strategic investments in **critical minerals** projects and companies
- Invest \$5 billion to **build infrastructure** that moves Canadian products to global markets, like ports and rail lines
- **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49** Invest \$1 billion in major transportation projects in the Arctic to strengthen our sovereignty
- Provide \$82 billion over 5 years to **rebuild, rearm, and reinvest in the Canadian Armed Forces**
- **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49** Invest in Canadian border security and hire 1,000 new border security officers to increase capacity and combat a wide range of threats including organized crime
- **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49** Help businesses in all sectors and regions impacted by tariffs to adapt, diversify, and grow
- **Balance day-to-day operating spending** with revenues by the 2028-29 fiscal year
- **Cap the number of temporary residents** at less than 5% of the population by the end of 2027
- **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49** Cap the number of new permanent residents at less than 1% of the Canadian population beyond 2027
- **Invest \$150 million in 2025-26 for CBC/Radio-Canada**
- **Newfoundland & Labrador, Greater Toronto Area Individuals Concerned About Crime, Greater Vancouver Area Recent Immigrants** Create a new **Climate Competitiveness Strategy** that will build sustainably and focus on low-emission energy, transport, housing and manufacturing
- **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan** **POLL:** Now I'd like you to select the ones that you think will have the most positive impact on Canadians. You can select up to 2. If you don't think any will have a positive impact, don't select any.

OPTIONS FOR POLL

- **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49** Buy Canadian Policy
- **Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan** Adopt a Buy Canadian Policy for Government of Canada projects
- **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49** A \$17 billion fund to help with priorities like housing and health infrastructure
- Invest \$5 billion to help provinces and territories build and repair health care infrastructure
- Reduce the size of the federal public service workforce
- Investments in critical minerals projects and companies

- Introduce a set of tax incentives to help businesses make investments (e.g. machinery, technology)
 - Build infrastructure like ports and rail lines that move Canadian products to global markets
 - **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49** Invest \$1 billion in major transportation projects in the Arctic
 - Provide \$82 billion over 5 years to rebuild, rearm, and reinvest in the Canadian Armed Forces
 - **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49** Invest in Canadian border security and hire 1,000 new border security officers
 - Cap the number of temporary residents at less than 5% of the population
 - **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49** Help businesses in all sectors and regions impacted by tariffs to adapt, diversify, and grow
 - Balance day-to-day operating spending with revenues by the 2028-29 fiscal year
 - **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49** Cap the number of new permanent residents at less than 1% of the Canadian population
 - Invest \$150 million in 2025-26 for CBC/Radio-Canada
-
- **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan** MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS: Why did you select this measure?
 - **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan** Is there anything in this list that the Government of Canada should not be doing?
 - **Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan** Do you think any of these measures would help you get ahead?
 - What about for Canadians more broadly?
 - **Newfoundland & Labrador, Greater Toronto Area Individuals Concerned About Crime, Greater Vancouver Area Recent Immigrants** Is there anything in this list that stands out to you?
 - Why?
 - **Newfoundland & Labrador, Greater Toronto Area Individuals Concerned About Crime, Greater Vancouver Area Recent Immigrants** Is there anything the budget should focus more on?
 - PROMPT AS NEEDED: Should it focus more on housing? What about the cost of living?

- Newfoundland & Labrador, Greater Toronto Area Individuals Concerned About Crime, Greater Vancouver Area Recent Immigrants As we have seen, the Government of Canada aims to increase defense spending, including providing \$82 billion over 5 years to rebuild, rearm, and reinvest in the Canadian Armed Forces.
 - What are your thoughts about these investments in defense?
 - Is this an important area to focus on? Why/why not?
- Newfoundland & Labrador, Greater Toronto Area Individuals Concerned About Crime, Greater Vancouver Area Recent Immigrants As we have also seen, the Government of Canada is planning infrastructure investments like ports and rail lines, as well as for health care
 - What are your thoughts about these kinds of infrastructure investments?
 - If you had to choose, what would be a higher priority: infrastructure like ports and rails or infrastructure for health care? What makes you say that?
 - Do you see any local benefits for infrastructure investments outside your community or even outside your province?
 - PROMPT AS NEEDED: Do you think infrastructure investments elsewhere in Canada could benefit the local economy here? What makes you say that?
- Newfoundland & Labrador, Greater Toronto Area Individuals Concerned About Crime, Greater Vancouver Area Recent Immigrants What are your initial thoughts about the Climate Competitiveness Strategy, which aims to build sustainably?
 - Is the budget focused too much, not enough, or about the right amount on the environment and clean energy projects?
- Newfoundland & Labrador, Greater Toronto Area Individuals Concerned About Crime, Greater Vancouver Area Recent Immigrants The Government of Canada has indicated it would consider the idea of building more pipelines, for example a new pipeline to bring oil from Alberta to the West Coast. What do you think about this?
 - When thinking about the federal government's plan to move more Canadian products to global markets, do you think it makes sense to build more pipelines, or do you think that Canada can grow its economy without exporting more oil and gas? What makes you say that?
- Newfoundland & Labrador, Greater Vancouver Area Recent Immigrants Was there anything in the budget that could have an impact on your personal or household financial situation – for better or worse? What was it?
 - What about for Canadians more broadly?

CANADA WORDMARK (20 minutes) – Newfoundland & Labrador, Greater Toronto Area Individuals Concerned About Crime, Greater Vancouver Area Recent Immigrants, Estrie Region Quebec

Switching topics...

- When you notice information from the Government of Canada (either online, on paper, on billboards, on TV, etc.), how do you know it is from the Government of Canada?
 - *Probe* : Is it clear to you that this is information that comes from the Government of Canada? Why? Why not?
 - *If not, probe*: Can you give me an example of an instance when you weren't sure?
- When you *hear* information, on the radio for instance, how do you know it's from the Government of Canada?
 - *Probe* : Where do you hear this? Radio? TV?
 - *Probe* : Are there specific statements or sounds that are used to identify the information is from the Government of Canada?

SHOW CANADA WORDMARK ON SCREEN

- Have you seen this symbol before? If so, where?
- I want to ask you what this symbol means in general and also what it means to *you* personally:
 - So, first: what does this symbol mean in general? Anything else?
 - *If not mentioned, probe*: Do you think that the symbol represents the Government of Canada? Why? Why not?
 - Ok, now what does this symbol mean to *you* personally?
 - *Probe if necessary*:
 - What are you most likely to associate this symbol with? How does it make you *feel*? Why?
 - Does the symbol represent positive or negative feelings/ideas? Why?
- Why do you think the Government of Canada uses this symbol in its communications/information?
- Where do you expect this symbol to be displayed?
- *If TRUST/CREDIBILITY/CONFIDENCE not mentioned yet, ask*: When you notice this symbol, do you trust the information that comes along with it? Do you have confidence that the information is credible? Why? Why not?

PLAY MUSICAL SIGNATURE (first 4 notes of O-Canada; .wav file)

- Have you heard this jingle before? If so, where?
- The Government of Canada uses this jingle in its communications. Why do you think they do that?

CANADA-U.S. RELATIONS - TARIFFS (20 minutes) – Ontarians and Atlantic Canadians Aged 50+, British Columbians Aged 18-49, Montreal & Laval Men Aged 18-49, Urban Centres Manitoba & Saskatchewan, Newfoundland & Labrador

Now I'd like to focus on the relationship between Canada and the United States...

- What have you seen, read, or heard about the U.S. imposing tariffs on goods going from Canada to the United States?
- And how would you rate the Government of Canada's management of the trade situation with the United States? Are they on the wrong track or the right track? Why?

MODERATOR TO CLARIFY: The United States has imposed tariffs on various Canadian goods going to the U.S., including steel and aluminum, auto parts, and Canadian energy. Goods that are compliant with the Canada-United States-Mexico Agreement (CUSMA) are exempt.

- What impact, if any, are these tariffs having on Canada's economy?
 - Are there any impacts in your community?
- Do you think it's possible to reach an agreement with the U.S., where all recently imposed tariffs are completely removed, or do you think that at least some tariffs will remain? What makes you say that?

CRIME (30 minutes) – Greater Toronto Area Individuals Concerned About Crime

Now I'd like to focus on how the Government of Canada plans to address the issue of crime.

- In your community, do you have any concerns about your security and safety?
- In your community, would you say that crime is a major issue, a minor issue, or not really an issue at all? Why?
 - IF A MAJOR ISSUE: What are the crime issues in your community?
 - How have they impacted you, if at all?
- Do you know of anything the Government of Canada has done over the last few years in relation to gun control? Are you aware of anything they are doing now?

- PROMPT AS NEEDED: What about banning a number of makes and models of assault-style firearms?
 - AS NEEDED: What about adding additional models to the list of prohibited assault-style firearms?
- IF NOT MENTIONED: What about the expansion of the existing prohibition of assault-style firearms?

MODERATOR TO CLARIFY:

In 2020, the Government of Canada banned over 1,500 makes and models of assault-style firearms. Additional makes and models were added in December 2024 and then again in March 2025, bringing the total to over 2,500.

- Has anyone heard about this?
- Do you think banning over 2,500 makes and models of assault-style firearms will help reduce crime in Canada? What makes you say that

In the recent 2025 Budget, the Government of Canada outlined ways to address the issue of crime in Canada. We'll go over some of the measures but note that this is not an exhaustive list of everything in the budget related to crime.

SHOW ON SCREEN

- **Protecting Canada's borders**, including responding to threats of cross-border smuggling of illegal guns and drugs, including fentanyl.
- Strengthening federal law enforcement, such as investing in **hiring more RCMP personnel to enforce laws and protect communities**.
- Launching a bail reform strategy, which includes **making bail laws stricter and sentencing laws tougher** for repeat and violent offenders.
- Implementing a Canada Community Security Program to address the rise in hate and hate related crimes, **to protect places of worship, schools, and community centres**.
- **POLL :** Now I'd like you to select the one that you think would have the most positive impact on Canadians. If you don't think any would have a positive impact, please select 'None of these.'
 - **Protecting Canada's borders**, notably from illegal guns and drugs
 - **Hiring more RCMP personnel** to enforce laws and protect communities
 - **Making bail laws stricter and sentencing laws tougher** for repeat and violent offenders
 - **Protecting places of worship, schools and community centres** from hate-related crimes
 - **None of these**

Moderator to review selections:

- Why did you choose this one?
- Have you heard about any of these measures before today?
- Do you think any of these measures would make a real difference for you or the people in your community?
 - IF YES: Which one(s)? What makes you say that?
 - IF NO: What kind of action is needed to address crime in your community?
- When it comes to toughening bail laws, some say the rules in Canada are not strict enough, and that it is too easy for people who have committed violent crimes in the past to receive bail. Others say that making the rules stricter would further crowd jails, many of which are already beyond capacity, so we need to find another solution. Which comes closest to your view?

IMMIGRATION (25-30 minutes) – Greater Vancouver Area Recent Immigrants, Quebec City and Surrounding Regions, British Columbian Low to Moderate Income Earners

Now I'd like to focus on how the Government of Canada is dealing with immigration.

- What news have you seen, read, or heard lately about the Government of Canada and immigration?
- Overall, how would you describe the current state of the immigration system in Canada?

SHOW ON SCREEN:

In the recent 2025 Budget, the Government of Canada announced its plan to:

- Stabilize new permanent resident admissions to be less than 1% of the Canadian population after 2027. This includes:
 - Targeting 380,000 permanent resident admissions/year, down from 395,000 in 2025; and
 - Increasing the share of economic migrants from 59% to 64% within this overall target.
- Reduce the total number of temporary residents to less than 5% of the population by the end of 2027, down from a peak of 7.6% in 2024 (for comparison, temporary residents made up 3.3% of the Canadian population in 2018). This includes:
 - Targeting 385,000 new temporary resident admissions in 2026, down from 673,650 in 2025; and
 - Targeting 370,000 new temporary resident admissions per year, in 2027 and 2028.

- What are your initial thoughts about the Government of Canada's proposed 2026-2028 immigration plan?
- And thinking specifically about permanent residents, do you think this is too many, too few or about the right number of permanent residents? What makes you say that?
 - And what do you think about increasing the proportion of economic migrants within this total?
- What do you think about the federal government's plan to decrease the total number of temporary residents?

SHOW ON SCREEN:

As part of the 2026-2028 Immigration Levels Plan, the Government of Canada also proposes the following:

- A one-time initiative to **recognize eligible Protected Persons in Canada** as permanent residents over the next two years.
 - A one-time measure to accelerate the transition of up to **33,000 work permit holders to permanent residency** in 2026 and 2027.
 - Work with provinces and territories to **improve and speed up foreign credential recognition**, with a focus on health and construction sectors.
 - Develop an **International Talent Attraction Strategy and Action Plan** to help meet strategic labour market needs and drive innovation and growth in our strategic industries, while respecting immigration targets to ensure a sustainable immigration rate.
- Is there anything in this list that stands out to you?
 - Why?
 - Do you think any of these measures would make a real difference in addressing Canada's current economic challenges? What makes you say that?

ADVERTISING – MAJOR PROJECTS (20 minutes) – Atlantic Canada, Alberta, Estrie Region Quebec

I'm now going to show you an advertisement that is currently being developed by the Government of Canada for an advertising campaign.

We will view the video twice, and then we will discuss your thoughts. Feel free to take notes to help you remember what you liked and didn't like about it.

SHOW VIDEO ON SCREEN

- What are your initial reactions to this ad? What makes you say that?
 - Who do you think this ad is for?
- What is the main message?
 - What are your thoughts about the message the ad is conveying?
- What do you think about the narration during the ad?
 - Does the narrator help strengthen the message? What makes you say that?
- If you saw this ad on a web site, on social media, or on TV, do you think you would notice it? Would it capture your attention?
 - Is it memorable? Why or why not?
- Was anything confusing or unclear? How so?
- If you were to see an ad like this, would you visit the website to learn more? What makes you say that?
- Do you have any thoughts about what could make this ad more effective?

**MAJOR INFRASTRUCTURE PROJECTS (40-45 minutes) – Atlantic Canada, Alberta, Estrie Region
Quebec, Quebec City and Surrounding Regions, British Columbian Low to Moderate Income Earners**

Shifting topics slightly ...

- Have you seen, read or heard of any news related to the Government of Canada and major infrastructure projects?
 - IF YES: What have you heard? Where did you hear it?

MODERATOR TO CLARIFY/SHOW ON SCREEN:

Recently, the Government of Canada announced an initial set of five major infrastructure projects under consideration to help transform Canada's economy. To help guide these projects, a new Major Projects Office, headquartered in Calgary, will be responsible for getting these projects built faster by streamlining and accelerating regulatory approval processes and helping these projects obtain financing.

The first five projects under consideration that were announced earlier this summer are ...

SHOW ON SCREEN (SLIDES)

Moderator to read the name and description shown below each image.

- What is your overall reaction to this announcement?
- Is there anything you like or don't like?
 - Do you have any concerns about any of these projects?

Last week, the Government of Canada announced a list of six additional major infrastructure projects under consideration to help transform Canada's economy. The additional projects under consideration are ...

SHOW ON SCREEN (SLIDES)

Moderator to read the name and description shown below each image.

- What is your overall reaction to these additional projects?
- Is there anything you like or don't like?
 - Do you have any concerns about any of these projects?
- Beyond where these projects are located, what do you think about the mix of projects? For instance, there are mining, hydroelectricity and liquefied natural gas (LNG) projects. Are these the right types of projects the Government of Canada should be selecting?

NOTE FOR MODERATOR: WHEN DISCUSSING THE MIX OF PROJECTS, IT'S FINE IF PARTICIPANTS DISCUSS WHERE THE PROJECTS ARE LOCATED (I.E. THE REGIONAL MIX). HOWEVER, PLEASE PROBE IF NEEDED ON OTHER ELEMENTS (I.E. TYPES OF PROJECTS) AS WELL.

- Is there a type of project that is missing?
- SHOW OF HANDS: Do you think that an oil pipeline project should have been part of this list? Why/why not?
 - **Alberta, Estrie Region Quebec, Quebec City and Surrounding Regions** What about an oil pipeline from Alberta to British Columbia? Why/Why not?
 - **Alberta, Estrie Region Quebec, Quebec City and Surrounding Regions** What about an LNG pipeline in Quebec's North Coast? Why/Why not?
- **Atlantic Canada, Alberta, Estrie Region Quebec, Quebec City and Surrounding Regions** In your opinion, will these projects help achieve the goal of strengthening Canada's economic security?
- **British Columbian Low to Moderate Income Earners** Have you read, seen or heard anything about a possible new oil pipeline from Alberta to British Columbia? What have you heard?

- IF YES: Have you heard anything about how the government of British Columbia feels about potential new pipelines coming from Alberta? What have you heard?
- **British Columbian Low to Moderate Income Earners** Have you read, seen or heard anything about possibly further expanding and optimizing the existing Trans Mountain Pipeline, which runs between Edmonton and Burnaby? What have you heard?
 - What are your thoughts about expanding the Trans Mountain Pipeline?

British Columbian Low to Moderate Income Earners Some have suggested that rather than building new pipelines from Alberta to BC, we should focus on expanding existing ones instead, like the Trans Mountain Pipeline. Others have suggested that we should do both; that is build new pipelines and expand existing ones.

- **British Columbian Low to Moderate Income Earners** Which view do you lean more towards? What makes you say that?
- **British Columbian Low to Moderate Income Earners** In your opinion, should the Government of Canada work with the provinces and territories to help with the development of new or expanded pipelines? What makes you say that?

HOME ENERGY EFFICIENCY (45 minutes) – **Atlantic Canada, Alberta**

Moving on ...

Now, we would like to ask you some questions about home energy efficiency.

Before we get started:

- Does anyone own a home? [SHOW OF HANDS]
 - IF YES: Do you have any plans to renovate your home?
- Does anyone have any plans to buy a home or sell their home in the next year?
- Is anyone familiar with the Government of Canada's EnerGuide for homes program?
 - IF YES: What is it?

SHOW ON SCREEN

The Government of Canada has a program called EnerGuide, where an energy advisor comes to your home to complete an evaluation to determine how much energy your home uses and to identify upgrades and renovations that would help improve your home's energy efficiency. The advisor assesses your home's physical characteristics, like the type of heating system and the level of insulation. They then use this information to calculate the home's energy rating, assuming a standard

set of operating conditions (like the number of occupants and the thermostat settings). These assumptions won't always reflect the current occupants and how they use energy (for example, how many people actually live in the home or the temperature they prefer), but it allows for better comparisons between homes. When complete, the energy advisor provides the homeowner with a label that includes the home's energy rating and a summary of its energy consumption, alongside a report with suggestions for energy-saving upgrades and renovations.

- Now that I've given you a bit more information, is anyone familiar with this program?
 - IF YES: Have you had an energy assessment done for your home?
- What sort of homes do you think would get a good home energy rating?
- What sort of homes would get a poor rating?
- What factors are most important when you think about a home's energy rating?
 - PROMPT : For example, the size, location, type of building (e.g., detached, rowhouse), having energy efficient upgrades?

Imagine two different homes in your area. The first home is a small, two-bedroom row house that's over 60 years old. It is drafty, the walls don't have much insulation, the windows tend to frost up on cold winter days, and the furnace is overdue for replacement. The second home is a large, five-bedroom detached house that was built last year. The builder added extra insulation and upgraded the windows to make sure that the occupants are comfortable in cold weather.

- Which of these two homes do you think should get a better energy rating?
 - PROMPT : Why do you think that?

Now, imagine that the owners of these two homes are friends, and they compare their utility bills. They discover that their energy bills are pretty similar. Even though the older home is poorly insulated and has leaky windows, it consumes less energy because it is smaller than the newer home, has fewer windows, and shares walls with its neighbours.

- Does this information change your thinking about which home should get a better rating?
 - PROMPT : Why or why not?
- Imagine that you had an energy assessment done for your current home. What would you want a home energy rating to tell you about your home?
- If you were thinking of buying a home, what, if anything, would you want a home energy rating to tell you about that home?

SHOW ON SCREEN

Home energy ratings provide information about a home's energy performance. This information may be used by those who are considering buying or renting, selling, or renovating their home. The rating itself could be presented in several different ways. For example, it could be presented as:

- a measure of annual energy consumption such as kilowatt-hours per square meter (the amount of energy used in a year relative to the home's floor area) or gigajoules (the absolute amount of energy used in a year);
 - a score out of 10 or out of 100; or
 - a letter grade from A-F.
- What kind of rating format do you think would be most intuitive or useful to you?
 - PROMPT : Why do you say that?

A home energy rating could be used:

2. To compare the energy performance of different homes in your area
 3. To compare the energy performance of different homes across all of Canada
 4. To help you decide whether to invest in energy efficiency upgrades
- Which of these different uses are you interested in, if any?
 - PROMPT : Would you use a home energy label to compare homes in your area, across Canada, or to invest in energy efficient upgrades?

Let's consider two possible comparisons that could appear on a home energy label to provide a frame of reference for your home's rating. The first one compares your current home's energy efficiency to the efficiency you could expect if your home was built today with the same insulation, heating systems and windows that home builders use for new construction. The size, shape and location of this comparison would be the same as your home.

- Is that comparison useful to you?
- How would you use that information to make decisions about your house?
- What would it mean to you if your home rating was close to this new home reference? What about if your home's rating was worse?
 - PROMPT : Would that motivate you to improve your home?

Another possible comparison is to compare your current home's energy efficiency to the average efficiency of similar homes in your city, town or county. The similar homes in this comparison would be about the same size and age as your home.

- Is that comparison useful to you?
 - PROMPT : How similar does the comparison home need to be to your home for it to be useful?
- How would you use that information to make decisions about your house?
- What would it mean to you if your home rating was close to this similar home reference? What about if your home's rating was worse?
 - PROMPT : Would that motivate you to improve your home?
- Which of these two comparisons is easiest to understand, the comparison with your home built to new construction standards or the comparison with similar homes in your area?
 - Which comparison is most useful?
- Are there other comparisons that you would find more useful?

CONCLUSION (5 minutes) – All locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Annexe C – Concepts Publicitaires

Grands projets d'infrastructure

LNG Canada — phase 2 — Kitimat (Colombie-Britannique)



Ce projet doublerait la production de gaz naturel liquéfié de LNG Canada, ce qui en ferait la deuxième plus grande installation du genre au monde.

Nouveau projet nucléaire de Darlington — Clarington (Ontario)



Ce projet fera du Canada le premier pays du G7 à se doter d'un petit réacteur modulaire (PRM) opérationnel, fournissant une énergie propre à 300 000 foyers.

L'image ci-dessus montre deux projets d'infrastructures récemment annoncés. À gauche figure le projet LNG Canada - phase 2 à Kitimat (C.-B.). Sous le titre du projet figure l'image d'un site industriel avec une magnifique voie navigable et une chaîne de montagnes en arrière-plan. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet doublerait la production de gaz naturel liquéfié de LNG Canada, ce qui en ferait la deuxième plus grande installation du genre au monde ». À droite figure l'image du nouveau projet nucléaire de Darlington, à Clarington (Ontario). Sous le titre du projet figure l'image générée par ordinateur d'une élégante centrale blanc-argenté entourée d'une voie d'accès et de verdure. La centrale est située en bordure d'un vaste plan d'eau. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet fera du Canada le premier pays du G7 à se doter d'un petit réacteur modulaire (PRM) opérationnel, fournissant une énergie propre à 300 000 foyers »



**Projet de terminal à conteneurs de
Contrecœur — Montréal, Québec**



Ce projet permettra d'augmenter la capacité de manutention de conteneurs du Port de Montréal d'environ 60 %.

**Projet de mine de cuivre de Foran
à McIlvenna Bay — Centre-Est de
la Saskatchewan**



Ce projet fournira du cuivre et du zinc afin de renforcer la position du Canada en tant que fournisseur mondial de minéraux critiques.

C'est également le premier projet de cuivre carboneutre au Canada.

**Expansion de la mine Red Chris —
Nord-Ouest de la Colombie-
Britannique**



Ce projet permettra de prolonger de plus de 10 ans la durée de vie de la mine, d'augmenter de plus de 15 % la production annuelle de cuivre au Canada.

L'image ci-dessus montre trois projets côte à côte. À gauche figure le projet de terminal à conteneurs de Contrecœur à Montréal (Québec). Sous le titre du projet figure l'image d'un port de commerce dans lequel on aperçoit un grand cargo en train d'être chargé de conteneurs. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet permettrait d'augmenter la capacité de manutention de conteneurs du port de Montréal d'environ 60 % ». Au centre figure le projet de mine de cuivre de Foran à McIlvenna Bay, dans le centre-est de la Saskatchewan. L'image montre un projet minier, des camions et des bâtiments modulaires entourés de verdure et de voies navigables en arrière-plan. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet fournirait du cuivre et du zinc afin de consolider la position du Canada en tant que fournisseur mondial de minéraux critiques. C'est également le premier projet de cuivre carboneutre au Canada. » À droite figure le projet d'expansion de la mine Red Chris, dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique. L'image montre une mine à ciel ouvert dans une région montagneuse et boisée. Sous l'image figure le texte suivant : « Ce projet permettra de prolonger de plus de 10 ans la durée de vie de la mine et d'augmenter de plus de 15 % de la production annuelle de cuivre au Canada. »



La Ligne de transport d'électricité de la côte nord — Nord-ouest de la Colombie-Britannique



Ce projet relierait deux corridors énergétiques afin de fournir une électricité propre et peu coûteuse ainsi que de meilleures télécommunications aux communautés situées le long de la côte ouest.

Le Terminal de GNL Ksi Lisims — île Pearce, Colombie-Britannique



Dirigé par la Nation Nisga'a, le projet de terminal de GNL Ksi Lisims deviendra la deuxième plus vaste installation de GNL au Canada et l'une de celles qui, dans le monde, émettront le plus faible taux d'émissions une fois l'électrification complète terminée. En effet, son taux d'émission sera 94 % inférieur à la moyenne mondiale.

Le projet nickélifère Crawford de la société Canada Nickel — Timmins, Ontario



Situé sur la deuxième plus vaste réserve de nickel au monde, le projet nickélifère Crawford va produire du nickel de haute qualité et à faible teneur en carbone avec un potentiel d'empreinte carbone négative.

L'image suivante montre trois projets côte à côte. À gauche figure le projet de ligne de transport d'électricité de la côte nord, en Colombie-Britannique. L'image montre une ligne électrique traversant une forêt verdoyante à flanc de montagne, avec le texte suivant en dessous : « Ce projet relierait deux corridors énergétiques afin de fournir une électricité propre et peu coûteuse, ainsi que de meilleures télécommunications aux communautés situées le long de la côte ouest ». Au centre figure le projet de terminal de GNL Ksi Lisims situé à l'île Pearce (C.-B.). Sous le titre du projet figure l'image aérienne d'un terminal de GNL situé sur une pittoresque voie navigable au milieu d'une forêt verdoyante. Sous cette image figure le texte suivant : « Dirigé par la Nation Nisga'a, le projet de terminal de GNL Ksi Lisims deviendra la deuxième plus vaste installation de GNL au Canada et l'une de celles qui émettront le plus faible taux d'émissions au monde une fois son électrification complète terminée. En effet, son taux d'émission sera 94 % inférieur à la moyenne mondiale. » À droite figure le Projet nickélifère Crawford de la société Canada Nickel à Timmins (Ontario). Sous le titre du projet figure l'image de deux bâtiments jaunes situés dans une zone défrichée au milieu d'une forêt verdoyante. Sous l'image figure le texte suivant : « Situé sur la deuxième plus vaste réserve de nickel au monde, le projet nickélifère Crawford va produire du nickel de haute qualité et à faible teneur en carbone avec un potentiel d'empreinte carbone négative. »

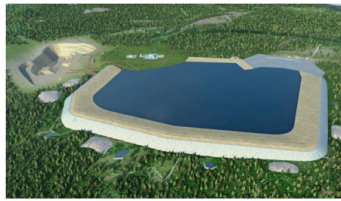


**La mine Matawinie de Nouveau
Monde Graphite — Saint-Michel-
des-Saints, Québec**



Cette mine de graphite à ciel ouvert fournira d'importantes composantes pour des applications de défense et les chaînes d'approvisionnement en batteries.

**La mine Sisson de Northcliff
Resources — Sisson Brook,
Nouveau-Brunswick**



La mine Sisson va produire du tungstène, un minéral critique essentiel à la fabrication d'acier à haute résistance mécanique, à la défense et à des applications industrielles.

**Le Projet hydroélectrique de la
Nunavut Nukiksautiit Corporation à
Iqaluit — Iqaluit, Nunavut**



Ce projet deviendrait le premier projet hydroélectrique au Nunavut entièrement dirigé par des Inuits, permettant ainsi à Iqaluit de ne plus dépendre des 15 millions de litres de diesel importés chaque année. Il contribuerait également à renforcer la souveraineté et la durabilité du Canada dans l'Arctique.

L'image suivante montre trois projets côte à côte. À gauche, la mine Matawinie de Nouveau Monde Graphite à Saint-Michel-des-Saints (Québec). Sous le titre de ce projet figure l'image d'une zone minière située au milieu d'une pittoresque forêt verdoyante. Sous l'image figure le texte suivant : « Cette mine de graphite à ciel ouvert fournira d'importantes composantes destinées à des applications de défense et à des chaînes d'approvisionnement en batteries. » Au centre figure la mine Sisson de Northcliff Resources située à Sisson Brook (Nouveau-Brunswick). Sous le titre figure l'image aérienne d'un plan d'eau entouré d'une zone aménagée avec quelques bâtiments à l'arrière-plan. L'ensemble du projet est entouré de forêt. Sous l'image figure le texte suivant : Cette mine produirait du tungstène, un minéral critique essentiel à la fabrication d'acier à haute résistance mécanique, à la défense et à d'autres applications industrielles. À droite figure le Projet hydroélectrique de la Nunavut Nukiksautiit Corporation situé à Iqaluit (Nunavut). Sous le titre du projet figure l'image d'une rivière tumultueuse d'un bleu vif, située dans une zone rocailleuse et aride, sous un ciel bleu parsemé de nuages. Sous cette image figure le texte suivant : « Ce projet deviendrait le premier projet hydroélectrique au Nunavut entièrement dirigé par des Inuits, permettant ainsi à Iqaluit de ne plus dépendre des 15 millions de litres de diesel importés chaque année. Il contribuerait également à renforcer la souveraineté et la durabilité du Canada dans l'Arctique. »

Mot-Symbole du gouvernement du Canada

Canada 

Ci-dessus, l'image du mot-symbole officiel du Canada. On y aperçoit le mot « Canada » en caractères noirs avec empattement, accompagné d'un petit drapeau canadien placé au-dessus du dernier « a ».



Le clip audio fourni ci-dessus présente la signature sonore du gouvernement du Canada d'une durée approximative de 1,5 seconde et composé des quatre premières notes d'« Ô Canada ».

Campagne de publicité - grands projets



La publicité vidéo ci-dessus est de 30 secondes et met en valeur les mesures que prend le gouvernement du Canada pour mener à bien des projets d'infrastructure d'intérêt national au cours des prochaines années. La vidéo commence par le plan d'un imposant pont enjambant un large canal, avec une voix hors champ prononçant les mots suivants : « *Nous sommes un pays de bâtisseurs* ». Ces mots apparaissent alors à l'écran en gros caractères blancs. Se superposant à des séquences d'archives en blanc et noir de la construction de la Voie maritime du Saint-Laurent, la voix hors champ prononce ensuite les mots suivants : « *Dans les années 1950, nous avons bâti la Voie maritime du Saint-Laurent* ». Apparaissent ensuite les plans de travailleurs canadiens des temps présents, de deux femmes vêtues de vestes traversant une usine, de travailleurs utilisant un chariot élévateur pour soulever des produits du bois dans un lieu de travail occupé ainsi qu'un gros cargo prenant le large avec le dialogue suivant : « *qui a créé de milliers d'emplois et envoyé plus de mille milliards de dollars de marchandises à l'international* ». On aperçoit ensuite un large bâtiment en cours de construction, avec deux grues en arrière-plan, la voix hors champ prononçant ensuite les mots suivants : « *C'est le temps de bâtir de nouveaux grands projets* », apparaissant également à l'écran en gros caractères blancs. Le narrateur prononce ensuite les mots suivants : « *Avec des travailleurs de la technologie, de l'acier et du bois canadien* » alors qu'apparaissent simultanément à l'écran les mots « *Travailleurs canadiens* », « *Technologie canadienne* », « *Acier canadien* », « *Bois canadien* » en gros caractères superposés à des images correspondant aux travailleurs et secteurs évoqués par le narrateur. On aperçoit ensuite un imposant drapeau canadien flottant au-dessus d'une ville et on entend les mots « *Nous serons notre meilleur client* ». On aperçoit une image du port de Vancouver et on entend la voix hors champ prononcer les mots : « *et augmenterons nos exportations.* » avant d'enchaîner avec l'image de deux enfants vus de dos dessinant avec des craies sur un trottoir, et les mots du narrateur suivants : « *Prenons notre avenir en main* ». On aperçoit un magnifique paysage urbain et on entend le narrateur dire : « *C'est le temps de bâtir* », ces mots apparaissant également à l'écran avant d'enchaîner avec l'image d'un drapeau canadien flottant au-dessus d'une ville et un superbe ciel bleu en arrière-plan avec le narrateur prononçant le mot « *une économie forte* » qui apparaît également à l'écran. La publicité vidéo prend fin avec le mot-symbole Canada (en blanc sur fond noir) et la voix hors champ prononçant les mots « *Un message du Gouvernement du Canada* », suivis de la signature musicale du gouvernement du Canada.